

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

DIMANCHE 12 - LUNDI 13 JANVIER 1992

La construction communautaire et l'avenir de la force de dissuasion

La France suggère à ses partenaires d'étudier

Puissance allemande

'ALLEMAGNE est riche et Lpuissante, et elle n'en fait es mystère. Aussi n'entend-elle as recevoir de leçons. Cela ne la dispense pas, a toujours estimé M. Helmut Kohl, d'apprendre à

cette constante de la politique du chancelier lui avait déjà valu quelques bris de lance avec Washington et Moscou. C'était au commencement de l'ère Gor-batchev. La redistribution des cartes à l'échelle mondiale l'a ensuite confirmé dans sa conviction que seule une Allemagne sûre d'elle-même, et donc fiable,

à Bonn, son calendrier pour l'an-née nouvelle, M. Kohi n'a pas manqué de répondre à sa on à l'égard de la Croatie, jugée par M. Mitterrand contraire à esprit des accords de Maesbouger, et à la fin vous êtes

dence à laquelle ses partenaires doivent s'habituer. L'important, peur lui, tient donc à la manière dont elle saura assumer ce aureroît d'influence. Bonn na de statut et n'exigera pas de siège au Conseil de sécurité des Nations unies, mais veut en revanche que sa voix soit respec-tée dans les instances dont elle est membre.

L'Allemagne de 1992 veut être jugée à la justesse de ses engagements, à l'aune des nouvelles réalités, et non pas en fonction d'a-priori que le chancelier juge dépassés. Réclamer - comme il le fait - que la langue allemande soit prise en compte au même titre que l'anglais et le français dans la Communauté européenne revient seulement, selon lui, à reconnaître la place centrale qu'y occupe désonnais son pays. L'Al-lemagne accueille cette année le sommet des pays industrialisés et entend en profiter pour pesei notamment sur la politique d'aide en faveur de l'Est. Parallèlement, elle entend aussi exploiter les accords de Maastricht afin d'accélérer l'intégration euro-

DOUR parvenir à ses fins. le chancelier a cependant besoin à domicile d'une stabilité mise en danger par les difficultés et le coût de la réunification alled'intérêt de la Bundesbank, qui a valu à Bonn les foudres de ses partenaires, a mis l'accent sur le risque pour l'Allemagne de vivre us da ses moyens. Habitués à compter sur leur richesse, nos voisins n'ont pas encore bien pris conscience que celle-ci avait les importantes hausses de salaires réclamées par les syndi-

Pour assurér l'avenir, le chancelier Kohl a appelé fermement ses compatriotes à « se serrer la ceintures et à réussir en priorité le redressement de l'ex-RDA. Réalisme qui devrait contribuer à apaiser ses partenaires inquiets du regain de puissance de la



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14606 - 6 F

une «doctrine» nucléaire pour l'Europe Intervenant devant les «Rencontres nationales pour l'Eu- sur l'avenir de la force de dissuasion française. Le président de

rope» réunies les 10 et 11 janvier à l'initiative du ministère des la République a également indiqué que «le Parlement sera affaires européennes, M. François Mitterrand a déclaré vendredi saisi » des accords de Maastricht sur l'Union politique et que l'élaboration d'une doctrine nucléaire européenne allait l'Union économique et monétaire avant leur ratification soit par devenir « très vite l'une des questions majeures » pour les le Parlement lui-même, réuni en Congrès, soit par référendum. Douze. C'est la première fois que le chef de l'Etat s'interroge Il n'a pas tranché entre ces deux possibilités.



M. Mitterrand s'est bien gardé de répondre par oui ou par non à sa propre question. Il n'en a pas

Un tabou écorné

par Jacques Amalric

La force de frappe française pose problème dans l'Europe – celle de la Communauté, mais aussi celle position - à la recherche d'un nouvel ordre. C'est ce qu'a fini par reconnaître vendredi 10 janvier M. Mitterrand, écomant pour la première fois un tabou qu'il s'était quelles se livrent déjà les anciennes tépubliques de l'ex-URSS. Le pré-ident de la République l'a d'ailleurs reconnu lorsqu'il a déclaré: «Est-il possible de concevoir une doctrine [quelcaire] européenne? Cette question-là deviendra très vite une des questions majeures de la construction d'une défense euro-

moins accepté le principe d'un vaste débat, considéré hier encore pieds dans le plat quelques instants plus tôt, suivi par M. Jean Frangères de M. Giscard d'Estaine, il Lire in suite page 3

et l'article de PIERRE SERVENT

L'héritage militaire soviétique

Moscou accentue sa pression

Le gouvernement russe a laissé entendre, vendredi 10 janvier, qu'il envisageait de prendre sous son contrôle l'ensemble des forces armées de l'ex-URSS tant qu'un accord conforme à sa propre interprétation des accords de Minsk n'aura pas été réalisé au sein de la CEI.

de notre correspondant

Après les fortes paroles las menaces : les emiliaux gouvernementaux russes » de décret, faisant de la Russie l'héritière des forces armées de l'ex-URSS, n'attendait plus que la signature de M. Boris Eltsine. La mise en garde intervient en plein du véritable « coup de gueule » lancé depuis Oulienovsk par Boris Eltsine : « La flotte de la mer Noire a été, est, et restere russe» (le Monde du 1·1 janvier).

Lire la suite page 4

De Maastricht au référendum

oar Patrick Jarreau La Théâtre de la Ville n'a pas

C'est sur le terrain de l'Europe que le président de la République attend ses adversaires. L'opposition s'y est avancée d'elle-même en s'empressant d'affirmer, aussitôt après la conclusion des accords de Maastricht, il y a un mois, que leur mise en œuvre ite une révision constitutionnelle

M. François Mitterrand en convient volontiers, mais il retourne l'argument en refusant une vision restrictive de la question. Il ne s'agit pas simplement, a-t-il expliqué vendredi, de discu-ter du droit de vote que le traité

sants de la CEE pour les élections locales et celle du Parlement européen. Il s'agit de tout autre chose: «S'il n'y a pas approbation [des accords], nous nous trouverons alors devant une crise nationale de très grande ampleur, a-t-il dit. Je considérerai (...) cela comme un drame national.»

Il appartiendra au Conseil constitutionnel, une fois le texte des accords définitivement mis au point le mois prochain, d'indiquer quelles en sont les clauses nécessitant une modification de is loi fondamentale française.

HEURES LOCALES

Le Nord-Pas-de-Calais

Depuis bientôt trente ans, l'Etat et les élus s'efforcent de gérer une transition difficile dans une région qui, au fil des ans, a dû admettre que le cherbon, l'acier puis le textile faissient désormais partie des activités du passé. A Lille comme à Arras ou à Valen-ciennes, où l'on attend l'ouverture du tunnel sous la Manche, le dynamisme des hebitants associé à un environnement culturel soigné a permis l'implantation d'activités nouvelles.

Lire pages 8 et 9 l'enquête de PATRICK JARREAU

Fin de siècle à Michelin-Ville

Corine Lesnes a visité, à Clermont-Ferrand, les habitants des cités Michelin, ces villes dans la ville construites dans les années 20 par le fabricant de pneumatiques en proie aujourd'hui à de

Alger : le «Bonheur» à l'abandon

Dans la cité construite par Fernand Pouillon, les jeunes déshérités sont une proie facile pour les islamistes

ALGER

«Roberto Zucco»

renoncé à la pièce de Koitès.

les déclarations de M. Chirac

et les réponses du maire de

Chambéry et de M. Violette à

M. Philippe Marchand

M. Philippe Marchand, minis-tre de l'intérieur invité

au « Grand Jury

RTL-le Monde »

dimanche à 18 h 30.

Lire page 13

jouée à Paris

de notra envoyé spécial

Même si le FLN a pris ici une belle râclée au premier tour des élections législatives, largement devancé par le Front islamique du salut (FIS) et le parti Hamas, d'obédience intégriste lui aussi, les habitants de Diar el Machcoul - la Cité du bonheur, conçue par l'architecte français Fernand Pouillon - refusent de passer pour des énergumènes. « Nous. les jeunes et les autres, on est des gens normaux », se récrie un fonctionnaire qui professe pourtant des idées démocrates.

a Il faut jouer jusqu'au bout le jeu démocratique, aller au second tour, insiste-t-il. Si l'on arrête tout, il risque d'y avoir de la casse, » Il admet qu'avec la probable victoire du FIS, lors du second tour, le 16 janvier, la nouvelle Algérie prendra « un lui qui travaille le plus ». Il y a en mauvais départ ». Mais, à son effet fort à faire ici afin d'amélioavis, « on pourra toujours rectifier rer un peu la vie quotidienne de et l'article de GEORGES MARION

avec le concours de l'armée». Il souligne que si le pouvoir civil fait une troisième fois appel aux militaires, qui sont déjà intervenus en octobre 1988 et en juin 1991 pour rétablir l'ordre, ceux-ci s'installeront aux affaires pour de bon. Abdeikader, lui, ne voit pas si loin. Etudiant en technologie, il s'apprête, «bien sûr», à voter de nouveau pour le candidat du FIS, en ballottage favorable contre un islamiste «dissident» du parti Hamas. La «loi de Dieu» à la bouche, il attend donc pour bientôt des mesures de salubrité publique comme « la fermeture des maisons closes et l'interdic-

tion de l'adultère». Quelle riposte, si l'armée en venait à contrarier ses espoirs? Il se plierait, sage et discipliné, aux directives de ses chefs. Si le FIS a ses faveurs, « c'est parce que c'est

le tir par la suite, si nécessaire tout un chacun. Pour preuve les multiples activités de cette association de quartier, d'inspiration islamique, qui vient en aide aux veuves en détresse, distribue des fournitures scolaires aux enfants, des secours alimentaires aux plus

> La Cité du bonheur - modèle d'urbanisme méditerranéen bâti au milieu des années 50, comme l'avait été la Cité radieuse de Le Corbusier à Marseille - n'est plus aujourd'hui que l'ombre d'ellemême. Comme un décor de théâtre qui aurait mal vieilli. De grandiose, reste le site sur leouel elle a été construite, sa vue plongeante au bas d'escaliers monumentaux ou au travers c'arcades et de portiques sur le jardin défait, la baie d'Alger, les cargos au mouillage.

> > JACQUES DE BARRIN Lire la suite page 5

LE MONDE diplomatique

Janvier

- EX-URSS: L'énigme russe, par Amnon Kapeliouk. Lendemains indécis en Asia centrale, par Alain Gresh. - La Lettonie est-elle gouvernable? par Erlends Calabuig.
- PLANÈTE : Nouveau monde, par Ignacio
- PROCHE-ORIENT : Le « dossier Palestine », an-delà de la résolution 242, par *Henry Cattan*. – Jérusalem, la ville sainte qui devient ville-forteresse, par Rouba Housayri. - En attendant la construction du Temple..., par Abraham B. Yehoshua. — Vers le partage en deux capitales ? par Géraud de la Pradelle. — Inquiétudes tibanaises, par Georges Corm.
- CUBA : Quelle nouvelle politique économique ? par Janette Habel.
- 1492-1992 : Résistance indienne, noire et populaire, par Maurice Lemoine.
- FINANCE : La rançon de l'euphorie, par Denis
- · AFRIQUE : Continent des comptoirs ou continent du développement? par Achille Mbembe. -Fin de règne mouvementée au Kenya, par Victoria Brittain. – La « génération perdue » des fils de l'apartheid, par *Linda C. Chisholm.* – « Chant de cygne », une nouvelle de Yoka Lye Mudaba.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

A L'ETRANGER: Algide, 4.50 DA; Marce, 8 DH; Turiele, 760 m: Alemagne, 2.50 DM; Aupriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2.25 \$ CAN; Antiles/Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Denemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G-B., 85 p.; Grège, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxambourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Paya-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S.

3 - ----

 $\{a_1, \cdots, a_{n-1}, \ldots, a_{n-1}\}$

2010/01/05/02

 $g_{ij} = \mathcal{O}(\mathcal{V}) \cap \mathcal{O}(\mathcal{O}(\mathcal{V}))$

ALC: NO.

Le Monde

DACTION ET SIEGE SOCIAL 15, RUE FALGUIÈRE. 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Récopleur : (1) 40-85-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : , PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principans associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président Françoise Huguet-Devallet, directeur génére Philippe Dupuis, directeur commercial 15-17, me du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

ienseignements sur les microfilms : index du Monde au (1) 40-85-29-93

TÉLÉMATIQUE

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél.: (1) 49-60-32-90

FRANCE

448 F

BH F

1 620 F

BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS

572 F

1 123 F

2 086 F

ÉTRANGER.

par voie aérienne

tarif sur demande.

pour vous abonner

renvoyez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou per MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs or

provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tens le

Le Monde

Edité par la SARL La Monde

Comité de direction : Jacques Lasoume : gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédection Jacques Guisu

ubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Feuvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1981)

1 an

3 mols 6 mois

Prénom:

Adresse:

Code postal : _

Localité : _

PAYS

Œ

790 F

1 540 F

2 960 F

osez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez LM

766 : (1) 40-68-25-25 Tél. : (1) 40-68-25-25 Secopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261-211 F

KD IEU merci! Le Pakistan
est sauvé! » Prophétie
désastreuse de Zulfikar
Ali Bhutto, leader du Parti du peuple pakistanais (PPP), le principal parti politique de la partie ouest du pays, de retour de Decca au lendemain du coup de force de l'armée pakistanaise contre les séparatistes bengalis. Six mois plus tard, l'armée indienne libérait la capitale du nouvel Etat du Bangla-desh. Bhutto lui-même remplaçait, à la tête d'un Pakistan amputé de sa partie orientale, le général Yahya Khan, président, adminis-trateur de la loi martiale, et res-ponsable d'un génocide qui aurait fait deux à trois millions de morts. Tragique tronie de l'Histoire: les militaires réimposeront leur loi dans les deux anciennes «ailes» du Pakistan : Mujibur Rahman sera assassiné en 1975; Bhutto pendu à l'issue d'un procès inique quatre ans plus tard.

En 1971, le Pakistan oriental constitue la partie la plus peuplée - 75 millions d'habitants contre 55 millions à l'ouest – de cet Etat s né en 1947, dans le sang et les larmes, des affrontements entre musulmans et hindous.

Des sa naissance, ce produit bâtard d'une double partition, celle de l'ex-Empire des Indes et de la province du Bengale, semble voué à la tragédie et au malheur. Surpeuplé, dépourvu de ressources naturelles sauf le jute, coupé de Calcutta, sa métropole naturelle, il se voit, en dépit des promesses ini-tiales de Mohamed Ali Jinnah, le «père» du Pakistan, soumis aux diktats de la clique militaire « punjabi » d'Islamabad, dont le séparent 1 500 kilomètres de territoire indien. De plus, il est périodique-ment ravagé par des catastrophes naturelles, inondations et typhons, qui souffient sur le Golfe du Bengale. En octobre 1970, un typhon particulièrement violent a laissé quelque 300 000 morts et des mil-lions de sans-abri. Les autorités issues de la loi martiale se sont montrées indifférentes, et ineptes dans l'organisation des secours.

Le coup de force de Yahya Khan

Et pourtant, quelques semaines plus tard, en décembre 1970, saisi soudain d'un « zèle démocratique » qui lui sera fatal, Yahya Khan décide de tenir comme prévu, dans tout le pays, des élections législa-tives, les premières depuis l'indépendance. Celles-ci, malgré les efforts et les trucages du pouvoir central, donnent 167 sièges, soit la majorité absolue à l'Assemblée nationale - qui doit se transformer en Constituente – à la Ligue Awami, dirigée à Dacca par Muji-bur Rahman. Leader charismatique, excellent orateur, le cheikh Mujib s'est ouvertement déclaré en faveur de l'autonomie de sa province, simple étape, nul ne l'ignore à Dacca pas plus qu'à Islamabad, vers la sécession. A l'ouest, Bhutto, que Yahya Khan redoute presque à l'égal du cheikh Mujib, a, quant à lui, obtenu 85 sièges pour son Pakistan People Party. Cette Assemblée, qui ne se réunira jamais, est, de naissance, ingérable

Des discussions sans espoir s'en-gagent pourtant à Dacca entre Yahya Khan, militaire borné, alcoolique de surcroît, Bhutto, et le chelkh Mujib, désigné constitutionnellement comme premier minis-tre. L'Assemblée, chargée d'élabo-rer une nouvelle Constitution pour l'ensemble du pays, est même convoquée pour le 3 mars, à Dacca, puisque le chef de la Ligue prudemment, refuse de se rendre à l'ouest. Et exige en préala-ble l'abrogation de la loi martiale, suivie de la proclamation d'un Pakistan confédéral, vague union d'Etats indépendants. Un processus de désintégration est ainsi engagé, assez comparable à celui auquel on assiste vingt années plus tard en URSS. Dans un Pakistan oriental en pleine anarchie, où les militants nationalistes font la loi, reprennent, fin mars, les négociations de la dernière chance.

Le 20 mars, Mujibur Rahman appelle le peuple à lutter « pour la liberté et l'émancipation du Bangladesh (le pays des Bengalis). Le nouveau drapeau - cercle rouge et carte du futur Elat sur fond yert de l'islam - est hissé sur les édifices publics. Dans les principales villes, émeutes et règlements de comptes opposent les nationalistes bengalis aux militaires et policiers punjabis, venus de l'Ouest, et aux Biharis, réfugiés musulmans qui avaient fui cette province de l'Inde lors de la partition et qui restent partisans d'un Pakistan unifié. Des milliers d'entre eux sont tués. Dans un



Foule attendant le retour à Dacca de Mujibur Rahman, le 10 janvier 1972

Livre blanc public ultérieurement, le gouvernement pakistanais dénonça le régime de terreur, les exactions et le « complot séparatiste» des militants de la Ligue

Avec l'assentiment de Bhutto, Yahya Khan décide de frapper. Des unités militaires ramenées en hâte en renfort de l'Ouest passent à l'attaque dans la nuit du 25 au 26 mars. Massacres à Dacca, à l'université notamment, foyer d'agitation nationaliste; viols, pillages, exactions dans toutes les grandes villes. On compte-les morts par dizaines de milliers. Le cheikh Muiib est arrêle a son domicile de Dacca, qu'il n'a pas voulu quitter en dépit de tous les avertissements, et transféré sous bonne garde par avion militaire vers Islamabad. Des mois durant va courir le bruit de son exécution

L'« ordre » pakistanais règne. Mais pas pour longtemps. Au prin-temps, des officiers moustachus, venus du Pendjab ou du Sind, font visiter aux envoyés spéciaux de la presse étrangère des villages en ruine, où ne sont restés que quel-ques paysans hébétés et terrorisés. Et leur serinent ces commentaires qui restent légendaires : « Vous voyez : tout est normal ! » Mais les récits d'atrocités, de viols, se multiplient, et le général Tirkha Khan, nommé gouverneur à Dacca, est surnommé «le boucher du Ben-

Une guerre éclair de deux semaines

Dès le 1 avril, la République démocratique souveraine du Baneladesh a été proclamée, dans une la frontière de l'Inde, et s'est donné pour président in abstentia le cheich Mujib. Un gouvernement en exil s'installe dans un faubourg de Calcutta. Les deux régiments bengalis de l'ancienne armée pakistanaise sont passés à la résistance, et des jeunes, étudiants surtout, échappés au massacre du 25 mars, pauvrement armés, constituent des unités de Mukti Bahinis, les «Ffi» du Bangladesh, qui haroè-lent soldats punjabis et «collabo-rateurs». Ce début de guerre a pro-voqué surtout un immense exode : hindonistes cherchent refuge au Bengale occidental. Les autorités indiennes, malgré l'aide du Haut-Commissariat aux réfugiés, ont le plus grand mal à faire front à cet afflux de misère.

La crise s'internationalise. L'Inde de Mar Indira Gandhi appuie à fond l'insurrection, soutenue diplomatiquement par l'URSS et le « camp socialiste ». Tandis que le Pakistan de Yahya Khan béaéficie du support conjoint de la Chine et des Etats-Unis, Pékin par bostilité à l'Inde, vaincue dans la guerre de l'Himalaya de 1965. Richard Nixon et Henry Kissinger par souci de ménager le Pakistan, qui leur sert d'intermédiaire dans les négociations secrètes engagées pour un rapprochement avec Mao Zedong. Début novembre, le premier ministre indien est recu à

Paris par le président Pompidou, et aussi par André Mairaux. L'auteur de *L'Espoir* songe à rééditer ses exploits de la guerre d'Espagne et à prendre la tête d'un corps de volontaires pour combattre aux côtés des Mukti Bahinis.

Cette tache, c'est l'armée indienne qui va s'en charger, avec une redoutable efficacité, et la volonté de prendre sa revanche sur les Pakistanais, après les revers du conflit de 1965. Le 4 décembre, la guerre éciate officiellement entre les deux pays, et « that woman », comme Yahya Khan appelle dédaiencusement M= Gandhi. connaît ses plus grandes heures.

L'aviation pakistanaise basée au Bengale oriental est immédiatement clouée au sol, un blocus total imposé. La campagne éclair des troupes indiennes s'achève en moins de deux semaines. Les principales villes, Kulna, Jessore, tombent après des barouds d'honneur opposant des généraux qui sont parfois camarades de promotion de Sandhurst. Le 16 décembre, sur l'hippodrome de Dacca, le général Jaghit Singh Aurora, superbe sikh barbu coiffé d'un turban vert et orange, commandant le corps expéditionnaire indien, accepte solennellement la capitulation de son homologue pakistanais, le général A.A.K. Niazi.

Les deux hommes se serrent la main, et c'est dans la voiture de son vainqueur que le vaincu est conduit au « cantonnement » de Dacca, pour y attendre d'être rapatrié, avec sa garnison, via l'Inde. Car comme la Wehrmacht en France en 1944, les troupes pakis-tanaises, des Punjabis pour la plu-part, 93 000 hommes au total, ne souhaitent qu'une chose : se rendre à une armée «régulière», plutôt que de tomber entre les mains des Mukti Bahinis assoiffés de ven-

Le retour triomphal du cheikh Mujib

Une ve que raison de redouter : trois millions de morts - tel est le bilan officiel de ce conflit. Au lendemain de la libération de Dacca, les Mukti Bahinis ouvrent devant la presse étrangère un charnier contenant 150 cadavres : des intellec-tueis, des étudiants, torturés et sauvagement abattus au dernier jour du siège de la capitale. Sur un stade de Dacca, face aux caméras de la télévision, l'un des jeunes héros de la résistance, Kaddar Siddiqui, procède lentement à l'éventration à la ballonnette de quelques « collaborateurs ».

Couleur locale en plus, l'atmo-sphère rappelle celle des premières semaines de l'épuration en France. avec ses résistants de la onzièr heure, ses traîtres, les razakars de la police supplétive, dont les cada-

vres flottent au fil du Gange, les Biharis terrorisës confinès dans leurs ghettos dans l'attente d'un hypothétique rapatriement vers le Pakistan occidental, la chasse aux places entre les exilés retour de Calcutta et les combattants de l'intérieur, et une armée indienne. assez dédaigneuse vis-à-vis de toute cette agitation d'un peuple, les Bengalis, dépourvu, à ses yeux, de traditions militaires.

Le 10 janvier 1972, c'est en triomphateur que Mujibar Rabman, soustrait de justesse à la potence de Yahya Khan et libéré par Bhutto, nouveau premier ministre d'un Pakistan désormais tronçonné, fait sa rentrée dans sa capitale. Comme le général de Gaulle descendant les Champs-Elysées le 25 août 1944, il traverse toute la ville, follement acciamé par une foule de plus d'un million de personnes huriant a Joy Bangla!» (Vive le Bangladesh!). Juché sur un camion, escorté de son fils en uniforme de lieutenant de la nouvelle armée, il lui faut plus de deux heures pour parcourir les 4 kilomètres séparant l'aéroport de l'hippodrome. Et là où les occupants capitulaient trois semaines auparavant, il proclame le flangladesh à jamais un Etat souverain, sans aucun lien organique avec son ancienne métropole.

Un court « état de grâce »

Le 25 mars, un an exactement après le coup de force pakistanais. l'armée indienne évacue le Bangladesh. Mais l'«état de grâce» du cheikh Mujib ne dure guère. Plein de ressentiment à l'égard de Washington comme de Pékin. soupçonnant son puissant voisin indien de tendances « hégémoniquest, il a voulu faire de cette nouvelle nation, profondément islamique et sans prolétariat urbain, une République populaire alignée sur Moscou. Le 15 août 1975, il est assassiné par un groupe de jeunes officiers. Dès lors, coups et contre-coups d'Etat militaires, tonjours sanglants, se succèdent.

L'établissement, toujours fragile, d'un régime civil n'épargne pas au Bangladesh ses tristes records : retour périodique de terribles typhons, expansion démographique incontrôlée, avec 155 millions d'habitants prévus à l'horizon de l'an 2000, mortalité infantile de 133 pour 1 000, une espérance de vie s'arrêtant à quarante-huit ans, 73 % d'illettrés, l'un des PNB les plus has de la planète...

BERNARD ULLMANN Envoyé spécial de l'AFP au Bangladesh pendant la guerre indo-pa-

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

PHILIPPE

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

ANIMÉ PAR JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC ANDRÉ PASSERON ET ÉRIC INCYAN (LE MONDE) RICHARD ARZT ET ALAIN HAMON (RTL)

ETRANGER

Aux Rencontres nationales pour l'Europe

«L'approbation du traité de Maastricht ne doit pas être utilisée à des fins partisanes»

déclare M. Mitterrand

■ Une grande affaire nationale » en même temps qu'une grande affaire politique » : c'est la double dimension que le président de la République, M. François Mitterrand, a donnée, au cours d'un colloque sur l'Europe, à la construction européenne en cette fin du vingtièmz siècle, et, singulièrement, à la ratification à venir du traité de Maastricht sur l'union politique, économique et monétaire. M= Edith Cresson devait présider samedi matin la séance de clôture de ce colloque.

Intervenant lors de la séance maugurale des Rencontres nationales nour l'Europe, organisées par le ministre des affaires européennes les 10 et 11 janvier, le chef de l'Etat s'est employé, an fil d'une longue intervention prononcée devant plus de deux mille per-sonnes, à dépolitiser les futurs débats qui auront lieu en France sur la modification de la Constitution (à cause, notamment, de l'introduction du droit de vote des ressortissants de la CEE pour les élections européennes et locales) et la ratification du traité de Meas-

Il a confirmé que la signature officielle des Douze sera apposée au bas du traité, définitivement rédigé, le 8 février prochain. « Je m'engagerai sans réserve, mais d'autres Européens, au-delà des dif-férences politiques, le feront dès lors qu'ils sauront que leur consentement sur l'Europe ne sera pas hon-teusement et antidémocratiquement utilisé pour une autre cause», 2-t-il déclaré sous les yeux approbateurs de MM. Raymond Barre et Jean François-Poncet, qui étaient intervenus auparavant à la tribune (I) et représentaient l'opposition aux côtés notamment de Mª Marie-

Un tabou écorné

Suite de la pressière page

Nous en sommes encore loin. Mais il était urgent, pour le président de la République, de prendre date s'il ne voulait pas se retrouver en porte-àfaux sur deux terrains:

- Celui, d'abord, de l'élaboration d'une défense européenne commune, d'une défense européenne commune, incompatible, quoi qu'on en ait dit hier encore, avec le maintien d'une force française de dissussion mainteme sen l'état» et totalement indépendante. Plusieurs responsables européens ne se sont pas privés d'in-sister récemment sur la contradiction, à commencer par M. Genscher, le ministre allemand des affaires étran-gères; rester inerte dans ce domaine, s'obstiner à faire cavalier seul reviens'obstiner à faire cavainer seul revien-drait pour la France à passer pour le seul Etat enropéen refusant de jouer la réduction des armements et à faire la part belle à une garantie nucléaire de l'OTAN, à laquelle veut toujours participer la Grande-Bretagne mais dont les Etats-Unis — à commencer par le Congrès - sont en fait les soul

- Celui, ensuite, de la nature même de la force française et de la stratégie qu'elle est censée servir : la dissussion, telle qu'elle avait été taise en œuvre pour faire «réfléchir» les dirigeants soviétiques avant d'avoir recours à l'arme nucléaire, ne foncrecours à l'arme nucleaire, ne fonc-tionne plus. Le risque d'une vaste offensive de l'URSS contre l'Europe occidentale a disparu avec la dissolu-tion de l'empire. Le danger nucléaire de demain et d'après-demain a toutes les chances de revêtir un aspect hau-tement irrationnel. Le dissussion ne sera pas une panacée pour se proté-ger du geste fou d'un Saddam Hus-sein quelconque qui serait parvenu à sein quelconque qui serait parvenu à se doter de la force nucléaire ou de quelque dirigeant ultra-nationaliste de l'ex-URSS qui aurait réussi à faire

Une indispensable réflexion

Ce genre de menace, d'autre part, pent tout aussi bien viser un des deux Etats européens dotés du nucléaire que des États qui en sont dépourvis. L'Allemagne ou l'Italie ne seraient, dans cette typothèse, pas plus à l'abri que la France ou la Grande-Bretagne. Des risques courus en commun ne supposent-ils pas des responsabilités communes, sinon conjointes? Voilà pourquoi, d'ail-

Le rejet du traité serait « un drame national », a-t-il însisté, avant d'ironiser en évoquant impliitement les remons que ces questions risquent de provoquer au sein de l'opposition : « Déjà je me délecte à la pensée de ce que nous

> Pas de demande « subreptice »

Toutefois, le chef de l'Etat a redit qu'il ne voulait pes qu'une cause aussi importante que l'Enrope soit polluée par des querelles politiciennes franco-françaises. Il politiciennes tranco-trançaises. Il n'y aura doac pes de « demande subreptice» glissés habilement, de façon à « ne mèler en rien l'approbation de Maastricht à des problèmes propres à la vie politique française». Ceux qui se prononceront «pour» borneront donc leur approbation au cadre strictement limité par ce traité, qui marque, selon M. Mitterrand, un « moment décisif de l'histoire de l'Europe ».

Pour être encore plus précis, le chef de l'Etat a expliqué « que l'ac-cord de Maastricht entériné par les Douze sera soumis en tant que tel. Il n'y aura pas une phrase, pas une question adjointe, pas de sujet rajouté.» Le président a maintenu au référendum mais, en toute ment les risques de contamination les débats s'ouvriront « dans le mois qui suivra » les élections régionales et cantonales du mois

Sans citer le nom du président du RPR, M. Jacques Chirac, qui a critiqué, il y a quelques jours, le principe du droit de vote des res-sortissants de la CEE (il avait éve qué notamment le cas des Turcs si l'Europe communautaire), M. Mitterrand lui a implicitement

leurs, l'Allemagne n'a pas vu d'un bon œil la proposition française d'organiser une conférence des quatre puissances disposant d'armes nucléaires en Europe (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et ex-URSS) pour tenter de contrôler les armes soviétiques et d'assurer les démantèlements prévus. Les Etats-Unis non plus, qui agissent comme s'ils voulaient être les seuls interio-cuteurs «mucléaires» de l'ex-URSS, quitte à tendre la sébille lorsqu'il fandra financer le long et cofteux processus de réduction de l'annement

Que les communistes français se assurent. Contrairement à ce que l'Humanité titre ce jour à la «une», M. Mitterrand ne «largue» pas «la bombe», ne confie pus «un arsenal redoutable à la puissance allemande». Il encourage sculement - enfin! - une indispensable réflexion si l'on ne vent pas, demain, que la force de fiappe française ne soit plus qu'un anachronisme unanimement décrié, la survivance d'un ordre issu de la seconde guerre mondiale.

Le pouvoir politique européen etrès forts auquel M. Delors a fait allusion ne verra pas le jour demain et n'est pas près de disposer du bou-ton nucléaire. Mais il n'est que temps de s'interroger sur les nouveaux défis de sécurité auxquels la France et l'Europe sont confrontés. Ils exigent, manifestement, non seulement des initiatives en matière de défense classione, mais aussi une remise à plat sique, mais ausai une remise a pair de la stratégie et de la panoplie nucléaire françaises, où l'on trouve encore, bien que «gelées», les armes tactiques Pluton et Hadès, qui ne peuvent menacer que des alliés, et les fusées du plateau d'Albion, qui font double (et manvais) emploi avec celles des sous-marins nucléaires, alors qu'il faudrait sans doute réfléacors du n'autoria sans de la mise en place d'une défense antimissile, qui pourrait profiter un jour à tous les pays européens. N'y aurait-il pas là, justement, matière à un programme européen de défense basé sur des sur d stratégies complémentaires, sinon communes? Comme le début d'un très long processus, qui va se heurter, n'en doutons pas, à bien des obstacles, à bien des a priori et à bien des intérêts. Là aussi, il faudra combler un considérable déficit pédagogique.

JACQUES AMALRIC

qui feraient preuve d'une vision par trop a conservatrice s: « Je ne par trop a conservairice »: « Je ne voudrais pas, tout de même, que la France soit le pays le plus conservateur d'Europe; qu'il soit celui qui s'enferme dans son passé. Je veux le voir à la tête de la conquête pacifique de l'Europe. »

Enfin, abordant la question de la défense européenne, qui a franchi une étape à Maastricht, le président a évoque pour la premiere fois une question particulièrement épineuse : celle de l'avenir des forces nucléaires dans le cadre d'une future Europe de défense (lire l'article de Jacques Amalric). « Seuls deux des Douze sont détenteurs d'une force atomique. Pour leur politique nationale, ils ont une doctrine claire. Est-il possible de concevoir une doctrine européenne? Cette question-là devlendra très vite une des questions majeures de la construction d'une défense euroèenne commune. Je n'apporterai pas d'éléments de solution, cela m'entraînerait à vous parler tout le reste de l'après-midi, et peut-être trouveriez-vous que c'est un peu long, d'ailleurs mol aussi!»

PIERRE SERVENT

(1) Le Monde rendra compte plus lar-gement des Rencontres nationales pour l'Europe, dans les prochaines pages e Espace européen » publiées lundi 13 janvier (numéro daté 14 janvier).

afrique du sud L'ANC « déplore » la visite du premier ministre néerlandais

La visite officielle que le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, doit effectuer en Afrique du Sud du 18 au 20 février, n'est pas du goût du Congrès national africain (ANC), qui a demandé à La Haye de «reconsidèrer» sa position. M. Lub-bers est le premier chef du gouverne-ment des Pays-Bas à se rendre en Afrique du Sud depuis les années 50.

Dans une déclaration publiée vendredi 10 janvier, l'ANC « déplore » ce voyage «mal programmé et préma-turé ». Selon l'organisation, MM. Lubbers et Van den Broek prennent le risque de «confèrer une légitimité à un régime non légitime, tants des principaux courants politi-ques sont réunis pour (...) constituer un gouvernement intérimaire d'union nationale». Les autorités néerlandaises parlent de leur côté de « malentendu ». Rappelant que les Pays-Bas avaient toujours souhaité l'abolition de l'apantheid et l'avènement d'une Afrique du Sud «unie et non raciale», La Haye considère que cette visite constituera « une stimulation pour le processus du changement amorcé en Áfrique du Sud». - (Cor-

□ Le sommet du Conseil de sécurité fixé au 31 janvier. - Le socrétaire général de l'ONU, M. Boutros Bou-tros-Ghali, a annoncé à son arrivée à Paris, vendredi 10 janvier, que la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du Conseil de sécurité se tiendrait le 31 janvier à New-York. M. Boutros-Ghali devait s'entretenir samedi avec MM. Mitter-

D M. Mitterrand an Luxenthourg. Le président de la République effectuera les 13 et 14 janvier une visite d'Etat au grand-duché de Luxem-bours. Il doit notamment avoir des entretiens avec le chef du gouvernement. M. Jacques Santer, et avec le ministre des affaires étrangères, M. Jacques Poos, et être reçu à diner à l'abbaye d'Echternach par le grandduc Jean et la grande-duchesse José-phine-Charlotte.

La polémique sur le siège du Par-lement européen. — Mª Catherine Trautmann a dénoncé, vendredi 10 janvier, la enguire d'équilibre entre Bruxelles et Strasbourg dans l'affaire du siège du Parlement européen. Selon le maire de Strasbourg, l'As-semblée de la CEE a signé le contrat de location de l'hémicycle de sept cent cinquante places en construction dans la capitale belee. Au terme d'un accord intervenu il y a plusieurs mois, il avait été convenu que la CEE signe le même genre de bail avec la cité alsacienne. Mais amourd hui, s'il est prévu que le «centre international de rence» de Bruxelles sera fin prêt avant la fin de 1993, il n'en va pas de même pour les nouvelles installations prévues à Strasbourg. M= Trautmann attend toujours la garantie de l'Etat pour lancer les travaint. - (Corresp.) Jong-il. - (AFP.) Tout en critiquant la méthode américaine

Les Douze ont accepté de participer à la conférence de Washington sur l'aide d'urgence aux pays de l'ex-URSS

France, qui au départ était réticente, participeront à la conférence qui se tiendra les 22 et 23 janvier à Washington, à l'initiative des Etats-Unis, sur l'aide humanitaire d'urgence en faveur des Etats indépendants de l'ex-

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres européens des affaires étrangères, réunis vendredi 10 janvier à Bruxelles, se sont efforcés de bien marquer le carac-tère communautaire des interven-tions des différents Etats membres à cette conférence. C'est un aspect des choses que les Etats-Unis, en s'adressant à chacun des Douze individuellement, avaient délibéré-

Le principal objet de la confé-rence, à laquelle Washington a invité une cinquantaine de pays et invité une cinquantaine de pays et organisations donateurs, sera d'identifier les besoins prioritaires des Républiques afin de permettre ensuite des actions internationales coordonnées. Elle ne sera en principe pas chargée de mobiliser de nouveaux crédits. Cette mission pourrait être confiée à une seconde conference qui serzit convoquée au printemps et en Europe.

a Les Etats membres ont été vexès par l'approche retenue par les

Les Douze, y compris la Américains», a constaté M. Mark chaque pays membre désigné la la comme coprésident associerait la Eyskens, le ministre belgé. De fait comme coprésident associerait la ces derniers ont prévu la constitution de cinq groupes de travail et, sans concertation aucune, comme s'ils distribuaient des bons points, ils ont attribué aux uns et aux autres la présidence de ces groupes. Ceux qui, telles la France ou la Belgique, ont été oubliés dans cette répartition en ont bien sur ressenti de l'ameriume.

> Voici la liste des groupes et des coprésidents de chacun d'entre eux : 1) side alimentaire : Commis-sion européenne-Etats-Unis ; 2) énergie : Pays-Bas-Venezuela : 3) médicaments : Etats-Unis-Japon; 4) logement: Allemagne-Ita-lie; 5) assistance technique: Allemagne-Etats-Unis-Japon.

> > La logistique de l'OTAN

Dans cette affaire, l'« esprit de Maastricht», comme on dit, a été quelque peu malmené : les Etatsqueique peu maimene : les Etats-Unis ont envoyé leurs invitations pendant les fêtes de Noël et les Douze ont réagi en ordre dispersé. Pour remédier à cette situation, l'Allemagne et la France ont sug-géré que les pays membres désignés pour coprésider un groupe, laissent leur place à la CEE, c'est-à-dire à les présidence portugaise ainsi ou à la présidence portugaise ainsi qu'à la Commission. Mais les Pays-Bas ou l'Italie, trop contents d'avoir été

Commission à cette táche.

M. Roland Dumas a également regretté que les Américains proposent les matériels, et notamment les avions-cargos de l'OTAN, pour acheminer l'aide, alors que la France souhaiterait que l'opération, au moins pour ce qui concerne la contribution communautaire, soit l'UEO (Union de l'Europe occidentale), avec l'appui éventuel des avious gros-porteurs russes.

Plusieurs Etats membres, dont la France, ont enfin regretté que les pays bénéficiaires de l'aide ne soient pas invités à Washington, Il est acquis que cette lacune sera comblée et qu'ils seront donc bien conviés à participer au rendez-vous suivant, au printemps, en Europe.

Les Douze ont chargé la Commission d'explorer la possibilité d'établir de nouveaux liens avec les Républiques devenues indépendantes de l'ex-URSS. Les premiers contacts concerneront la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan, ce qui ne signifie nullement que les autres Républiques seront exclues de cet exercice de rapprochement. La Commission présentera dans deux ou trois mois des propositions aux Douze sur la manière d'organiser ces nouvelles

PHILIPPE LEMAITRE

A l'issue de la réunion avec les pays membres de l'OTAN

Les Etats de la CEI s'engagent à respecter le traité sur les armes conventionnelles

Les Etats issus de l'ex-URSS se et être appliqué complètement des sont engagés à ratifier et à appli-quer le plus vite possible le traité CFE sur le désarmement conventionnel en Europe, vendredi 10 janvier au siège bruxellois de l'OTAN. Une réunion rassemblait des représentants des seize pays de l'OTAN et des anciens membres du pacte de Varsovie. Y ont participé toutes les anciennes Républi-Kazakhstan et les trois Etats baltes.

Selon un communiqué de l'OTAN, les participants considèrent que le traité CFE a devrait

que possible ». Les engagements accueillies avec prudence par des pris par l'ex-URSS devront « être totalement pris en compte par tous les nouveaux Etats indépendants» qui en sont issus adans les zones où ils s'appliquent ». Les nouveaux Etats devront « se répartir entre eux » les dispositions du traité concernant l'ex-URSS « d'une manière acceptable» par tous les Les Etats sont invités à « fournir des informations concluantes sur leurs efforts pour assumer leurs obligations » en vue de la prochaine réunion qui se tiendra le

diplomates allies. L'un d'eux soulignait que scules la Russie et l'Ukraine avaient envoyé des reprénion et s'interrogeait sur la manière dont les successeurs de l'URSS allaient réussir à se répartir la tâche. Le respect du traité est menacé, estime-t-on, par les diverces sur le son de l'am Techniquement, le traité répartit les réductions prévues selon des zones géographiques qui ne corresdans l'ex-URSS. - (AFP.)

ASIE

CHINE

Une nouvelle « grande muraille » pour protéger le Xinjiang

La Chine doit ériger une grande muraille » pour protéger le Xinjiang des e agents > anti-communistes, a déclaré M. Wang Enmao, président de la commission des conseillers du PC chinois au Xinjiang et ancien « patron » de la région, cité dans la presse locale le 5 janvier.

■ Les forces bourgeoises libérales et le nationalisme séparatiste disposent d'agents infiltrés, d'une cinquième colonna de forces occidentales hostiles », qui veulent y « changer le socialisme en capitalisme ». Le Xinjiang, où le PCC fait face à une agitation nationaliste sporadique, borde le

u COREE DU NORD: prochaîne visite d'un haat responsable aux Etats-Unis. - Un dirigeant du Parti des travailleurs (communiste) nordconten se rendra le 20 ianvier aux Etats-Unis pour des conversations officielles, a indiqué, vendredi 10 janvier, le vice-président du Parti libéral-démocrate japonais. Il s'agit du secrétaire aux affaires internationales du parti unique, M. Kim Yongsun, que l'an dit proche du maréchal Kim Il-sung et de son fils Kim

le Tadjikistan, dont les populations musulmanes sont identiques à celles vivant du côté chinois.

« Dans une situation internationale qui a connu des changements fondamentaux en Europe de l'Est et la désintégration de l'URSS, la pointe du combat des forces hostiles de l'Occident est dirigée principalement vers la Chine s, a estimé M. Wang. e Nous devons bâtir une grande muraille de fer et d'acier pour bloquer l'évolution pacifique », terme qui, à Pékin, désigne la stratégie occidentale de subversion du socialisme. - (AFP.)

□ HONGKONG : Pékin accuse les Démocrates de Hongkong de vouloir renverser son gouvernement. - Le responsable chinois des affaires de Hongkong et de Macao, M. Lu Ping, a accusé, vendredi 10 janvier, les Démocrates unis de la colonie britannique de tenter de renverser le gouvernement de Pékin. Cc mouvement libéral avait remporté les premières élections directes à Hongkong en septembre dernier.

Tokyo entend apporter un «appui effectif» à la solution du problème cambodgien

Le Quai d'Orsay s'est « réjoui », vendredi 10 janvier, de la nomination, la veille, par le secrétaire général des Nations unies, de son représentant spécial au Cambodge, le Japonais Yashushi Akashi, a car nous étions préoccupés du retard que commençait à prendre l'opération » de l'ONU, a indiqué son porte-parole. « Nous comptons sur M. Akashi, dont nous connaissons el apprécions la parfaite francophonie, pour donner une impulsion au processus de mise en place de l'APRONUC » (Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge).

La nomination de ce diplomate de soixante ans, sous-secrétaire général chargé du désarmement et premier Japonais à devenir fonctionnaire de l'ONU en 1957, est considéré à Tokyo comme « un honneur pour le Japon». Selon le ministère des affaires étrangères nippon, « le Cambodge et les réfugiés sont des problèmes très urgents et très importants, à la solution desquels le gouvernement japonais entend apporter son appui effectif».

D'autre part, le dirigeant khmer rouge Khieu Samphan a quitté samedi Bangkok pour Phnom-Penh afin d'assister à la seconde réunion du Conseil national suprême. -(AFP, UPI.)

140 Tel 120

集 河流流

ingladesh

La situation politique reste extrêmement confuse

Alors que beaucoup d'habitants de Tbilissi semblent soulagés de la fuite du président Gamsakhourdia et que des tentatives de retour à une vie « démocratique » sont manées sous la houlette des milices gagnantes, l'avenir en Géorgia reste plein de menaces. En cas d'élections législatives, si les combats ne reprennent pas auparavant dans les provinces, la confusion et l'extrême division des vainqueurs risquent de redonner une majorité aux partisans de l'ancien pouvoir, nombreux hors de la capitale.

TBILISSI

de notre envoyé spécial

Moins d'une semaine après la fuite du président Gamsakhourdia, Thilissi commence à se donner l'apparence d'une ville normale. Certes, la nuit, des rafales de mitraillette troublent épisodiquement le silence du couvreencore, mais de moins en moins, dans les rues: l'approvisionnement reste toujours aussi aléatoire; l'aéroport a rouvert, mais peu d'avions décollent faute de kérosène.

En dépit de toutes ces pénuries, un

Moscou accentue

Au-delà de l'Ukraine, l'avertisse-

ment s'adresse de toute évidence à l'ensemble des membres de la com-

munauté qui seraient tentés de sui-

vre peu ou prou l'exemple de Kiev. Même dans une République répu-

tée sage comme la Biélorussie, le

désir de s'approprier une part subs-

tantielle du gâteau militaire a en

effet été exprimé ces derniers jours,

en particulier parmi les députés du

Ce projet de décret a d'ailleurs

été porté à la connaissance de la

presse alors que se réunissaient à Moscou les ministres des affaires

étrangères des membres de la CEI.

Leurs discussions, que le ministre russe des affaires étrangères.

Andreï Kozyrev avait présentées comme difficiles, se sont poursui-

vies tard dans la soirée de ven-

Aucune décision n'a, apparem-

ment, été prise sur l'un des princi-

paux sujets à l'ordre du jour, la

répartition des propriétés de l'ex-URSS à l'étranger. En fait, la Rus-

sie en a déjà pris possession, pre-

nant en particulier toutes les

ambassades sous sa juridiction, en

attendant un éventuel arrangement

Répit

pour le serment

En principe, la mesure d'ordre militaire qui « attend la signature »

de Boris Eltsine, se présente elle

aussi comme provisoire: « Jusqu'à la formation [conformement à l'ac-

cord de Minsk] d'un commande-ment unifié des forces stratégiques, jusqu'à la création de forces armées unifiées et jusqu'à la solution des questions liées à la réalisation par

les anciennes Républiques de

l'Union de leur droit à créer leurs propres forces armées, la fédération de Russle prend les droits et les devoirs de l'ancienne URSS à

l'égard de ses forces armées y com-

pris de celles qui sont situées à l'ex-térieur du territoire de la fédéra-

prix, l'Ukraine a commencé, ven-

dredi 10 janvier, à mettre en circu-

lation les coupons, imprimés en

France à Périgueux, qui, contraire-

ment aux anciens coupons complé-mentaires du rouble, se aubstituent

sa pression

Suite de la première page

la ville. C'est Lia, professeur, qui dit: «Hier, à la radio, j'ai enfin pu écouter du Bach et du Mozar. Nous en avions été privés sous Gamsa-khourdia car il ne tolérait que des chants folkloriques » C'est le premier ministre du gouvernement previsoire Tenguiz Sigoua qui quitte son bunker de la télévision pour travailler au siège de l'ancien KGB. C'est le Parlesiege de l'ancien KGB. C'est le Parie-ment qui, même réduit à sa plus simple expression (une soixantaine de députés sur plus de deux cents) a tenu, vendredi 10 janvier, une ses-sion extraordinaire dans un cinéma la ville. Ce sont enfin ces débuts de réflexion sur la reconstruction d'une ville au centre dévasté par les combats des dernières semaines. Der-nière preuve de ce retour à une esquisse de vie «civilisée» : les discussions politiques, dont les tenants et les aboutissants restent mystérieux pour les aoa-initiés, out repris.

Si l'on fait abstraction des nuances byzantines et des liens occultes entre personnalités apparemment ennemies, trois grandes forces sont actuellement en présence.

□ Les autorités provisoires : Si les milices de Tenguiz Kitovani et de Jaba Iosseliani, qui ont obtenu la fuite de Gamsskhourdia, sont moins visibles à Tbilissi, les deux «chefs de yesties à romsai, les deux «coess de guerre » coprésident toujours le Conseil militaire, qui reste la seule autorité armée du gouvernement pro-visoire. Ils devraient remettre tous leurs pouvoirs aux civils, à condition sans doute – et cela est particulière-

tion ». Mais l'obscurité du style ne

dissimule pas la réalité : au cas où

cette menace serait mise à exécu-

tion, les partenaires de la Russie

seraient mis en demenre de choisir.

Solt céder au diktat de Moscou et

accepter la suprématie sans partage de la Russie su sein de la Commu-

nauté, soit quitter cette Commu-

nauté en formant, avec les moyens

du bord, des armées nationales

C'est apparemment dans cette voie

que s'est auparavant engagée

l'Ukraine, comme si elle avait cru

deviner les intentions de Moscon.

Selon le quotidien The Indepen-

dant, le décret pourrait être signé

aussitôt après le grand congrès des officiers qui doit se tenir vendredi 17 janvier à Moscou et auquel la hiérarchie militaire ukrainienne n'a

d'ailleurs pas l'intention de partici-

per. En attendant, les responsables

militaires de l'ex-armée soviétique,

et tout particulièrement les com-

mandants de la flotte, continuent à

donner de la voix et à dénoncer

l'attitude de l'Ukraine, tandis que

la télévision moscovite, y compris

la chaîne théoriquement «commu-nautaire», se met à l'unisson, sus-

citant à son tour la protestation

En revanche, le maréchal Chapo-

chnikov, l'actuel commandant en chef des forces communautaires,

qui s'était un peu imprudemment

avancé en envoyant à toutes les

unités le texte d'un serment de fidélité à la Russie, a fait machine

arrière . Selon un nouveau message

adressé aux forces armées, le texte

du serment en question n'avait été

envoyé qu'à titre d'« information préalable » et « pour examen »...

donné de ne pas organiser de céré-monie de prestation de serment,

dans l'attente du congrès des offi-ciers et d'a une décision définitive ».

Les soldats, mis dans une situation

impossible et soumis aux pressions

de leurs commandants, out donc

Mais il a justifié à nouveau la mise

en circulation de coupons-monnaie

contredisant les accords de Minsk.

par le refus de la Russie de donner à

l'Ukraine une quantité de roubles

JAN KRAUZE

un répit d'une semaine.

UKRAINE

Mise en circulation des coupons-monnaie

Huit jours après la libération des Kravtchouk, jeudi, aux journalistes

Dans l'immédiat, ordre est donc

des médias ukrainiens.

ment vrai pour Kitovani - qu'ils gardeut un pouvoir dans les futurs organes étatiques. Reste à discipliner un millier de miliciens qui ont joué mois et n'accepteront pas de gaieté de cœur de rentrer dans les rangs. Le gouvernement provisoire de Tenguiz Sigoua se veut avant tout «respectable», en quête d'un début de recon-naissance internationale. Les contacts noués avec Moscou - où le Géorgien Edouard Chevardnadze n'est pas inactif - permettraient aussi de régler des problèmes économiques urgents, l'approvisionnement en pétrole notamment, et de donner une inune de gestionnaire compétent au premier ministre. Ce dernier fait aussi le forcing pour se voir conférer par le nt une once de légitin

□ Les monvements politimes : car peur de se voir «doublés» par le gouvernement provisoire, les partis redoublent d'activité. N'étant pas, pour la plupart, représentés au Parlement, ayant peu de moyens maté-riels, ce sont plutôt des groupes de personnes que des partis au sens occidental du terme. On peut les classer en trois courants principaux : les monarchistes et traditionalistes, qui verraient volontiers le prince Georges quitter l'Espagne pour venir à Tbilissi; les libéraux, soutenus par la majorité des intellectuels ; les démocrates-chrétiens enfin, souvent des positions dures à l'égard des minorités, notamment ossète.

GRANDE-BRETAGNE:

L'IRA a commis un attentat au cœur de Londres

pour la deuxième fois en un an

LONDRES

de notre correspondant

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a frappé, vendredi 10 janvier, au cœur du quartier gouverne-mental de Whitehall, dans le centre eu moins d'un an : elle prouve ainsi que les mesures de sécurité contre le terrorisme irlandais sont peu efficaces.

Une bombe de quelque 2,7 kilos de plastic a explose à 9 h 10, envi-ron une demi-heure après un appel téléphonique d'avertissement de l'IRA (nos dernières éditions du 11 janvier). Tout le quartier avait été évacué et l'attentat, qui n'a fait aucune victime, a provoqué des dégâts matériels peu importants. L'explosion a eu lieu sur Whitehall. la grande avenue bordée de bâtiments officiels qui mène du Pariement à Trafalgar Square, à environ 270 mètres du 10 Downing Street, où sont installés à la fois les bureaux du premier ministre et ses appartements privés. tre et ses appartements privés.

L'IRA a indiqué que l'heure de l'explosion avait été choisie pour coïncider avec la réunion du gouvernement qui devait avoir lieu à Downing Street. Mais cette réunion, consacrée à la stratégie électorale, avait été déplacée : le pre-mier ministre, M. John Major, a quitté son bureau quelques minutes avant l'attentat, pour se rendre au siège du Parti conservateur.

Il y a onze mois, le 7 février 1991, un commando de l'IRA avait tiré trois obus de mortier contre toris obus de mortier contre Downing Street. L'un d'eux avait atterri dans le jardin de la rési-dence du premier ministre. La tactique de l'IRA est de changer de sible pour empêcher les forces de sécurité de s'organiser efficace-ment : avant Noël, une campagne de bombes incendiaires avait eu lieu à l'ondere et des avait eu lieu à Londres et dans plusier autres villes, désorganisant les transports et l'activité économique, mais sans faire de victimes. Elle faisait suite à des attentats plus importants visant des cibles «militaires» sur le mainland (en Angleterre), et elle avait été suivie par l'explosion de hombes de forte transports et l'activité économi l'explosion de bombes de forte puissance à Belfast

Le gouvernement britannique, pour sa part, tente de mener conjointement une politique de négociation et de répression. Il envoie régulièrement des renforts, notamment à Belfast, puis, au bout d'un certain temps, les rappelle. C'est ce qui s'est passé, à quatre reprises, en 1991. Les négociations politiques, elles, sont en panne depuis l'échec des pourparlers intercommunautaires de juillet der-nier. M. Peter Brooke, le ministre charge de l'Irlande du Nord, doit cependant ouvrir une nouvelle phase de discussions la semaine prochaine à Londres.

inexistante. Les sociaux-démocrates ne comptent pas ou peu et les ex-communistes (le parti a été interdit après le putsch d'août) se retrouvent dans toutes les formations. Le Parti démocratique, dont Edouard Cheest dirigé par un journaliste très connu de la télévision, arrêté par Gamsakhourdia dont il fut jadis un compagnon de dissidence. Ce parti semble être là pour sonder les Géorgiens sur un éventuel retour de l'exministre soviétique des affaires étrangères. Ces partis - il y en a cent vingt - n'ont recueilli que 15 % des voix aux élections du 28 octobre 1990. Le Parlement actuel, composé officiellement d'environ 55 % de dia et de 30 % de communistes, a donc une légitimité fortement contes-

Quant à la « gauche », elle est

o Les partisans de Gamsakhourdia: ils sont encore très nombreux, notamment dans les campagnes. Témoia, une paysanne rencontrée dans le métro et disant : «Il faut nuer tous les habitants de Tbilissi car ils ont trahi leur président.» Certains habitants de la région natale du pré-sident en fuite disent qu'ils veulent crèer «la République libre de Megre-tie». Le président peut aussi compter sur l'appui du dirigeant de la Répu-blique voisine de Tchétchénie et cer-tains affirment à Tbilissi que cinq mille hommes armés sont prêts à débarquer pour rameser au pouvoir le président en fuite. Ce dernier, perclé dans une résidence du nord de l'Arménie voisine par des policiers arméniens, jouera-t-il la carte de la reconquête militaire ou tablera-t-il sur les élections annoncées en Géorgie, dont il pourrait sortir vainqueur tant sont éparpillées les autres forces politiques? Ce serait un retour à la case départ, omettant cependant l'incertitude d'une histoire en train de se

JOSÉ ALAIN FRALON

BULGARIE: l'élection présidentielle

Bataille pour la dernière place...

M. Jeliou Jelev, candidat de l'Union des forces démocratiques (UFD, au pouvoir), semblait assuré de remporter la première élection présidentielle su suffrage universal qui se déroule, dimanche 12 janvier, en Bulgarie. Mais si trop de suffrages devalent se disperser sur la vingtaine d'autres candidats en lice, il pourzait devoir affronter, lors d'un second tour, un candidat aux accents nationalistes soutenu par l'ex-Parti communiste.

de notre envoyé spécial

Fauta de véritable enjeu, les Bulgares, sourris à la grisaille des difficultés économiques, ont profité de la campegne électorale pour se divertir un pau. Le président sortant, le philosophe at ancien dissident Jeliou Jelev, pourrait certes l'emporter dès le premier tour, mais une drôle de puerre fait rage : « Pour être le dernier, c'est la concurrence dans la débilité», s'indigne un

L'un des vingt et un candidats «indépendents» profite de son temps de parole pour vanter ses exploits sexuels et promettre la bonheur à tous dans ca domaine. Un autre appelle à l'abstention. Un écrivain représente le classique « Parti des sens pertie». Un duo d'humoristes, candidats à la présidence et à le vice-présidence, se cha-maillent à la télévision. Une candidate proposa de diviser la Buigarie en douze zones, confiées chacune à un pays étranger chargé de la revitaliser. La France héritareit par exemple de

la région de Blagoevgrad. Pour beaucoup, le candidat «le plus nul» est celui du nouveau et microscopique Parti communiste, qui lance des « Cemarades ! » à ses hypothétiques électeurs. Et les querelles de famille étant les pires, les plus féroces adversaires du président Jelev sont souvent d'exdissidents écartés du pouvoir. comme M. Peter Baron.

Cinq mille signatures

La loi électorale, votée par une Assemblée alors dominée par les ex-communistes, rebep-tisés socialistes, bermat de ce présenter en ne recueillent que cinq mille signatures, et certains accusent le Parti socieliste d'avoir encouragé beaucoup de candidatures « indépendantes » pour dévaloriser l'élection de M. Jelev... Les monarchistes, nombreux au sein d'une faction de l'UFD, ont peut-âtre agi de même en sous-main. L'un d'entre eux, le redouté leader du syndicat anticommuniste Podkrepa, M. Konstantin Trenchev,

Le plus sérieux concurrent de M. Jelev, le professeur de droit constitutionel Velko Valkanov, un «indépendant» soutanu de longue date par les ex-communistas, ne feit pes rire. Il a réuni, vendredi à Sofia, des milliers de personnes, ágées pour la plu-part. M. Valkanov a accusé le président Jelev (candidat de la «peix civile», notamment entre les Bulgares et l'importante minorité turque) de « vendre le pays à la Turquie » devant une fouie qui crisit « Bulgaria I Bulgarie i ». Le gouvernement a annoncé le soir même une aide de 300 leva pour les retraités...

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ARGENTINE

M. Menem insiste pour que son pays récupère les îles Malouines

Le président Carlos Menem a que les médias avaient interprété Legrand. M. Menem n'a en effet nul-téclaré vendredi 10 janvier que l'Ar- «un peu rapidement» sa récente alludéclaré vendredi 10 janvier que l'Ar-gentine n'allait pus «baisser les bras» jusqu'à ce que les îles Malouines esassent à nouveau partie du territoire» argentin. «Si nous y parvenons par des moyens diplomatiques, comme nous nous efforçons de le faire, nous atteindrons cet objectif sans avoir recours à des affrontements armés, dans lesquels personne ne

gagne », a affirmé M. Menem. Le président argentin, qui a fait ces déclarations dans la province de la Terre de Feu (2 400 kilomètres au à Londres en 1992, écrit notre corsud-ouest de Buenos-Aires), a estimé

sion au recours à un tribunal international sur la souveraineté des îles Malouines. «J'ai seulement fait référence à la nécessité d'une solution diplomatique», a-t-il expliqué, ajoutant que l'idée d'un arbitrage international avait été émise e seulement comme une possibilité ». Le président Menem avait provoqué la surprise, le 4 janvier, avec cette proposition, de même que par l'expression, un peu auperavant, de son désir de se rendre

respondante à Bucuos-Aires Christine

ques. Il serait le premier chef d'état argentin à être reçu officiellement par le gouvernement britannique depuis la guerre des Malouines en 1982.

A Buenos-Aires, le chargé d'affaires britannique, M. Gregori Faulk-ner, a rappelé que son pays ne sou-baitait aucunement aborder la question de la souveraineté. D'ailleurs, ni ce problème ni l'éventualité d'une invitation officielle au prési-dent argentin ne figurent à l'ordre du jour des discussions qu'aura, avec le président argentin, M. Tristan Gard-Jones, un des adjoints du secrétaire au Foreign Office, qui est attendu à Bucnos-Aires le 22 janvier prochain. Les objectifs de cette visite sont essentiellement commerciaux. Ils por-tent sur la possibilité d'effectuer des travaux conjoints d'exploration pétrolière dans les Malouines et la participation d'entreprises britanniques dans la seconde étape des privatisations argentines.

Le journal conservateur La Nacion évoque d'autre part l'idée d'un plan qui serait destiné à minimiser l'impact des célébrations prévues pour le dixième anniversaire de la victoire britannique dans l'Atlantique sud. Parmi les festivités prévies, figure la visite dans l'archipel de M. Margaret Thatcher, premier ministre lots du conflit de 1982. Celle-ci a confirmé vendredi qu'elle se rendrait en juin aux Malouines.

- COLOMBIE : assessinat du chef d'une milice privée. - Le chef d'une puissante milice privée colom-bienne a été retrouvé mon vendredi 10 janvier, tué de deux balles dans la tête. Il avait été récemment accusé par le cartel de Medellin de préparer des attentats contre ses membres. Le corps de Luis Meneses, plus comu sous le pseu-donyme d'Ariel Otero, a été trouvé an bord d'une route dans la région de Puerto Boyaca, dans le centre du pays, rapporte la police. Otero ne faisait pas mystère de la haine qu'il vouait au chef du cartel de Medellin, Pablo Escobar, emprisonné

depuis jain dernier. - (Reuter.)

CURA

Peine de mort requise contre trois exilés de Miami infiltrés dans l'île

Le procureur du tribunal de La Havane a requis vendredi 10 janvier la peine de mort contre trois Cubains résidant à Miami (Floride) qui avaient débarqué à Cuba avec des armes et des explosifs le 29 décembre 1991. Les trois bommes, accusés de «ternorisme», sont Eduardo Diaz Bettancourt, trente-huit ans, Daniel Candelario Santovenia, trente-six ans, et Pedro de la Carridad Alvarez. Pedroso, vinat-six ans, la ont été. Le procureur du tribunal de La enterrait trois policiers cubains tués Pedroso, vingt-eix ans. Ils ont été capturés peu après avoir débarqué près de Cardenas, à une centaine de kilomètres à l'est de La Havane, en possession d'armes automatiques et de quarante engins explosifs.

Selon l'agence cubaine Prensa latina, ils ont reconnu que leur objec-tif était de procéder au sabotage d'installations économiques et de lieux publics afin de créer « une situation de panique et de déstabiliser la société cubaine». Seton le ministère cultain de l'intérieur, les projets des trois hommes avaient été conçus par des organisations anticastristes de Mismi. Un porte-parole du département d'Etnt a démenti vendredi à Woshington les insulitations. Washington toute implication du gouvernement américain dans cette

jeudi matin par un groupe cherchant à fuir vers les Etats-Unis. A cette occasion, Raul Castro, le numéro deux du régime castriste, a déclart que «si nécessaire, les tribunaux révo-tutionnaires seraient rétablis» à Cuba en avertissant les « contre-révolutionnaires » que «cetui qui tue par le glaive périra par le glaive». La fusil-lade de jeudi est l'incident le plus grave de ce genre qui ait eu lieu depuis plusieurs années. Treize personnalités internationales

ont signé une lettre ouverte à

M. Fidel Castro, enjoignant au chef de l'Etat cubain d'adopter de toute urgence des mesures démocratiques. «Le pays, soumis à une idéologie caduque et incapable d'affronter ses problèmes essentiels; plonge dans un chaos social auquei seul un changement démocratique pourrait mettre fin», dit la lettre rendue publique vendredi 10 janvier à Paris. Parmi les signataires figurent deux Prix Nobel français (MM. Claude Simon et Pietre-Gilles de Gennes) et plu-sieurs personnalités du monde hitéouvrir une nouvelle discussions la semaine discussione discussions la semaine discussione di

suffisante pour suivre les doublecette fois-ci à la «monnaie unique» ments de salaires accompagnant la de l'ex-URSS. Ces coupons, libellés en montants de 1 à 50 roubles, doi-vent être distribués à hauteur de libération des prix. L'Ukraine a besoin de 40 milliards de roubles pour payer les salaires, mais n'a que 20 milliards en réserve, a-t-il dit. Les 25 % des salaires du budget ukrainien, le reste étant payé en roubles.
«Nous avions accepté à Minsk que la Russie, en tant que pays qui bat la monnaie, détermine la masse montcoupons pourront être déposés en banque et être échangés contre leur équivalent en grivno, la vraie montaire en roubles pour tous les gouvernaie ukrainienne dont les autorités nements de la CEI», a rappelé le président ukrainien, M. Laonid promettent toujours l'émission pour

Un débat houleux entre islamistes et libéraux

du fivre du Caire vient d'être le théâtre d'un débat houleux sur le thème «L'Egypte entre l'Etat religieux et l'État civil». Devent un auditoire de plusieurs milliers de personnes et durant deux heures, mercredi 8 janvier, isla-mistes et libéraux se sont livrés à une joute cratoire, le première du genre en public. Par ailleurs, cinq ouvrages religieux jugés peu orthodoxes d'un écrivain égyptien islamiste modéré, le magistrat Said El Achmawi, ont été retirés de la Foire sur ordre d'El Azhar, la plus haute autorité religieuse, dont l'intervention grandissante dans la vie littéraire du pays inquiète de plus en plus les intellectuels égyp-

La XXIV. Foire internationale

LE CAIRE

de notre correspondant

La victoire du FIS an premier tour des élections législatives algériennes a redonné de la vigneur aux islamistes égyptiens. Lors du débat à la Foire du livre, ils se sont en effet livrés à une vraie démonstration de force. Barbes fournies et tchadors blancs dominaient dans un auditoire jeune, composé en

L'Organisation égyptisnes des

dénoncé, marcredi 8 janvier, le

recours au viol parmi les

moyens de torture utilisés dans

les commissariets de police et

les locaux de la Sécurité d'Etat.

Dans un communiqué remis à la

presse, l'organisation, tolérés

mais non reconnue officielle-

ment, affirme s'être résolue à

porter pour la première fols

cette question sur la place publique devant l'absence de-

réaction des différents corps de

demandes d'enquêtes remis par -

sur l'attentat de Lockerbie &

condition que la question resta

dans le cadre de la légalité »,

sinon le monde araba prociamera

le djihad (guerre sainte), a

affirmé, vendredi 10 janvier à

Rome, le commandant Jailoud,

numéro deux du régime libyen.

La veille, Tripoli avait émis des

critiques inhabituelles contre la

commandant Jalloud, qui avait

brandi la même menace à Alger.

Le ministère des affaires étran-

gères avait souligné que le

recours au djihad était inadmissi-

bie, que la Libye était contre

« l'extrémisme » et préconisait

« le dialogue et la compréhension (...) au lieu de recourir à la vio-

NEW-YORK

de notre corrrespondant

Les délégués américains, britanni-ques et français ont présenté le

ques et français ont presente de la constitución de discussions bilatérales avec les autres membres du Conseil de sécurité, le projet de résolution qu'ils entendent faire adopter afin de contraindre la Libye à coopérar à l'enquête internationale de course les courselles des

visant à désigner les coupables des deux attentats commis en décembre

1988 puis en septembre 1989 contre des avions de la PanAm et d'UTA.

Déciorant «vivement» le fait que

Tripoli n'ait pas répondu à la demande des États-Unis, de la

France et de la Grande-Bretagne de coopérer pour l'établissement des responsabilités dans ces actes terroristes, en dépit d'enquêtes « impliquant des officiers libyens», le texte « demande

instamment aux autorités libyennes

de donner immédiatement à ces

demandes une réponse complète et effective». Il invite tous les États à

encourager la Libye, cindividuelle

ment et collectivement », dans ce sens,

L'adoption de cette résolution | au Liban - (Corresp.)

ses soins aux autorités.

porte-parole de la confrérie des Frères musulmans, et le cheikh Mohamad El Ghazali, qui a eu une influence certaine sur le FIS en Algérie, sont venus se confronter aux penseurs libéraux MM. Moha-mad Khalafaila et Farag Foda,

Les tenants de la charia (législa-tion islamique) ont commencé par réclamer une guerre sainte contre « l'invasion culturelle et juridique de l'Egypte par le colonialisme occi-dental ». Le cheikh Ghazzli s'est centais. Le chesta Chestai sest ensuite déclaré en favour « d'une démocratie islamique » où la choura (consultation) s'arrêterait « là où il y a un texte divin». Il a donné pour exemples les châtiments devant être infligés aux assassins ou adultères (la mont) et les buveurs d'alcool (la flagellation). Le cheikh Hodeibi a, quant à lui, réclamé « de waier élections » et laissé entendre que les résultats seraient semblables à ceux obtenus en Algérie. Le cheikh Ghazali a ensuite attaqué l'attitude occidentale à l'égard de la victoire islamiste en Algérie et a notamment oritiqué « la couverture tendancleuse du journal le Monde». cieuse du journal le Monde...

M. Foda a répondu que c'était justement grâce au droit et à la culture qu'ils décriaient que les islamistes pouvaient « aujourd'hui s'exprimer librement tout en étant

de diverses e agressions

saxuelles » dans des commissa-

rists de police et les locaux de

la Sécurité d'état, au Caire et à

Zagazig (delta du Nil). Ces cas,

qui concernent quatre hommes

et une femme, ont fait l'objet de

rapports de médecins légistes.

Dans quatre des cinq cas, les

faits incriminés avaiant appa-

remment-pour objet d'extorquer des informations ou de

témoigner dans des affaires de

Maroc, pays modéré, représente

désormais le monde arabe, du fait

que certains pays, comme la Hongrie, composient des ressortissants parmi

les victimes de ces attentats, et enfin

d'ume cuipabilité de la Libye admise par tous», rapporte un diplomate occidental. D'ores et déjà, les pays à

l'origine du texte ont prévu une

seconde étape au cas où Tripoli ne se

conformerait aux injonctions du

Conseil. Celui-ci pourrait alors

demander le vote de mesures plus

contraignantes, telles que des sanc-

tions économiques avec, notamment, un embargo pétrolier, voire l'interdic

liser l'espace aérien international.

LIBAN

Un raid israélien

au sud de Beyrouth

a fait douze morts civils

A la veille de la reprise, lundi

13 janvier, des négociations de

paix israélo-arabes à Washington,

l'aviation isradienne a lancé ven-

dredi après-midi un raid contre

une base de l'organisation palesti-

pienne FPLP-CG de M. Ahmed

Jibril à Neameh, à 15 kilomètres

au sud de Beyrouth. Le raid a fait

douze morts, dont cinq femmes et

quatre enfants, et onze blessés.

Mais au lieu des fedayins de

M. Jibril - hostile au chef de

l'OLP M. Yasser Arafat - ce sont

des Bédonins qui ont été atteints.

Ils avaient en le tort d'installer leur

campement trop près des Palesti-

niens. On note à Beyrouth que cha-

que phase de pourparlers arabo-is-

iracliens a été ponctuée

d'opérations militaires israéliennes

SERGE MARTI

droit commun. - (AFP.)

Viol et torture

droits de l'homme (OEDH) a de viol par sodomie ainsi que

l'Etat aux mémorandums et-. contraindre les-victimes à

Les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA

Le Conseil de sécurité examine une résolution

demandant «instamment» à la Libye

de coopérer à l'enquête internationale

La Libye est disposée à colla-borer à la recherche de la vérité sur l'attentat de l'ockerble d'à composition du Cooseil, où seul le

grande partie de militants. Le certains de garder leur tête sur les cheikh Maamoun El Hodeibi, porte-parole de la confrérie des mique idéal réclamé par les intéresses de garder leur tête sur les cheikh Maamoun El Hodeibi, porte-parole de la confrérie des gristes musulmans n'avait pratiquement jamais existé. « Quels exemples vous proposez-vous de sui-ve? L'Iran? L'Arable saoudite qu le Soudan, qui sont autant

> Reprenant un argument commu-niste, les islamistes ont répondu que l'échec des expériences citées n'était pas dù à un défaut dans l'idéologie islamique, mais à une mauvaise application. Et, quand M. Foda lui a demandé si les Frères musulmans avaient renoncé à la violence, le cheikh Hodeibi s'est emporté et a accusé le gouvers'est emporte et a accese le godver-nement d'être « responsable d'actes de violence en plein jour». Il a notamment cité « le massacre du Fayoum», allusion à la bataille rangée qui avait opposé en mai 1990 maximalistes musulmans et forces de l'ordre dans le village de Kahk (dans la province du Fayoum), et au cours de laquelle seize militants islamistes avaient été tués par les policiers.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Selon les experts de l'organisation Greenpeace

90 000 civils irakiens sont morts des suites de la guerre du Golfe

réfrigération et les services sani-

l'organisation écologique Greenpeace a présenté, vendredi 10 janvier, un combre bilan de l'après guerre, tant sombre main de l'apres-guerre, tant sur le plan humain, avec un taux de mortalité infantile en forte hausse en lrak, que sur celui de l'environne-ment, où elle parle de « désastre sans précédent ».

M. William Arkin, un expert de l'organisation qui s'est rendu en Irak en août et septembre 1991, a estimé que jusqu'à 90 000 civits irakiens sont morts, après la guerre en raison notamment « des répercussions à long terme des catagues designes des long terme des attaques aériennes des

Le tanx de mortalité infantile en trak a augmenté de 380 %, d'août 1990 à 1991, résultat de la guerre elle-même, de la mainurrition et des perturbations des services médicaux qui ont auivi le conflit, a indiqué M. Arkin au cours d'une conférence de presse. Il a rappelé que la destruction de 90 % des capacités de production électrique de l'Irak avait entraîné d'importantes perturbations dans la distribution d'eau potable, la

AWRS,

JE VOTE POUR ...

taires. Les estimations des pertes militaires faites par Greenpeace sont de 75 000 à 120 000, le total des pertes en vies humaines irakiennes se situant entre 177 500 et 243 000. Ce dernier chiffre inclut notamment le nombre estimé des victimes de la le nombre estimé des victimes de la guerre civile iralicenne (30 000) qui a fait suite au conflit avec la coalition. «En évitant de donner des estimations sur le bilan des victimes, l'administration Bush laisse l'impression d'un conflit propre et sans éfuscion de sang », a commenté M. Arkin, responsable des recherches militaires pour l'organisation. M. Beth Osborne Daponte, du Centre de recherche international du Centre de recherche international du bureau de recensement, qui a fait une estimation analogue, a précisé qu'à la suite de la guerre du Golfe, l'espérance de vie était tombée de

D'autre part, l'équipe des Nations unies, qui vient d'achever une pre-mière mission destinée à vérifier les

... LA DERNIÈRE

Fois.

66 ans à 46 ans pour les hommes et de 68 ans à 57 ans pour les femmes

de l'homme en Irak, a affirmé qu'elle quittait Bagdad encore plus de la mission, M. Max Van der Stoel, a déclaré à des journalistes qu'il avait reçu de nombreuses infor-mations sur des disparitions après les troubles de mars et d'avril 1991 beaucoup de personnes ont été vues arrêtées, dont nul n'a entendu parler arrètees, dont nui n'a entendu parier depuis. « Mes préoccupations n'ont pas diminué, elles ont au contraire augmenté», a déclaré M. Van der Stoel, rapporteur spécial de la commission de l'ONU sur l'état des droits de l'homme en Irak, un poste créé après la guerre du Golfe.

sur les exécutions étaient apparem-ment dignes de foi et qu'elles éma-naient de personnes qui vivaient en Irak ces deux dernières années. Certaines d'entre elles avaient déjà été interrogées pour un rapport intéri-maire publié en novembre dernier,

AFRIQUE

ALGÉRIE: à quelques jours du second tour des législatives

Les manifestations d'une « société civile » unie contre le FIS ne sont guère populaires

C'est dans une atmosphère troublée par la perspective d'une victoire du Front islamique du salut (FIS) et d'insistantes rumeurs sur un éventuel coup d'Etat, que les Algériens se préparent à participer, jeudi 16 janvier, au second tour des élections législatives. Le Conseil constitutionnel s'apprêtait samedi à rendre sa décision sur les trois cent quarante et un recours en annulation déposés par des candidats malheureux.

ALGER

de notre correspondant

qui courent la capitale, les isla-mistes font la démonstration de leur sang-froid en gardant le silence. Hormis le chef du bureau exécutif provisoire du FIS, M. Abdelkader Hachani, qui, de toute manière, hausse rarement le ton, les responsables islamistes semblent avoir reçu pour consigne de rester discrets dans leurs commentaires. Au cours du prêche deliburant la grande prière du ven-dredi, M. Hachani a, pour sa part, dénoncé les tentatives de ceux qui voulaient remettre en cause « le choix du peuple », allusion aux déciarations demandant que le deuxième tour soit ajourné pour ne pas pousser l'Algérie « dans le

« Nous sommes prêts à tout, vient ainsi de déclarer M. Abdel-hak Benhamouda, chef de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), nous sommes légalistes,

chains jours. Rassemblées à la Mai-

mais si les institutions ne remplissent pas leur fonction (...) il est de notre devoir de réagir. » M. Benhamouda, contesté parmi les siens pour son rôle actif dans le Comité national de sauvegarde de l'Algérie (CNSA) (le Monde du 10 janvier). avait réuni ses instances à huis clos, jeudi 9 janvier, et a finalement enlevé la décision de sa centrale de participer à toute initiative susceptible de s'opposer à l'avancée

Plusieurs rassemblements, à Alger comme en province, ont été organisés contre le FIS. Des arrêts de travail sont prévus dans les proson du peuple, plusieurs centaines de femmes ont exigé l'annulation des élections et ont lancé un appel à une grève nationale. Les médecins de l'hôpital Mustapha, le plus grand établissement de la capitale, se sont réunis pour manifester leur volonté d'accomplir leur tâche wsans aucune discrimination d'ordre sexuel, racial ou religieux ». Des ingénieurs, des journalistes et un comité étudiant pour la sauvegarde de l'Algérie ont également

appelé à se rassembler. Toutes ces initiatives tendent à manifester l'existence d'une

« société civile » unie contre le FIS Si, dans tous ces milieux, l'inquiétude est grande, elle touche cependant une partie minoritaire de la population, aux moyens politiques limités, alors que le FIS, à cause de sa récente victoire, a accéléré autour de lui la mobilisation. Il est probable que si second tour il y a, les islamistes atteindront un score encore plus important qu'au premier, ce qui contribue à accroître la nervosité de leurs adversaires.

procédure

Le nouveau bulletin de vote vient d'être présenté au public par le ministère de l'intérieur. Alors qu'avec le bulletin précédent. l'électeur devait désigner le candidat de son choix en cochant une croix dans un carré face à son nom, c'est la solution inverse qui, cette fois, a été choisie. Tout signe porté en regard du nom ou de la photo d'un candidat, signific que ce dernier est éliminé.

Bétise bureaucratique ou choix délibéré, cette nouvelle manière de faire pe manquera pas d'introduire de nombreuses confusions dans l'électorat, dont une bonne partie est analphabète. Elle est surtout savorable au FIS, suffisamment bien organisé, contrairement à ses adversaires, pour «éduquer» ses partisans avant le deuxième tour. C'est d'ailleurs cette capacité de mobilisation qui lui avait déjà permis, au premier tour, de faire la

GEORGES MARION

Le «Bonheur» à l'abandon

Suite de la première page

Des immembles faits en belles pierres de couleur ocre, tout droit importées du midi de la France, et disposées à angle droit autour de places maintenant dépouillées de tout mobilier urbain; des bouti-ques qui n'ont rieu de très varié ni de très bon marché à offrir. Quelques rangées de cyprès, quelques touffes de palmiers et, sur plusieurs façades, des mosaïques aux motifs

> **Paradis** artificiels

Les travaux de transformation de l'église en mosquée sont en cours depuis près de trente ans – ele comité des sages qui a pour mission de collecter les fonds les a détournés à d'autres fins », croit savoir Abdelkader.

Le linge sèche aux balcons. Dans la poussière ou dans les détritus, cool, les laisse faire. Je ne con-les enfants jouent à la marelle, aux prends pas », s'étonne un habitant.

billes ou au balion avec des jeunes dont personne ne se préoccupe vraiment, pas même le FIS. Faute de mieux, nombre d'adolescents s'en vont baguenauder tout à côté, sur la vaste esplanade du mémorial des Martyrs ou dans les allées du centre commercial Riadh-el-Feth le jardin de la Victoire, - qui est un peu à Alger ce que le Forum des Halles est à Paris, et dont certaines vitrines un peu trop provocantes volèrent en éclats lors des émeutes de 1988.

La délinquance, l'insécurité ontelles ici droit de cité? «Il y a parfois des bagarres entre trabendistes [adeptes du marché noir] qui essaient de se roulers, raconte un habitant. Beaucoup plus inquiétante est la prolifération du haschisch, importé du Maroc. « Les jeunes fiament au vu de tous. Le FIS, pourtant très à cheval sur l'alcool, les laisse faire. Je ne com-

dans un deux-pièces où l'eau se fait souvent désirer aux robinets. La nuit, ses parents et ses cinq frères partagent avec lui la chambre et le salon-salle à manger, tandis que ses deux sœurs sont reléguées sur la loggia couverte. Pas question de pouvoir étudier à la maison. Il a donc pris ses habitudes à la mosquée voisine : « Je travaille accroupi dans la salle de prière»,

Dans la maison d'Allah, les bonnes ames intégristes rodent, et Abdelkader doit avoir plus d'une occasion de se laisser distraire de ses livres de cours. Dans la Cité du bonheur, nombre de ceux qui, le 26 décembre, n'ont pas voulu a voter pour Dieu » sc refusent maintenant à faire un procès d'intention aux « barbus ». «On ne peut rien leur reprocher, assure un habitant. C'est encore le FLN qui commande. On ne peut pas deviner comment le FIS va vraiment agir une fois au pouvoir.»

La famille d'Abdelkader vit à dix | | « La France porte une lourde responsabilité », affirme M. Léo-tard. - « La France porte une lourde responsabilité dans la situation en Algérie, estime M. François Léotard, dans un entretien publié par l'hebdomadaire le Point du 11 janvier, parce qu'elle v a laisse se développer, et a même favorisé. Pour le président d'honneur du Parti républicain, la France « premier créancier de l'Algérie depuis 1962», pouvait « parfaitement et légitimement exercer une pression sur les dirigeants algériens pour qu'ils évoluent progressivement vers l'économie de marché et le pluralisme ».

m MAROC : onze étudiants condamnés à vingt aus de prison ferme. - Impliqués dans des affrontements sanglants en octobre à l'université d'Oujda, onze étudiants ont été condamnés, vendredi 10 janvier, à vingt ans de prison ferme par la cour d'appel de cette ville a pour participation à homicide volontaire avec préméditation, JACQUES DE BARRIN | séquestration et violence ».' - (AFP.)

Miffent getigt.

the spinorement was

PROPERTY CA.

Wife Street

新 38的杂词 大,

F. Martin and Land

MARIE A POST FOR STORY

#TO BE COMPLETED AND A SECOND

1.00

CAN SAMPLE BY

pour que son pays

lles Maionines

A Section Section Completed the second भूबंद के के व

A Secretary of the second and the same of th Application of the second 東京。LECATOCOCO A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH Electric to a series 41 31 11 11 11 THE 14. 100

9 mm . 1428.44-7-1 ig**g**thydd An'i d March 19 1 1 12 To 18 Cont. 机铸铁铁铁矿 医二十二 · 通過 · 明年 年 11-THE RIT

The best own best out out · · · MINERAL CO. Addition to a indicate dire. Riches Janes Franker " ----State of the state of the state

and the second il from

fright Table 7 The same of the same State of the **美** 34. 56 The Street

M. Farran est soupçonné de détournements de fonds aux dépens de l'aéroport de Perpignan

Une commission ad hoc. composée de quinze députés désignés à la proportionnelle des groupes, sera formée, lundi 13 janvier, à l'Assemblée nationale, pour examiner la demande de levée d'immunité formulée par le garde des sceaux contre M. Jacques Farran, député (UDF-PR) et ancien président de la chambre de commerce et d'industrie des Pyrénées-Orien-tales, déjà inculpé, le 18 octobre, d'« ingérence et abus de confiance s dans le cadre d'enquêtes antérieures (le Monde du 10 janvier). La requête du procureur indique que le député est soupçonné de détoumement de fonds au détriment de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes.

L'Assemblée nationale devrait se prononcer en séance publique le 22 ou le 23 janvier, avant la fin de la présente session extraordinaire, sur la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Farran. Dans sa lettre au président de l'Assemblée, le garde des sceaux, M. Henri Nallet. indique que M. Farran sest susceptible d'être inculpé, dans le cadre d'une information suivie à Perpignan, des chefs d'abus de confiance, de complicité et de recel d'abus de confiance», déjà retenus contre son gendre, M. Jean-Edmond Mitjaville, directeur commercial de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes, écroué depuis le 13 décembre, et contre M. Jacques Salvat, ancien secrétaire général des services de la chambre de commerce et d'industrie, remis en liberté le 27 décembre.

Le ministre de la justice a joint à sa lettre le texte de la requête formulée, le 8 janvier, par le procureur général près la cour d'appel de Montpellier, dans isquelle sont pré-cisés, pour la première fois publi-quement, les faits qui sont reprochés propos des détournements de fonds constatés dans la gestion de l'aéroport. On lit notamment, dans ce document de huit pages: « Aussi bien en sa qualité de directeur adjoint de l'aéroport, fonction qu'il exerçait depuis février 1980, que lorsqu'il est devenu directeur à partir du mois de mars 1990, (...) M. Jean-Edmond Mitjaville effectualt par lui-même, ou en se faisant aider en période d'affluence, mais toujours sous son contrôle, le relevé des monnayeurs des barrières automatiques du parking. Les pièces étaient placées dans des sacs portés ensuite à la banque. Mais tandis qu'une partie du contenu de ces sacs faisait l'objet d'un dépôt régulier, avec remise d'un bordereau de versement, que M. Mit-javille rapportait au secrétariat de la chambre de commerce et d'industrie lière en comptabilité, une autre par-tie était réservée à un simple échange billets de banque par le caissier de la banque, sans aucune formalité, de la

« Ensuite, ajoute le procureur, M. Mitjaville plaçais ses billets de banque sous enveloppes fermées, les-quelles étalent remises par l'intermé-diaire de M. Carrasco d'abord, puis

lorsqu'il était absent - à M. Salvat, qui les faisait parvenir à M. Farran, C'est une somme de 2 000 F à 10 000 F - en fonction des recettes -que M. Mitjaville aurait soustraite chaque semaine pendant plusieurs années, selon certaines de ses décla-rations; selon une autre évaluation, il apprécierait à 10 % environ des recettes les prélèvements frauduleux. L'inspection générale des finances arrive, à partir d'une méthode statis-tique rigoureuse, à la conclusion d'une minoration annuelle de 110 000 F à 140 000 F, soit environ 12 % à 15 % de recettes pour la periode 1986-1990. Quant à l'enquête de police, qui s'est intéres-sée à la période non couverte par la prescription, elle évalue à un minimum de 540 000 F, d'octobre 1988 à décembre 1991, les prélèvements frauduleux effectués, »

> « Volonté de fausser le cours de la justice»

Le procureur soutigne également

dans cette lettre datée du 8 janvier, que MM. Selvat et Mit a janvier, que MM. Selvat et Mit avierille n'ont fait « aucune difficulté pour reconnaître les faits à eux reprochés» et ont « désigné précisément M. Farran comme instigateur et seul bénéficiaire » de ces opérations. Il affirme que le député a, en outre, « déjà manifesté sa volonté de fausser le cours de la justice» : « Après son éviction de la chambre de commerce par le verdict des urnes [le 18 novembra] M. B. 18 novembre), M. Farran a, grâce à la collaboration de son ancien trésorier. M. Guitard, réussi à donner une destination comptable à une somme de 93 800 F provenant des receits and déclarées des parties d'estes non déclarées des parkings d'exernon decurrees des parkings à exer-cices antérieurs, ce qui a entraîné d'ailleurs l'inculpation de ce dernier; alors que l'inspection générale des finances enquêtait sur le site, M. Far-ran a pris l'initiative d'entrer en rela-tion con l'antério discripte de l'alection avec l'ancien directeur de l'aéroen cas d'audition, que le montant des détournements étaient destiné à des chambre de commerce: l'inspection générale des finances, qui a conclu, entre autres, à l'absence de fidélité et de fiabilité de la comptabilité de la chambre de commerce, a mis en évi-dence un recours fréquent à des pratiques d'antidatage, permettant d'attri-buer artificiellement une antériorité à certaines opérations financières (...) et de répondre mensongèrement à des observations de la trésorerie générale des Pyrénées-Orientales; enfin, la direction de la chambre de commerce a sciemment produit aux fonc tionnaires de l'Inspection générale des finances, pendant plus d'une semaine, diverses fausses pièces justi-ficatives à l'appui d'une facture dont il était demandé justification.»

Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Charles Millon, a réagi à cette demande de levée d'immunité en disant que l'opposition ne manquerait pas de rap-peler le cas de M. Jean-Michel Boucheron, député de la Charente, ancien maire d'Angoulème, socialiste, qui siège au banc des non-ins-crits, pour lequel une demande de levée de l'immunité avait été formulée en novembre 1990, mais

ALAIN ROLLAT

L'administration territoriale

Le Sénat tente d'abroger la loi Falloux sur l'enseignement privé

dredi 10 janvier, l'examen en seconde lecture du projet de loi relatif à la réforme de l'administraprésenté par M. Jean-Pietre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités

Au cours de cette séance la majorité sénatoriale a confirmé, pour l'essentiel, les positions définies en première lecture et qui n'ont pas été retenues par les députés.

A propos de la nouvelle dotation de développement rural, introduite en seconde lecture à l'Assemblée regrettant qu'elle ne fasse pas l'objet d'un projet de loi spécifique et en dépit de certaines divergences entre la commission des affaires économiques et celle des finances, qui l'a finalement emporté – a décidé d'en adopter le principe, en modifiant

rité a décidé d'autoriser les collectimoyen de leur choix au finance des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat, du premier ou du second degré ». M. Sueur s'est vivement opposé à cette disposition abrogeant la loi Falloux, qui régit financement de l'enseignement

sont cristallisées, au Sénat comme à l'Assemblée, les positions de la droite et de la gauche pourrait empêcher la conclusion d'un accord entre les deux Assemblées un sein de la commission mixte paritaire réunie après la fin de l'examen du projet de loi par les sénateurs, le

Cette disposition sur laquelle se

L'opposition et l'idée d'un parti unique

M. Pasqua reçoit le soutien de M. Léotard

sar le parti unique de l'opposition, le 4 janvier, M. Charles Pasque, président du groupe RPR du Sénat, explique, dans l'hebdomadaire le Point (daté 11-17 janvier), qu'il y vant de l'account de l'acco Point (daté 11-17 janvier), qu'il y avait «urgence» à « provoquer un choc psychologique dans l'opinion». «L'électorat populaire en très décu par la gauche, a-t-il expliqué. Si nous ne lut proposons rien de nouveau qui puisse alimenter son espérance, il sera prêt pour une aventure.» Afin de rendre l'opposition « attractive », M. Pasqua propose, non pas une « fusion» entre l'UDF et le RPR, mais de « refonder un mouvement politique avec un projet et le KPR, mais de 4 rejohier un mouvement politique avec un projet sur l'Europe, sur l'indépendance de la France, sur une juste répartition du progrès social». Estimant qu'a il sera nécessaire de dépasser le cadre des partis existants», il appelle de ses vœux de nouvelles structures, permettant «à l'union de devenir

«refonder» l'opposition est partagé par M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, qui,

Satisfait d'avoir rouvert le débat vendredi 10 janvier, sur Radio-Communauté, a déclaré e urgent pour l'opposition de créer une formation commune, qui se nourrira de différents courants et les intégrera dans une démarche commune ». «L'essentiel est d'aller vite et de le faire bien», a-t-il précisé, ajoutant que si el'opposition ne le comprend pas, nous ne méritors pas la vic-toire». M. Pierre-André Wiltzer, délégué général des adhérents directs de l'UDF, a également appelé, le 9 janvier, à la « création d'une grande formation publique commune, réunissant toutes les forces de l'opposition».

En revanche, M. Beruard Stasi vice-président du CDS, a déclaré vendredi au cours de l'émission « Objections » sur France-Inter, qu'il n'est « par très fan» d'un parti qu'il n'est « pas tres pars à un part unique de l'opposition, ne voyant pas « très bien» ce qu'il « pourrait apporter de plus». M. Stasi a rap-pelé que le CDS n'accepterait pas « la moindre compromission» aur deux points, « le refus de toute alliance avec le Front national et la volonté de construire l'Europe».

De Maastricht au référendum

En précisant que, e de toute manière, le Parlement sera saisi», M. Mitterrand a révélé la procédure qu'il entend suivre. La Constitution prévoit en effet, en son article 11, que le chef de l'Etat peut soumettre à un référendum ndirect» (sans examen préalable par le Parlement) un projet de loi tendant à autoriser la ratification d'un traité, dès lors que celui-ci n'est pas « contraire » à la loi fondamentale. En revanche, si celle-ci doit être modifiée, la procédure prévue est celle de l'article 89, qui suppose l'approbation de l'Assemblée nationale et du Sénat.

M. Mitterrand avait déclaré, dans le passé, que, depuis le pré-cédent de 1962, de Gaulle ayant dors utilisé l'article 11 nour amen der la Constitution en instaurant l'élection du président de la Répu blique au suffrage universel, les deux voies de révision lui paraissaient également praticables. Les juristes consultés par l'Elysée esti-ment cependant que, l'article 11 exchant explicitement le cas d'un traité dont une ou plusieurs clauses seraient en contradiction avec la accords de Maastricht devra emprunter l'itinéraire décrit à l'arbilités, une fois acquis le vote de chaque Assemblée séparément : ou

LIVRES POLITIQUES

bien la réunion conjointe de l'Assemblée nationale et du Sénat, c'est-à-dire le Congrès, devant lequel le texte doit recueillir une majorité des trois cinquièmes pour être adopté; ou bien, si le prési-dent de la République en décide ainsi, le résérendum.

« Cela reste à voir », a dit M. Mitterrand à ce sujet. Certes, en expliquent que, «dans les mois qui sulvront» les élections régionales et cantonales de mars, «il conviendra de saisir le pays», le chef de l'Etat a usé d'une formule qui, du temps de de Gaulle, était annonciatrice d'un référendum. En revanche, parler d'une « délibéra-tion nationale », qu'il n'entend a mêler en rien avec queun des pro-blèmes qui occupent aujourd'hai oil que intérieure », peut être compris comme un pas de M. Mitterrand vers une solennelle mais formelle réunion du Congrès, plutôt que vers une campagne référendaire dont on ne voit pas comment elle pourrait échapper à la « politique intérieure ».

Mais il est vrai que se prévaloir de la pureté de ses intentions en cette matière est un moyen classique de laisser entendre que l'on s'apprête à en appeler directement

PATRICK JARREAU

Un colloque des écologistes à Bordeaux

Les Verts s'interrogent sur leur identité

A la veille d'une réunion de leur conseil national Interrégionai (CNIR), qui devait être essentiellement consacrée à compléter la composition du collège exécutif après l'exclusion de celui-ci, le 1- décembre dernier, des opposants à la tendance de M. Antoine Waschter, les Verts ont organisé à Bordeaux, les 9 et 10 janvier, un colloque destiné à vérifier la nécessité de l'écologie politique.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Le dossier incendiaire consacré, à l'automne dernier, par le mensuel Actuel aux « écolo-fachos » aura en au moins ce mérite. C'est par réaction, en effet, contre ce que les Verts considérèrent alors comme un brûlot diffirmatoire et, en tout cas, inacceptable que M. Michel Duchêne, ancien libraire «alternatif's et actuel adjoint au maire de Bordeaux, a pu organiser pendant deux jours, les 9 et 10 janvier, un colloque sur l'identité des Verts, avec le concours des quelques philosophes, sociologues et politolo-gues qui suivent le mouvement écologiste depuis ses origines.

Huit ans après l'assemblée géné-Huit ans après l'assemblée générale constitutive des Verts à Clichy, nombreux sont ceux, au seinnême de la «famille», qui ignorent encore presque tout de l'histoire récente ou qui, la connaissant trop bien, doutent toujours de l'utilité du passage de l'écologie scientifie du passage de l'écologie scientifiere. nte au passage de l'écologie scienti-fique à l'écologie politique. « En devenant l'affaire d'une association politique, l'écologie n'est-elle pas en train de changer de nature? », s'in-terroge toujours M. Bernsrd. Charl'homme n'est jamais qu'e un minable facteur perturbant, un « rajoutis » provisoire dans la nature terresire ». Dans un autre registre, tout aussi délibérément provocateur, un autre philosophe, M. Michel Onfray, a déciaré que l'écologisme ne doit sans doute avoir qu'« une fonction de pure

Alors que le mouvement de M. Waechter est tendu vers la préperation des élections régionales plusieurs militants ont exprime leurs doutes par rapport à l'engage-ment politique. « Ce qui m'inquiète, c'est la recherche de l'efficacité», a dit une dame de Bordeaux. «Le jour où nous ne serons plus flous, c'est que nous serons proches du pouvoir. Nous serons moris, comme le PS», a soutenu un responsable des Verts de la région Rhône-Alpes. Un ancien porte-parole national du mouvement.

M. François Berthout, s'est même félicité du divorce existant entre les Verts et les inteflectuels, puisque ceux-ci, dans le passé, out cisme et le stalinisme ».

les sapel

Sec. 21.2 , Sec.

23 11 25.3

An plus haut niveau de la hiérarchie du mouvement, certains s'interrogent encore sur ce qui demeure l'une des finalités d'un parti politique : la prise de pou-voir. M. Jean-Louis Vidal, conseiller de Paris et ancien directeur de campagne de M. Waechter, a recommandé ainsi à ses amis de e ne pas avoir trop soif de participer à un exécutif, si cela doit conduin à brouiller le message des écologistes ». A l'inverse, et pour mieux préparer une participation au pouvoir, l'un des principaux an teurs de la minorité, M. Yves Cochet, ancien député curopéen, a soutenu qu'il y a « urgence » à aller discuter avec le CNPF, l'état-ma-jor des armées ou les directions des grandes entreprises publiques » pour savoir ce que les uns et les autres feraient si les écologistes étaient un jour prochain, en situation d'ac ceder au pouvoir.

Pour M. Waechter, l'utilité politique du mouvement qu'il anime est d'autant moins contestable que les formations de gauche comme de droite sont de plus en plus enclines à « tenir un discours parallèle sur la protection de la nature et sur la nécessité de la croissance». L'écologisme, explique en substance le plus « environnementaliste » des dirigeants verts, ne consiste pas à ajouter une dose de souci de l'environnement dans la gestion du territoire. C'est. d'abord, la mise en cause des grands équilibres planétaires entre le Nord et le Sud et l'affirmation que les pays nantis doivent enfin commencer à restreindre leur consommation pour favoriser les besoins les plus immédiats des citoyens du tiers ou du quart-

TOTAL TOTAL TUEAN COUIS SAUX

M. Fahius. - Ancien membre du comité central du PCF, dont il avait été exclu en 1988, M. Claude Llabres, animateur du Forum progressiste, qui regroupe d'anciens communistes, a déclaré, jeudi 9 janvier: «Que la force domi-nante à gauche soit pilotée par un homme qui affiche sa volonté d'une double rénovation, celle du Parti socialiste et celle de la gauche, suscite l'intérêt des progressistes. Pour une gauche rénovée, refondée, rassemblée, nous sommes disponi-

ANDRÉ LAURENS

La modernité dans le rétroviseur qui ne va pes et en déceier les raisons, lesquelles, dans le mécanisme complexe et ancien d'une société, peuvent être multiet, plus fréquemment encore, leur ples. La méthode sera, en l'occurabsence d'idées. La plupart d'entre eux ne sont évoqués qu'à titre plutôt à la société française, qui, d'illustration, le seul à tirer son seion Leurent Joffrin, directeur de épingle du jeu étant Jacques la rédaction du Nouvel Observa-

Delors, parce qu'il incerne, selon teur, est en panne de modernité. l'auteur, « una république du Citoyens et qu'il est emodeme irrésistible retour à l'archatsme », quand les autres sont posten train, en dépit d'efforts mérimodemes ». Un traitement spécial est également réservé à l'archevêgue de Paris, Jean-Marie Son diagnostic, Laurent Joffrin Lustiger, mais c'est pour lui reprole fonde sur une série d'observacher un discours ambigu, umélange d'apparente modernité tions et de jugements qu'il livre

dans un essai propre à faire grinet de retour en arrière», dans la cer les dents, car il s'intitule la lignée de ceux du pape Jean-Paul Régression française. S'agissant Il et du cardinal Ratzinger. d'un travail délibérément critique, Si le France risque de rater son d'une tentative pour secouer la morosité quiète dont paraît s'acinstallation dans la modernité malgré de réalles tentatives de commoder la classe politique, l'auteur ne prétend pas trier scrucontinue de vivre sur le mode féopuleusement le bon grain de l'Ivraie : il focalise son attention dal. De ce point de vue, le bonapartisme moderne du gaullisme, le libéralisme bon teint du giscarsur calle-cì dans le mesure où elle prend, de son point de vue, le dessus sur celui-là. Au service de disme et le socialisme mitterrancette démarche polémique, il dien ont, explique Laurent Joffrin, aligne les faits et les éléments de suivi la même pente monarchique. La gauche, constate l'auteur, n'a réflexion susceptibles de la justifler (ils existent, et en grand nompas limité la monarchie dans ce régime de monarchie républicaine écriture vive où les formules font dont elle a endossé les atours, et c'est parce que ce système féodal

Ce ne sont pas les protagon'est plus respectée». nistes du jeu politique et social, bien qu'ils soient au premier chef Laurent Joffrin estime que la responsables, qui constituent sa société civile, dont on fait si grand i indéniable déclin, dont on aurait !

a été maintenu que « la politique

s'établissant sur trois nouveaux ordres, les nantis de la nouvelle noblesse, les exclus et, entre les deux, la galaxie des classes moyennes. « Contrairement à leur. légende, les années 80 n'ont mis en vedette que deux nouveaux acteurs sociaux : les nouveaux riches, les nouveaux pauvres », note-t-il. Le déclin des grands systèmes idéologiques a ouvert la voie, fauta de solution de remplacement, à la fascination du passé (on commémore à tour de bras), à un néo-conservatisme qu'expriment plus ou moins conscier ment les Verts, au rejet de la raison au profit de l'irrationnel et de

l'émotion - l'Eglise catholique

n'échappent pas à cette dérive - è

la montée du communautarisme

e qui falt passer le loi communeu-taire particulière avant la loi fran-Un laisser-aller comparable, souvent encouragé, a, sous l'apparence de modernisations parfois bienvenues, permis d'instaurer le règne du capitalisme financies a qui s'est traduit par une régression apactaculaire de la morale publique». Ce n'est pas tant énormité des affaires et autres scandales qui inquiète l'auteur que le climat de complicité indispensable à leur floraison. Le syndica-

tort de se réjouir car e le recul syndical a été celui de l'ensemble des salariés ». Laurent Joffrin ne se fait guère d'illusions sur la notion de culture d'entreprise, qui est surtout celle du patron, et sur le soildité des coordinations spontanées et éphémères de salariés en colère car. à ses vaux, elles sont au syndicat « ce que le Kleenex est au mouchoir». Et il conclut sur ca point : « Ce n'est pas l'individualisme des salariés qui triomphe. c'est le tribalisme professionnel. >

Le même genre d'errements a, selon l'auteur, conduit la France vers la société de l'individu au lieu de la mener vers la démocratie du citoyen, aux dépens, notamment, des grandes fonctions de l'Etat qu'il s'agireit plutôt de restaurer (ce qui n'exclurait pas leur modernisation) : la justice, la police, l'éducation, la protection sociale. C'est donc la démocratie allemême, parce qu'elle subit l'érosion des temps ordinaires, qu'il convient de régénérer. Laurent Joffrin a quelques suggestions à faire à ce sujet et, surtout, quelques valeurs de base à rappeler : la raison, le civisme, la morale, le rêve, l'audace d'enticiper l'Histoire, sur lesquelles se fonde la démocratie. Sans doute faut-il les remettre à l'ordre du jour s'il est vrai que la France est en penne de projet politique. ▶ La Régression française, par

Laurent Joffrin. Seuil, 295 p., lisme a payé ses erreurs d'un

Le projet de départementalisation enlèverait aux communes une partie de leur pouvoir et obligerait les conseils généraux à prendre en charge les services d'incendie et de secours

de notre envoyé spécial

N remettant, le 17 décembre dernier, ia médaille d'argent de première classe aux sapeurs-pompiers de Scine-et-Marne, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, récompensait d'abord le « comportement exemplaire » des soldats du feu de ce département. Le 17 octobre 1991, après la catastrophe ferroviaire de Melun, ils ont montré, encore une fois, « leur courage et leur dévouement » : des qualités dont ils avaient fair preuve dans la lutte contre les feux de forêt du Sud-Est ces dernières années, en Bretagne après le cyclone « Hugo » en 1989, comme en Arménie après « Hugo » en 1989, comme en Arménie après le tremblement de terre.

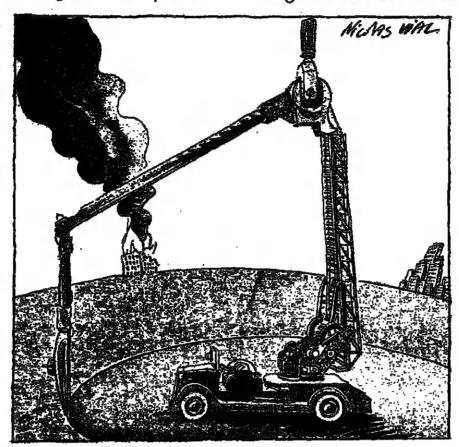
Mais le ministre de l'intérieur avait aussi à Mais le ministre de l'intérieur avait aussi à cœur de féliciter le corps de sapeurs-pompiers le plus départementalisé de France. Car au printemps, lors de l'examen par le Sénat des lois de décentralisation, le projet d'une départementalisation obligatoire des services d'incendie et de secours risque de provoquer la même hostilité des sénateurs qu'en première lecture. Proposé par M. Jean-Jacques Hyest, député UDF de Seine-et-Marne, cet amendement, que soutient le gouvernement, pur bouleverser l'organisation des comme de ment, que soutient le gonvernement peut bouleverser l'organisation des corps de sapeurs-pompiers dans plus de la moitié des départements français.

Un système plus efficace

En Seine-et-Marne, un corps unique existe En Scino-et-Marne, un corps unique existe depuis 1978; les corps communaux ont été dissous en 1982. L'ancien président du conseil général, M. Etienne Dailly, svait décidé en 1967 de réorganiser les services du département. Les difficultés à maîtriser d'importants incendies dans la forêt de Fontainebleau venaient de montrer les lacunes dans la forêt de l'ancie des seconts Appès avair lancé. l'organisation des secours. Après avoir lancé un plan d'équipement en matériel des corps de sapeurs-pompiers, le conseil général avait mis en place un encadrement de profession-

Aujouté mi, le service départemental d'in-cendie et de secours (SDIS) de Seine-et-Marne regroupe 9 compagnies, 52 centres d'intervention, soit 800 sapeurs-pompiers professionnels, 1 100 volontaires et 80 médecins, équipés de 600 véhicules. Une centaine d'agents techniques et administratifs participent à la maintenance du matériel et à la sestion de l'ensemble du personnel. Des chiffres à la mesure d'un département qui couvre in moitié de l'Île-de-France et où les établiste-ments à haut risque sont nombreux. Un département qui va bientôt connaître, avec l'ouverture du parc Euro Disney, la création de l'équivalent d'une ville de 200 000 habitants, qui va nécessiter la création d'un centre de secours de quatre-vingt-dix pompiers.

A Mehm, dans la salle de commandement équipée d'ordinateurs, le colonel Henri Plat, directeur du SDIS de Seine-et-Marne, vante avec conviction l'intérêt d'une telle organisa-tion : « Tout est fait ici pour gagner du temps et améliorer notre efficacité. » Les appels au 18 sont centralisés dans cette salle, où plu-sieurs opérateurs contrôlent en permanence les effectifs et le matériel disponibles. Selon le nature de l'intervention, les spécialistes les



des cartes détaillées, mises à jour par le ser-vice intégré du SDIS, ces équipes connaissent immédiatement le meilleur itinéraire et l'enrironnement exact du lieu du sinistre.

Des unités spécialisées (plongeurs, risques nucléaires...) ont été créées. Le SDIS participe également à la mise au point de maté-riels (barges, camions-grues) dont certains, comme un camion-porteur équipé de trois cellules différentes, ont permis de réaliser de substantielles économies d'investissement. Le budget du SDIS est de 360 millions de francs pour l'année 1992. La subvention du département correspond à 87 % de cette somi qui représente plus de 8 % du budget de tionnement du conseil général. Le reste des dépenses est couvert par une taxe annuelle de 28 francs par habitant. M. Hyest, vice-président du conseil général, souligne à ce propos que « la ville de Melun paierait 20 millions de francs au lieu de 1 million de francs actuellement si elle avait son propre service d'incendie et de secours v.

La départementalisation a permis de résoudre le problème que pose l'organisation actuelle des services de secours telle qu'elle est fixée par le code des communes. Celles-ci ne sont pas tenues, sauf si elles font partie d'un district, à financer les dépenses d'un centre créé en dehors d'elles. Par contre, les SDIS, qui sont des établissements publics départementaux avec une autonomie de sestion comparable à celle des hôpitaux, ont

pouvoir de décider leur mode de financement. Leur conseil d'administration, à la tête duquel se trouve le président du conseil général et où siègent le préfet, des conseillers généraux et des représentants des maires et des sapeurs-pompiers, vote une taxe de capi-

Le Loiret dans l'opposition

Certains départements se refusent à modifier l'organisation traditionnelle de leurs ser-vices d'incendie et de secours. Le Loiret, qui fait partie de ces opposants à toute départementalisation, compte pourtant parmi ses édiles le secrétaire d'État aux collectivités locales. M. Jean-Pierre Sueur, maire d'Orléans, a déjà mis en place au sein du SIVOM de dix-huit communes et de 250 000 habitants qu'il préside un groupement intercommunal de sapeurs-pompiers. Depuis un an, dix communes du SIVOM ont choisi d'intégrer leurs services de secours au sein du corps intégré des sapeurs-pompiers de l'aggloméra-tion d'Orléans (CISPAO). « Les charges des communes vont s'accroître, mais la sécurité est à ce prix», remarque M. Sueur. Tout en étant solidaire du gouvernement sur l'amendement Hyest, il ne souhaite pas que l'on impose un mode d'organisation à son dépar-

Le système actuel donne satisfaction à M. Kléber Malecot (UDF), dont les fenêtres

du bureau de la présidence du conseil sénéral donnent sur la caserne des sapeurs-pompiers d'Orléans. « Dans le Loiret, les brigades parti-cipent à la vie des communes : elles animent les fêtes locales, la qualité de leur matériel témoigne de l'engagement des élus. Cette tra-dition explique que les maires sont très atta-chés au système actuel.» Ils sont 3 000 volontaires, dont plus de 2 000 participent aux exercices de fin de semaine, à constituer, avec 243 professionnels, 86 médecins et 5 pharmaciens, les effectifs des 210 corps de sapeurs-pompiers dans les 334 communes du département. Avec dix-sept personn taires et mécanos compris, le SDIS du Loiret est réduit à sa plus simple expression, et l'on y regrette « un manque de moyens qui pour-rait être préjudiciable en cas de coup dur ».

Le pouvoir des maires

Le sénateur Malecot souligne que son lépartement ne consacre qu'à peine plus de 1,5 % de son budget de fonctionnement aux services d'incendie et de secours : « Nous avons dépensé 48 millions de francs en cinq uns pour l'achat de matériel. Nous participons à hauteur de 30 % à la construction de nouveaux centres de secours. Mais nous ne voulons pas nous substituer aux communes. » Il est largement appuyé dans cette démarche par le capitaine Jacques Nioche, chef du centre de secours d'Olivet, président de l'union départementale des sapeurs-pompiers : « Cela n'intéresserait plus les volontaires d'être des pions dans un système centralisé.»

En Seine-et-Marne, où le nombre de volontaires est resté stable d'un système à l'autre, les responsables reconnaissent cependant que ceux-ci sont aujourd'hui mieux informés et prêts à s'engager sur leur disponibilité. La départementalisation n'a pas complétement supprimé certains petits corps communaux. Ces corps de première intervention peuvent déloger un nid de guêpes, dépanner un camion embourbé, transporter un malade, voire poser des guirlandes de Noël : tâches que n'assure plus le corps départemental.

Le gouvernement devra donc convaincre les irréductibles que non seulement la départementalisation n'enlève aucun droit aux maires, qui gardent leur pouvoir de police, mais qu'elle permet des économies, grâce à une rationalisation des moyens, et entraînc une meilleure répartition de la dépense. Le système départementalisé, mais le développement des agglomérations et l'apparition de nouveaux risques, liés aux modes de transport et aux nouvelles sources d'énergie, imposent ce surcoût. La Fédération française des sapeurs-pompiers, qui regroupe presque tous compris. Après avoir tergiversé devant le: réticences de la base et de certains chefs de corps peu soucieux de se voir attribuer de nouvelles responsabilités sans compensation financière, elle défend aujourd'hui le projet de départementalisation. Son président, le colonel Janvier, résume le problème en ces termes : « Les risques modernes unt dépassi les frontières de la commune »

« Des états généraux de la sécurité civile auront lieu cette année»

Dans un entretien au « Monde », M. Marchand exprime son souhait d'engager un large débat sur la place du volontariat

€ Pour quelles raisona soutenez-vous l'amendement de M. Hyest sur la départementalisation des services d'incendie et de secours?

- Fattends de cette départementalisation une meilleure gestion des moyens, et d'abord des moyens humains, et aussi une amélioration de l'efficacité opérationnelle des dispositifs. Dans un service départemental fort et structuré, le directeur départemental dispose des outils nécessaires pour assurer la coordination des moyens dans son

S'agissant d'une compétence actuellement partagée entre les communes et les départements, je n'ai pas souhaité déposer moimême un projet de loi sur la généralisation de la départementalisation sans avoir engagé au préalable une concertation avec les élus et les sapeurs-pompiers. M. Hyest a pris l'initiative de porter ce débat devant le Parlement à l'occasion de l'examen de mon projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République. J'ai décide de soutenir son amendement dans la mesure où la concertation que j'ai engagée l'année dernière est désormais bien avancée.

- Dans quel délai souhaitezvous que cette départementalisation devienne obligatoire?

- Une vingtaine de départements seulement ont procédé à cette réforme. C'est insuffisant et il failait accélérer ce processus. Si l'amendement de M. Hyest est voté au cours de la session extraordinaire de janvier, la départementalisation entrera en vigueur à partir du le janvier 1993.

- Quel financement proposezvous pour prendre en charge les dépenses supplémentaires que cette départementalisation ne manquera pas d'entraîner?

- Le financement des services d'incendie et de secours est, selon la loi, à la charge des collectivités locales. Il n'y a encore aucune rai-son pour que la départementalisation modifie ce principe; elle conduira d'ailleurs à un partage plus équitable des financements entre les collectivités locales.

Si l'Etat ne subventionne que de façon limitée les services d'incendie et de secours, cela ne signifie évidemment pas qu'il ne participe pas au financement de la sécurité civile. Il a en charge tous les moyens de renforts nationaux, et en particulier

vice du déminage et les moyens aériens, qui représentent une charge très lourde. Je vous rappelle, par exemple, que le contrat d'achat de douze nouveaux Canadair, que j'ai signé en octobre dernier, s'élève à

Concertation avec les employeurs

- Malaré les mesures récemment adoptées pour la protection sociale des sapeurs-pompiers, on assiste à une crise du recrutement des volontaires. Pensez-vous que l'on puisse inverser cette tendance?

- On ne peut pas parler d'une crise générale du recrutement, mais il est vrai que des difficultés commencent à apparaître dans certains départements, notamment ruraux. J'ai engagé deux grandes

réformes pour favoriser le volontariat. La première, qui vient d'être adoptée, c'est la protection sociale des 210 000 sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu en service (le Monde daté 5-6 janvier), La deuxième concerne la disponibilité pour la formation les unités d'instruction et d'inter- comme pour les interventions. Je

vention de la sécurité civile, le ser- prépare actuellement, avec le ministre de la fonction publique, des dispositions relatives à la disponibilité des fonctionnaires de l'Etat, qui doit montrer l'exemple. Puis, sur cette base, j'engagerai la concerta-tion avec les élus locaux et les employeurs privés pour que tous les sapeurs-pompiers voiontaires bénéficient d'un droit à la disponibilité.

> - En raison du temps de formation nécessaire pour les appelés, la réduction du service national va poser des problèmes pour utiliser de façon efficace les appelés dans les casernes de sapeurs-pompiers, peut-on envisager des aménagements pour le service national dans la sécurită civile? - Déjà plus de 200 jeunes font

leur service dans le corps de sapeurs-pompiers. La réforme qui vient elle aussi d'être votée généralise ce service en l'alignant sur le service civil des policiers auxiliaires. Je pense sensibiliser ainsi des jeunes aux questions de sécurité civile et les inciter à devenir ensuite sapeurs-pompiers volontaires. Ce service ne peut être plus long que dans la police ou la gendarmerie pour intéresser des jeunes.

- Estimez-vous nécessaire

aujourd'hui, alors que les risques ont changé, d'envisager une réflexion approfondie au niveau national sur les problèmes de sécurité civile?

- Il est effectivement tout à fait nécessaire d'engager un vaste débat national sur l'évolution de la sécurité civile dans les prochaines années. C'est pourquoi j'ai décidé d'organiser en 1992 des états généraux de la sécurité civile, qui permettront à tous les partenaires concernés de donner leur avis sur notre organisation et nos structures. En particulier, je souhaite que soit débattues la question des rôles respectifs de l'Etat, des collectivités locales et des entreprises en matière de sécurité civile, et la place du volontariat dans notre dispositif.

Ce débat sera, dans une première phase, décentralisé dans chaque département. Puis je présiderai moi-même une synthèse nationale. Cette grande consultation marquera un nouvel élan dans la politique de modernisation de la sécurité civile que je mèse depuis un an et demi.

> Propos recueillis par CHRISTOPHE DE CHENAY

Des Saussaies à Laon

D ANS l'immeuble bour-geois de la direction générale des collectivités locales, place des Saussales - la où flottant encore, entre lois et décrets, les souvenirs musicaux d'Emmanuel Cha-brier et de Francis Poulenc, -1992 n'aura pas commence au son d'une sonate enjouée. C'est plutôt la mélopée languissante du blues qui tour-billonne autour des dossiers des deux cent trente fonctionnaires qui, tous les jours, rédigent et font appliquer les textes de la décentralisation.

Il faut appeler un chat un chat : leur « patron » Pierre-René Lemas a en effet été « débarqué » lors du conseil 3 janvier. Non qu'il s'agisse d'une disgrâce, bien sûr, prononcée contre ce haut fonc-tionnaire d'une sensibilité socialiste qu'il n'a jamais cachée. Mais d'une mise à l'écart, oui.

La procédure qui consiste à écarter de son poste (prestigieux) un haut fonctionnaire sans désigner concomitamment son successeur ne constitue pas, de la part du pouvoir, un signe particulier de considération. Circonstance aggravante : M. Pierre-René Lemas a été nommé préfet de l'Aisne, un département « moyen » qui ne saurait s'enorgueillir ni du poids économique d'un Pas-de-Calais ou d'un Haut-Rhin, ni du prestige administratif d'un département de la couronne parisienne. Et Laon n'est pas non plus una préfecture de région. Cet, encore jeune, ancien élève de l'ENA – querante ans - devra s'en consoler en se voyant promu du corps des administrateurs civils à celul, toujours envié dans les allées du pouvoir, de la « préfectorale ».

Hommage discret

Arrivé au ministère de l'in-

térieur avec Gaston Defferra en 1983, il aura contribué, pas à pas, à toute l'élaborace qui fut annoncé comme la plus grande réforme du pre-mier septennat de M. Mitterrand : la décentralisation. Proche de M. Pierre Joxe, finances et de la fiscalité et fin négociateur avec les élus tion publique territoriale, il avait, même pendant la parenthèse de la cohabitation (1986-1988) continué à définir la politique de la décentralisation... dans une sous-direction du ministère des DOM-TOM. Consécration le 26 janvier 1989 : M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur le nomme directeur focales, donc grand ordonna-teur des réformes en cours et à venir relatives à la fiscalité, aux dotations de solidarité ments at villages pauvres, au nouveau statut des professeurs de musique, à la coopération entre communes (sujet tabou l), à l'exercice du mandat des élus locaux et à la moralisation de leurs indemnités. Pour les seconder au moment où les parle mentaires examinent en session extraordinaire plusieurs projets de loi, MM. Marchand et Sueur lui ont d'ailleurs demandé de jouer, quelques jours encore, les prolonga-tions. Hommage discret des politiques à la compétence, devenue agaçante, du fonc-tionnaire...

Contrairement à ses prédécesseurs (l'un est devenu banquier, l'autre patron de télévision, le troisième contrôleur financier d'un ministère) M. Pierre-René Lemas continue sa carrière en province. Cette décentralisation qu'il a « fabriquée » dans les bureaux parisiens, i va la vivre, au nom du gouvernement, au contact d'élus locaux particulièrement compétents et exigeants, en terre sans changer de route, meilleure formation professionnelle? Et comment ne pas citer Jaurès : « C'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source. >

FRANÇOIS GROSRICHARD

and the state of t

Les Verts s'interrogen

THE FORM WHEN THE I many many. *4" 44" 5 5 6

御機帯で ボッパをおりがまる せ

· 我们是"我们们的 (4) 4/2 游 额 和 和 1915

A destroy of the the sections in the I m to area ,

Matter a ude frage

in the second strings of the second s

Commenced by the con-

e to the first the second

The residence in the

رواري عبرا 250 عالماته

海の思す ライン・・・・

CHARGE THE STATE OF THE STATE O

44. - 100 a. . . .

hagista yan is

क्षे क्याराव कार

The Secretarian

Marie Company

part respective of a second

الايوم والطيخة

4 But 5 Lat 10

THE REAL PROPERTY.

A STATE OF THE PARTY OF THE

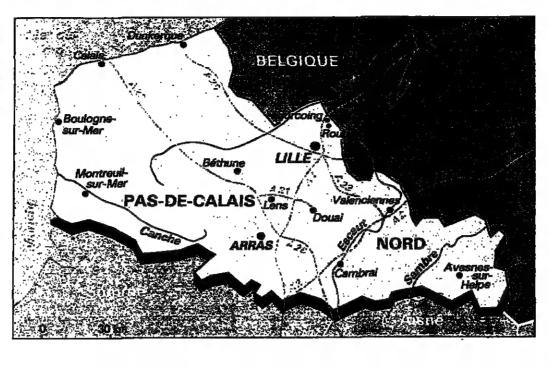
----April 1984 Comment April 2 The state of the s हिन्द्रम पुरुष्ट पुरुष्ट्रपुरा १००० graphy and all the Mary Market of the con-Hartin Garana Marie Tara as Section in the second Sugar John Ch Spiritaries of them A SE SELECTION OF THE The second of the second of

The total and **通過 《 NOT ·** Management was A CONTRACTOR OF THE PARTY OF The state of the s the street :

NORD - PAS-DE-CALAIS:

Préfecture : Départements : (préfecture : Lille) Pas-de-Calais (préfecture : Arras) Superficie: 12 377 km² Population: 3 965 058 habitants **Principales** agglomérations : (959 433 habitants) Valenciennes (338 528 habitants)

(323 208 habitants)



Il n'est pas facile de décider les investisseurs à venir s'installer dans un pays marqué par la couleur du charbon, pas aisé de leur expliquer les qualités d'une population qui mérite d'être respectée

ES gens du Nord sont confrontés à un problème métaphysique. Comment se servir du passé pour effacer le passé? Rester soi pour ne plus l'être? Se fier à une tradition et s'au presservir du passé s'au présser s'au problème métaphysique. et s'en prévaloir pour la faire oublier? Renoncer à ce qui n'est plus, mais en garder le souvenir afin de croire à ce qui n'est pas encore? Ou bien prendre l'aistoire à son piège en allant puiser dans son fonds plus ancien l'espoir de remplacer ce qu'elle a aboli? Dans ces Flandres où le Zénon de Marguerite Yourcenar découvrait en d'où sortait l'or de sa vie, on ne cherche plus au-dehors le secret de la transmutation, la pierre philosophale qui ressusciterait les cen-taines de milliers d'emplois perdus tures et les chantiers navals. « En 1840, je vous aurais dit que du char-bon naîtrait l'industrie, mais minisme », dit M. Michel Delebarre, maire de Dunkerque et ministre de la ville, lorsqu'il réflé-

Un chemin semé d'embûches pour M. Delebarre

Conserver au parti socialiste la présidence de la région sera plus difficile que de le maintenir à la tête des conseils généraux

A précision n'est peut-être pas inutile : M. Michel Delebarre n'est pas prési-dent du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Il est ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire. Il est maire de Dunkerque. Il est, même, vice-président du conseil régional, chargé de la formation. Président, non, 11 doit encore le devenir, si les électeurs le veulent pien, parce que les hiérarques socialistes, eux, lorsque la décision leur revenait il v a trois ans, ne l'ont pas

Aujourd'hui, le président - sor-tant - est M. Noël Josèphe. Son nom est moins connu à Paris que celui de M. Delebarre, mais c'est ainsi. Elu président, en 1986, en vertu d'une règle d'alternance instaurée au sein du groupe socialiste entre les départements du Nord et du Pas-de-Calais, M. Josèphe n'a pas donné sa démission en 1989, comme il aurait du le faire selon la même règle, afin de permettre à M. Delebarre de prendre sa place.

> Une vieille histoire

Les socialistes du Pas-de-Calais, inspirés par leur premier secrétaire, M. Daniel Percheron, ont trouvé toutes sortes de prétextes pour ne pas lâcher ce qu'ils tenaient. Les socialistes du Nord en étaient indignés ou, du moins, étaient censés l'être, car tous ne trouvaient pas mauvais que le «dauphin» de M. Pierre Mauroy dût patienter et, finalement, se mettre en devoir de conquérir dans les urnes ce que les rapports de forces internes ne lui

Entre le Nord et le Pas-de-Calais. c'est une vieille histoire, que M. Percheron connaît bien et dont il sait se servir. Le Pas-de-Calais minier et rural se sent méprisé par Nord urbain et industriel. La fédération socialiste du Pas-de-Calais, fière de succès électoraux inégalés, supporte mai la prééminence des dirigeants du Nord et, particulièrement, la place occupée depuis vingt ans dans les affaires nationales du parti et de la gauche par M. Mauroy. Les socialistes du Pas-de-Calais n'étaient pas mécontents, il y a trois ans, de damer le pion au maire de Lille et à son ancien directeur de cabinet, M. Delebarre, selon toute vraisemblance promis à lui succéder comme « patron » de la

> La méfiance du Pas-de-Calais

Quand on évoque ses difficultés passées avec le Pas-de-Calais, quand on lui demande s'il ne craint pas qu'il y en ait d'autres, l'agace-ment pointe chez le maire de Dunkerque. « Les choses sont claires, assure-t-il. Ecoutez, j'ai quarante-cinq ans, la plus grande expérience, les fonctions politiques les plus importantes. Alors... » Apparemment, les choses sont claires, en effet : M. Delebarre est le candidat de tous les socialistes de la région à la présidence du conseil régional. On ne voit pas comment il pourrait en être autrement. Et, si les électeurs en conviennent, l'homme du Nord qu'est M. Delebarre aux yeux de l'opinion, à l'extérieur comme à l'intérieur de la région, accédera aux fonctions correspondant à son image et à sa compétence.

Encore lui faudra-t-il, pour y parenir, être l'homme du Nord et du Pas-de-Calais, dont les responsables socialistes comptent bien faire valoir, si leurs prévisions se vérifient, qu'ils auront plus d'élus que leurs voisins à l'assemblée régiotrent, avec toute l'attention qu'on imagine, les gestes de M. Delebarre à leur endroit. Le choix de Dunkerque, par exemple, pour le siège de l'université du littoral, répartie entre cette ville, Calais et Boulogne, est considéré comme une mauvaise manière vis-à-vis du Pas-de-Calais, qui serait ainsi spolié de la deuxième université qu'on lui avait

Curieusement, l'attribution du

listes ne lui pardonneraient pas de manquer, si pen que ce soit, à la solidarité de gestion qui les lie aux

Guère menacée dans les assemblées départementales, où elle devrait être aidée par la création de nouveaux cantons - neuf dans le Pas-de-Calais, qui en comptait déjà soixante-huit, et trois dans le Nord, qui passe à soixante-dix-neuf, - la gauche appréhende le scrutin proportionnel qui désignera l'assem-blée régionale. Les communistes,

Le conseil régional

Président : Noël Josèphe (PS). 19 PC ; 36 PS ; 3 MRG ; 23 RPA ; 8 CDS ; 9 UDF-PSD ; 2 CNI ; 8 FN ; 5 div. d.

Résultats des élections de 1986 par département. PAS-DE-CALAIS (41 sièges) (72 sièges) ins., 1 628 151; abst., ins., 977 020; abst., 18,42 %; suff. ex., 755 649. 20,67 %; suff. ex., 1 227 771. PC: 17,02 %, 8 élus; PS-MRG:

LO: 2,16 %; PC: 14,69 %, 11 33,67 %, 15 ékis; RPR : 16,48 %, 7 élus; UDF : 10,32 %, 4 élus; div. d. : 9,40 %, 4 élus; div. d. : Mus; PS-MRG: 30,13 %, 24 dlus; RPR: 21,76 %, 17 dlus; UDF: 14,21 %, 11 élus; div. d. : 1,58 %; FN : 11,84 %, 9 élus;

ler ses voisines. «Je n'ai jamais

ler ses voisines. «Je n'ai jamais pensé qu'il serait ailleurs, dit M. Guy Lengagne, député (PS), ancien maire de Boulogne et ancien ministre de la mer. Cela n'a pas d'importance. Ce qui compte, ce n'est pas l'administration, mais les enseignements et, surtout, les enseignements et enseigne

gnants. » Même réaction de M. Jean-Jacques Barthe, le maire

1,71 %; FN: 7,53 %; 3 6lus; Verts: 3,85 %. leur moyenne nationale, ne taris-sent pas de critiques sur la gestion de la région, à laquelle ils refusent de s'associer. « Nous voulons une politique de gauche, pas une majo-rité de gauche », souligne M. Alain Bocquet, député du Nord et pre-mier secrétaire de la fédération communiste, en s'étonnant que « M. Delebarre ne parle pad du PCF». « Nous na nous considérons pas « Nous næ nous considérons pas comme une force d'appoint!», rap-pelle-t-il.

Les ambiguités de M. Borloo

M. Jean-Jacques Barthe, le maire (PC) de Calais. « J'aurais mieux aimé que le siège soit à Calais, mais cela n'a pas beaucoup d'importance, déclare-t-il. Je suis assez content d'avoir le pôle scientifique et technique. » Les dirigeants de la fédération socialiste ne l'entendent pas de cette oreille. M. Percheron : « On nous a volé une université. Cherchez le coupable. » M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense, maire de Béthune : « Michel a fait une de Béthune : « Michel a fait une erreur. » M. Jean-Pierre Kucheida, tique ne pouvant espérer obtenir la majorité absolue des sièges, le pro-blème se posera en termes de majo-rités relatives et de... forces d'apdéputé, maire de Liévin : « C'est un député, maire de Liévin : « C'est un accroe sérieux. » L'opposition aurait tort de se priver. « Ce sera un des axes de la campagne », prévient M. Philippe Vasseur, député (UDF-PR). rités relatives et de... forces d'appoint. A l'exception du Front national, dont le secrétaire général, M. Carl Lang, a décidé de prendre la tête du combat régional, personne n'est exclu des supputations des uns et des autres. L'interrogation principale porte sur l'orientation de M. Jean-Marie Borloo, le maire de Valenciennes, élu au Parlement européen sur la liste de M. Simone Veil, en 1989, et qui a annoncé la présentation d'une liste dans chaque département. Très Comme l'observe M. Mellick, il faut que M. Delebarre « solt étu dans le Nord». Non pas élu conseiller régional – cela va sans dire, – mais élu président, consacré pour cette fonction par une victoire indiscutable. Ce ne sera pas facile. La perte de crédit de la gauche, dans chaque département. Très sévère pour les socialistes, dont il nationalement, se répercute dans cette région, où elle est depuis longveut combattre la «machine», le conseil juridique de M. Bernard Tapie se présente en challenger de M. Delebarre pour la présidence et temps chez elle. Ici aussi, le pou-voir use, et s'use. Le ministre de la ville ne peut pas être tenu pour responsable du fonctionnement du conseil régional, réputé défectueux et dispendieux, mais il ne peut pas seul capable – dans une région où le pouvoir économique n'a jamais trouvé de véritable relais politique

- de promouvoir un autre projet de développement régional.

«L'entreprise de M. Borloo est parfaitement ambigue», observe M. Jacques Legendre, maire (RPR) Cambrai et chef de file de la liste de l'opposition parlementaire dans le Nord. C'est le moins que l'on puisse dire. Chassant à droite, mais ne fermant pas la porte à une liste commune avec M. Brano Durieux, ministre délégué à la santé, M. Bor-loo, qui fut l'un des fondateurs de en main plusieurs jeux possibles. Sa marge est cependant étroite, selon qu'il dépassera on non les 10 % de suffrages, et la logique plaide plutôt pour son raffiement à une majorité que pour une alliance dont il serait le bénéficiaire.

> L'inévitable négociation

Les Verts ne misent pas, en tont cas, sur un accord avec le maire de Valenciennes. Adjoint au maire de Lille, M. Guy Hascoët est naturellement soupçonné de pencher vers la gauche et d'être prêt à apporter le soutien des écologistes à M. Delebarre le moment venu, mais ancune rencontre n'a eu lieu officiellement avec le maire de Dunkerque, et les Verts prenent garde à entretenir aussi des contacts avec l'opposition. Ce qui est sûr, c'est que les socialistes devront négocier, que ce soit avec les communistes, avec les éco-logistes, avec M. Borloo ou avec tous ceux-là à la fois. M. Delebarre s'y prépare en annonçant que, comme il l'a fait avec succès à la mairie de Dunkerque, il recher-chera « le rassemblement le plus large s. Il lui reste à en acquérir les

Il faut gérer une transition vers on ne sait trop quoi. Cela fait presque trente ans que l'Etat puis les élus placés aux commandes par la décentralisation s'y essaient. Il a fallu admettre, au fil des ans, que le charbon, c'était bientôt fini – et, aujourd'hui, complètement et définitivement terminé; que l'acier, c'était presque fini ; que le textile ne survivrait qu'an prix de coupes claires et d'une modernisation à marche forcée; que la construction navale était morte. On a vu des usines se vider, des hectares de friches industrielles rouiller l'hori-20n, des HLM peuplées de chômeurs se délabrer, le silence se faire dans le bassin minier, parmi retraités ou des veuves. Les jeunes qui, auparavant, commençaient à travailler sitôt passé l'âge scolaire ne trouvaient plus d'emploi. Dans l'Avesnois, dans le bassin de la Sambre, à Valenciennes, à Calais, mais aussi à Roubaix et dans cer-

> L'espoir déçu du tertiaire

C'était un monde qui disparaissait, et la première pensée était de le reconstituer. Dès les années 60, l'automobile et ses activités annexes étaient censées remplacer à l'identique les postes de travail dis parus. D'autres usines prenaient la place des usines désaffectées, d'autres emplois peu qualifiés étaient offerts, mais le tonneau des Danaïdes, dans les années 70, s'est mis à se vider plus vite qu'il ne s'emplissait. Il a fallu – ce fut l'apprentissage de la décensie suivante – faire son deuil d'une géographie économique décidément périmée. Le pouvoir donné aux élus par les lois de 1982 les a amenés à chercher, alors, une stratégie de développement capable de susciter une activité comparable à celle que l'industrialisation du dix-neuvième siècle avait produite. Plus d'usines, mais des bureaux, des entrepôts, des garages, des commerces : M. Pierre Mauroy ne jurait que par le tertiaire. Les résultats, loin d'eure négligeables, n'ont pas été à la hau-tour des espoirs placés dans cette

La querelle des « zones d'entreprises »

A crise de la construction navale avait amené le gouvernement de M. Jacques Chirac à demander et à obtenir de la Commission européenne, en 1987, la création de trois zones d'entreprises », défiscalisées, dont une à Dunkerque, où l'installation de Coca-Cola et de Pechiney a montré les mérites de la formule. Les élus du bassin minier du Pas-de-Calais, le maire de Valenciannes et les élus de la Sambre souhaitent obtenir le même avantage. Chargé du dossier en tant que ministre de l'aménagement du territoire, M. Delebarre s'est heurté, à Bruxelles, comme il était prévisible, à l'opposition du commissaire chargé de la

concurrence, Sir Leon Brittan.

M. Delebarre espère parvenir, à défaut d'une franchise fiscale complète, à des statuts avantageux pour ces bassins d'emplois frappés par le chômage. Mais l'affaire a pris une dimen-sion politique. Pour les socialistes du Pas-de-Calais, c'est, comme le dit M. Jean-Pierre Kucheida, la maire de Liévin, un *∉ élément très important* » du a contrat a ou ils veulent discuter avec M. Delebarre avant de lui apporter leurs voix pour la présidence. Quant au maire de Valenciennes, M. Jean-Louis Borloo, il en fait un test de la sincérité du candidat du PS lorsqu'il préconise un développement régional équilibré.

TENDANCES

e PIB 81,4 101,9

(Source: INSEE.)

Budgets régionaux



(Source: ministère de l'intérieur.)

THE THE

Por American

10000

The state of the state of

e kongresia kana da kana da ana ara-

Tarm trans. But

THE CONTRACT WAS

Comprehensi () and comprehensi

elege **168** Balagian Caramana

医糖乳酸盐 电电流放大器

Britan in Lands in the Control

A SANCTON OF THE PARTY OF

A STATE OF THE STA

BERTO TOTAL SECTION

the second of the second the same of the same of

Andreas Andreas

हर और जिल्लामें सन्तर 💎 🔻

المراد والمنافق المنافقة المنافقة المنافقة 大変を表していません ・ こんしょう

AND THE OWNER OF THE

resident representation of the second

STATE OF THE STATE

Apple to the part of the second

A 17 13

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

la transmutation

Il faut oublier sans perdre le fil; se souvenir qu'on fut une région industrielle pour devenir une région industrieuse; a sortir de la période de conversion », dit M. Delebarre, période qui suppose l'omniprésente assistance de la puissance publique, et entrer dans celle de la création. et entrer dans celle de la création, où elle agit sur les infrastructures afin de procurer les conditions d'un arin de procurer les conditions d'un développement qui dépend de cha-cun. Le « désenclavement » a pro-gressé à grands pas. Avec 452 kilo-mètres d'autoroutes, un réseau ferroviaire dense, le canal à grand gabarit Lille-Valenciennes, la région n'était pas mal dotée. Vont s'y sjouter de nouvelles autoroutes – la ajouter de nouvelles autoroutes - la rocade littorale, le doublement de l'Al, la liaison Boulogne-Paris – et, surtout, le TGV, qui, raccordé au tunnel sous la Manche et muni d'une vaste interconnexion à Lille, doit installer davantage encore le Nord sur la « dorsale européenne », comme dit M. Daniel Percheron, vice-président (PS) du conseil régio-nal, chargé des transports.

> L'Europe des villes

Le commerce, les transports, c'est une vieille tradition des Flandres, qui se prennent à rêver d'un éternel retour, ici, de la vieille Europe des villes, des échanges et des foires, laborieuse, marchande, bigarrée et opulente, ouverte sur le monde, aimant son confort, et artiste. La région a bien commencé à se rendre aimable et à s'aimer sans plus de honte d'avoir eu les mains dans le cambouis, la figure noire et la tête dans un ciel enfumé. Elle a appris dans un ciel enfume. Elle a appris
que sa richesse principale, avant
même sa situation géographique,
est sa population, venue d'un peu
partont à la troisième ou quatrième
génération, sans noble et antique
patrimoine, mais consciente d'appartenir à un même univers, qui
mérite d'être respecté. Certes, avec
un chômage qui l'affecte à 12,5 %
elobalement et insqu'à 20 % localeglobalement et jusqu'à 20 % locale-ment, elle est loin d'être sûre d'elle et de son pays. Certains partent, le plus souvent parmi les meilleurs, qui ont poussé leurs études et vont chercher fortune ailleurs. C'est. pourtant, un arrachement dans une région où les attaches familiales sont fortes, les liens sociaux et cul-turels solides. « Ici, ceux qui deviennent fonctionnaires et sont nommés ailleurs n'ont de cesse de revenir», dit M. André Delelis, sénateur (PS), maire de Lens. Même dans le bassin minier! On finira par savoir que l'image d'un alignement d'usines et de corons dépourvus d'âme est sommaire, vision d'une capitale qui a longtemps considéré la région comme une arrière-cour où l'on relègue ce qu'on ne vent pas

Deuxième activité : le tourisme!

voir devant chez soi.

Combien de temps faudra-t-il, cependant, pour que le Nord cesse d'être le « Nord »? Pour qu'une équipe de télévision, lorsqu'on lui demande des images d'un quartier dégradé en proje au chômage et à dégradé, en proie au chômage et à la délinquance, ne prenne pas aussitôt l'autoroute, direction Rou-baix? Pour que les Parisiens ne sourient plus avec l'air de qui n'est

pas dupe devant le paradoxe d'af-fiches publicitaires vantant le Nord en montrant le littoral ensoleillé du Boulonnais? Pour que les noms d'Arras, Donai ou Cambrai évo-quent une architecture élégante et des rues animées plutôt que des cheminées d'usine? Pour qu'on ne s'étonne plus d'apprendre que, mai-gré tout, si la première activité éco-nomique de cette région est aujour-d'hui l'acces d'épon est aujourd'hui l'agro-alimentaire, la deuxième est... le tourisme?

lci comme ailleurs (voir l'article d'Alain Rollat sur Midi-Pyrénées dans le Monde daté 5-6 janvier), l'intitulé de la région et son blason servent de prétexte à l'expression de ses doutes. « Nord-Pas-de-Calais a sonne comme une rubrique administrative. Si ce n'est rien d'autre que le Nord plus le Pas-de-Calais, à quoi bon? Si c'est davantage, alors quoi Pon? Si c'est davan-tage, alors quoi? L'aire naturelle de la vie économique n'inclut-elle pas la Somme et l'Aisne, tandis que le troisième département de Picardie, l'Oise, est attiré, à l'évidence, sur une orbite parisienne? Le symbole officiel, formé d'un beffroi et d'un cœur sur fond jaune, irrite M. Luc Doublet, président du club de chefs d'entreprise Gagnants. « Qu'on nous mette donc du rouge, couleur de la passion et de l'action l'», propose-t-il. Et un slogan : « Le Nord, c'est géant », parce que des géants, chaque ville ici a les siens, et que tout le monde a entendu parler des Géants du Nord.

Le Nord, c'est «géant», d'abord, parce que sea habitants sont connus pour être travailleurs. «La producti-vité, ici, est supérieure de 10 % à ce qu'elle est dans le Midi», claironne M. Alain Chère, secrétaire général de la chambre de commerce d'Arras. Le maire de Valenciennes, M. Jean-Louis Borloo, assure que s'installent dans sa ville des industricis a allemands, hollandais, belges, utilisant des savoir-faire beiges, utitisant des subtribute assez classiques, mais attirés par des standards de productivité supérieurs aux léurs». Mais cela ne suffit plus. Le temps du travail simple, pour léquel l'essentiel était d'avoir des bras et de l'endurance, est révolu. Il coûte cher, aujourd'hui, en retard de formation. Une culture de l'étude doit prendre la place de celle du travail manuel.

L'exemple d'Arras

Les investissements publics ne manquent pas : alors que le premier lycée avait été ouvert à Lens en 1953, la ville compte aujourd'hui deux instituts universitaires de technologie et un premier cycle de sciences, avant d'accueillir sa part de l'université multipolaire Arras-Lens-Donai-Béthune. Une autre université du même type se met en place à Dunkerque, Calais et Bou-logne. Valenciennes a la sienne.

Quatre-vingt-six mille étudiants fréquentent les cinq universités et les vingt-trois grandes écoles de la région, et s'il est vrai que les neuf dixièmes d'entre eux sont encore à Lille, cette proportion est appelée à diminuer. La formation profession-nelle est l'objet d'efforts imporneue est l'objet d'enforts impor-tants, qui vont jusqu'à proposer aux entreprises de présélectionner un personnel dont les organismes publics assurent la préparation à son futur emploi.

Décider les investisseurs - dans cette région où pourtant, observe

M. Philippe Vasseur, député aussi un dynamisme, bien char-(UDF-PR) du Pas-de-Calais, le ren-dement de l'impôt de solidarité sur puissance des associations, des solila fortune est un des plus élevés de France – n'est pas une tâche facile. L'exemple d'Arras, qui s'enorgueil-lit de quatre-vingts implantations et de deux mille emplois créés depuis 1989, est significatif. La chambre de commerce, animée par M. Char-les Gheerbrant, un minotier confiant dans les ressources de sa ville, la municipalité, dirigée par M. Léon Fatous (PS), et le district coopèrent pour tirer tout le parti possible des qualités de la popula-tion, du cadre urbain, d'un environnement culturel soigné. Le comité

de développement assure aux entre-prises intéressées un accueil attentif. Les Arrageois viennent de cou-ronner leurs efforts avec l'installation de l'usine européenne du glacier américain Haagen-Dazs.

Le patriotisme des beffrois

La région gagnerait à suivre l'exemple d'Arras. A en croire M. Borloo, Nord-Pas-de-Calais développement, structure mise en place pour attirer les entreprises, n'est pas ce qu'on fait de plus effi-cace en la matière. « Si le dossier va chez eux, c'est plutôt un moins qu'un plus », affirme le maire de Valenciennes. M. Delebarre convient qu'il y a lieu d'a améliorer » et compte sur M. Pierre Eelsen, ancien président d'Air Inter, nommé à la tête de cet organisme, pour faire le nécessaire. M. André Diligent, sénateur (CDS), maire de Roubaix, généralise le propos de M. Borloo. A ses yeux, ce que fait la région pour le développement local est « mui». Il attend davantage de la Communauté urbaine de Lille – il s'y entend à merveille avec M. Mauroy – pour l'aider dans son entreprise de renflouement de sa ville, où il compte 25 % de chômeurs et trente mille allocataires du RMI, mais aussi une collection impressionnante d'entreprises qui comptent parmi les fleu-rons régionaux : Auchan, La Redoute, Férinei, Saint-Maclou,

Certains disent que c'est la fai-blesse du Nord : l'esprit de bessroi. de Tourcoing, M. Jean-Pierre Bal-duyck, s'apprécient, mais rivalisent. Le maire de Roubaix voit d'un mauvais œil « les industriels tillois qui veulent tirer la couverture à eux», «Le pôle économique, c'est Roubaix», martèle-t-il. Dans le Pas-de-Calais, M. Delelis, maire de Lens, et M. Jean-Pierre Kucheida, maire de Liévin, tous deux socialistes, se détestent cordialement. Cet étal d'esprit ne touche pas seu-lement les politiques. « Impossible de faire diner ensemble les présidents des chambres de commerce de Boulogne et de Calais, raconte M. Vasseur. Je peux vous le dire : j'al essayé. » Ce patriotisme com-munal peut aussi être une force. La proprie dont M. Incourse Mellick manière dont M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense, maire de Béthune, est parvenu à faire «décoller» sa ville en témoigne. La médaille a son revers, qui est une intercommunalité réduite — Béthune la gagnante ignore sa voi-sine Brusy, victime de la dispari-tion de la mine, — mais la volonté de chacun de se tirer d'affaire, filt-ce pour son propre compte, crée

penté par l'implantation des élus, la

puissance des associations, des soli-

En définitive, les appréciations

portées sur la grande ambition de

M. Mauroy, qui est de faire de Lille

une métropole européenne avec son

agglomération de 1,1 million d'ha-

bitants, en s'appuyant sur le TGV

et en développant Euralille, vaste

centre d'affaires, sont révélatrices

Les uns - surtout dans l'opposi-

tion, en ce début de période électo-

rale - dénoncent une capitale pré-

somptueuse, qui «tire tout à elle », et critiquent l'absence d'une vérita-

ble « stratégie de développement »

(M. Vasseur) ou d'une « volonté

d'aménagement » (M. Jacques

Legendre, maire de Cambrai) de la

région. Les autres se félicitent des progrès de la grande zone urbaine

comprise dans le triangle Lille-Bé-

thune-Arras, parce qu'ils pensent

que l'avenir européen est aux

« villes-régions ». Personne, au

total, ne remet sérieusement en

question le choix d'un grand pôle

« lillois », et l'on cherche plutôt à en

C'est un pari. Il faut sans doute

une certaine audace pour croire

qu'entre les deux mastodontes que

sont Bruxelles et Paris une troi-

sième grande cité et sa région peu-

vent affirmer leur place. Cette

ambition a pour elle, cependant, un

mérite essentiel, qui est de traduire

le désir des gens du Nord de faire

exister des villes, un monde, non plus fabriqués par la poussée ano-

nyme des «forces productives»,

comme disait le marxisme du fer et

du charbon, mais issus de leur pro-

PATRICK JARREAU

attirer les retombées.

des ambiguïtés du Nord.

darités locales fortes.

Textile et intégration

pas être mis en vedette. D'ailleurs, son aventure, ca n'est pas « son » aventure, mais celle d'une équipe de quatre personnes. Voici sept ans, ils ont voulu créer une entreprise, avec des relations nouvelles entre ses membres, une entreprise qui joue la carte de l'intégration dans son quartier, fût-il difficile et même estampillé DSQ. Une entreprise enfin, qui choisisse un secteur en crise et depuis trop longtemps frappé par le mai de la récession.

COUP DE CŒUR

Cette aventure a une étiquette : « Camaieu ». Elle porte un nom, ou plutôt quatre noms, ceux des quatre fondateurs : Jean-Pierre Torck, le PDG - « puisqu'il en faut un », - Jean Duforest, Dominique Debruyne et Eric Vandendriessche. Tout un état d'esprit. Ou plutôt, toute une gamme de valeurs.

Les quatre complices ont choisi de s'engager dans le tex-tile quand cette activité connaissait des difficultés. Une décision volontaire et un objectif claire-ment amoncé : devenir un institutionnel sur le plan européen de la distribution dans le moyen de gamme. Ils ont élu domicile à Roubaix, certes «parce qu'il y avait des locaux disponibles ». mais aussi parce que cette cité s'enfonçait dens le noir. Ils ont « embauché des jeunes sans emploi, de culture française, ou de culture étrangère, en respectant la sociologie du quartier », à une époque où il était de bon ton de crier haro sur l'Immigra-tion, alors que Roubelx votait à près de 20 % pour le Front

Les mêmes ont décidé de ne pas « aller se mettre au vert » quand la réussite de l'entreprise permettait d'envisager une nou-velle implantation. Ils ont opté pour la lisière d'un quartier dit à problèmes, celui des Hauts Champs, non loin, c'est vrai, de

EAN-PIERRE TORCK n'aime la future école de police. comme cela, on ne sera pas seuls ». « Ce que nous pouvons dire, affirme Jean-Pierre Torck, c'est que miser sur l'accueil, le respect des autres, et non sur l'individualisme ou l'égoïsme, donne des résultats étonnants sur le plan des relations humeines, mais aussi sur le plan économique. »

> Le vandalisme contre l'usine ou les voitures de ceux qui y travaillent n'existe pas. Un chif-fre témoigne de la motivation du personnel : 97 % d'entre eux ont adhéré lors de l'ouverture de l'actionnariat. Quant aux résultats économiques, les chifpas : en sept ans, l'entreprise s créé cent cinquante magasins en France et en Belgique; son chiffre d'affaires dépasse le mil-Hard de francs en 1991; elle emploie quinze cents personnes et fait travailler deux mille deux cents salariés chez des façon-

Car l'entreprise joue aussi la carte du « circuit court », du flux tendu et qui est aussi celle du travail « régional ». L'heure n'est plus à l'importation. « Aujourd'hui, l'offre doit être variée. Les distributeurs, avec les fournisseurs, doivent mettre au point les techniques qui répondent au juste à temps, afin d'avoir la couleur et le modèle qu'il faut là où il faut. » La chance est à saisir, assure Jean-Pierre Torck, pour Roubaix et ses industries textiles en perte de vitesse : c'est la ville de France où est concentré le plus grand nombre de centrales d'achats de la distribution. « Si ce challenge est relevé, Roubaix deviendre ville européenne du textila et nous aurons alors la possibilité de donner du travail à

JEAN-RENÉ LORE



Conseil international Management et Technologie

PA Consulting Group, leader parmi les sociétés internationales de conseil en Management et Technologie, avec 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires et I 830 consultants, opère dans le monde entier à partir de ses 80 bureaux implantés dans 20 pays.

Notre originalité consiste à offrir une gamme de services unique de par son étendue - allant de l'analyse stratégique à la recherche appliquée dans nos laboratoires - et à associer les diverses compétences de nos spécialistes au sein d'équipes pluridisciplinaires internationales.

Nous opérons dans les champs d'expertise suivants :

- Ressources humaines (recrutement, évaluation, gestion des RH).
- Conseil en communication,
- Formation au management.
- Management par la qualité totale,
- Systèmes d'information et de télécommunications.

PA Consulting Group - 19, résidence Flandre - Avenue de Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25.

> PA Consulting Group Creating Business Advantage

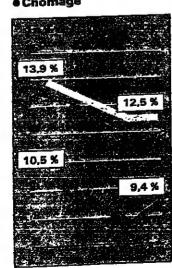


INDUSTRIE

ANF-INDUSTRIE Place des Ateliers - 59154 Crespin Téi: 27 23 53 00 - Fax: 27 35 16 24

CONCEPTEUR ET CONSTRUCTEUR DE MATERIEL FERROVIAIRE **ROULANT DE TOUS TYPES**

Chômage



(Source: INSEE.)

Population étrangère



(Source: INSEE.)

La semaine prochaine :

LA BASSE-NORMANDIE

Dějà publië : l'Alsace (le Monde date 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre), la Franche-Comté (le Monde daté le-2 décembre), l'Ile-de-France (le Monde daté 8-9 décembre), le Languedoc-Roussillon (le Monde daté 15 et 16 décembre), le Limousin (le Monde daté 22 et 23 décembre), la Lorraine (le Monde daté 29 et 30 décembre) et Midi-Pyrénées (le Monde daté 5 et 6 janvier).

par Corine Lesnes

A ville se trouve au centre du pays réel. Le décor est intact, les gens sont abîmés, les trajectoires désordonnées.

Les pierres sont noires, mais ce noir n'est pas sale. Les champignons poussent au début de l'automne sur le puy de Dôme enneigé. La ville est couverte de

La ville porte le nom de l'entreprise. Elle s'appelle Michelin-Ville. Vereingétorix a une statue, sur la place principale. Et le Courage une rue, que les autorités ont entrepris de rénover.

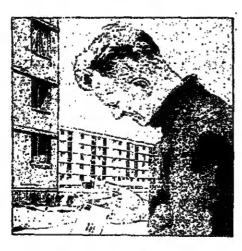
Les cités sont disséminées entre les usines. Les murs sont hauts. Derrière les murs, il y a la chaîne. Et au loin celle des volcans éteints. Les jardins ouvriers sont envahis de remises à outil et de cages à

Il n'y a pas un café. Les maisons sont de type A, X ou T. Il y aurait vingt-six types répertories. Treize d'entre eux n'ont pas été localisés. Le constructeur avait le goût du secret (1). Les pièces sont séparées par un demi-étage. Le locataire est toujours obligé de se baisser,

Les gens souffrent, et aussi de l'indifférence. La restructuration a frappé jusqu'au centre hospitalier. Ils se croisent, se voient dans le miroir et se fuient. L'ouvrier est cisaillé sur sa chaise, l'ouvrière énervée devant ses pneus de vélo. Avec ses indemnités de départ, une dame a ouvert un café. Il donne sur l'usine où son mari est mort d'un cancer de la bouche. Elle est debout, derrière le comptoir. Elle regarde fixement les

Il nous laisse tomber.

Les maisons ouvrières sont vendues ou détruites. Michelin licencie aussi son parc immobilier. Les fossoyeurs sont venus enlever les tuiles à l'heure du petit déjeuner. Les tuiles ont été récupérées, les murs incendiés, le locataire abattu. - Ils m'out tombé.



N matin, un retraité s'en est allé. A l'ombre de l'usine, le vieil homme marchait sur le chemin avec son béret et sa remorque Michelia. Une remorque Michelin est une brouette datant de la guerre que l'on attache à un vélo. Par extension, l'ensemble de l'attelage est dit « remorque Michelin ».

A quatre-vingt-huit ans, le retraité déménageait. Il quittait sa cité du Pré-la-Reine. Un alignement de quatre rues, à l'ombre de l'ancienne coopérative. Mais il n'avait que des regrets.

- C'était plaisant comme tout. Le Pré-la-Reine, Chanturgue, Fonteimagne : Michelin a toujours eu le génie des noms, des noms à se sentir châtelain. A la cité de la Plaine, la maîtrise habitait rue de la Bienveillance ou de la Charité. L'adresse des pauvres, c'était le Devoir ou la Foi. La Plaine est en cours de réhabilitation, cette cité-là sera sauvée.

Après cinquante-cinq ans de

domicile fixe, le retraité était chassé de chez lui. Il avait refusé d'être relogé dans un autre quartier que celui qui avait fait son siècle. Il allait chez sa fille. Déjà, ils n'étaient plus que trois au Pré-la-Reine, trois retardataires, qui proent à leur manière.

Les vieux ne survivent pas tous à ce déplacement. On les enterre. Les voisins soulignent la coîncidence et font la quête pour les

Ils ont pris une calotte, c'est sûr. Ils ont décédé tout de suite der-

A quatre-vingt-huit ans, le retraité avait sicelé les dernières tôles sur la remorque. Et il passait en revue sa carrière. Domestique de ferme à douze ans, le service militaire. Puis quarante-quatre ans de vie d'ouvrier chez Michelin. Et de poireaux tirés au cordeau dans le jardin.

- Il y avait une discipline formidable.

Les locataires avaient été priés de ne rien laisser derrière eux. On ne persuaderait pas le retraité de l'inutilité de se charger de trois tôles rouillées. Michelin l'a dit, l'ouvrier le fait.

Le retraité s'en est allé avec sa discipline et son béret. Le vélo s'est éloigné, le béret s'est estompé. Il a tourné le coin de la rue et il a disparu. Cette éternité-là, on ne la reverra plus.



'ENTREPRISE occupe le cœur de la ville. Au cinquième plan social en douceur les salariés s'enfuient à l'houre de la sortie comme si une bombe avait explosé sous leurs

Les ateliers sont rangés par ordre alphabétique. L'atelier Z est le plus noir. Il est interdit de se déplacer d'un atelier à l'autre sans autorisation ou motif.

L'entreprise s'est longtemps occupée de tout. De la maternité à la maison de retraite en passant par les placards, les aériums, et les punaises dans la cage d'escalier. - On était couvés, enfin on le

Il est désormais inutile de déranger le service entretien pour une porte mal ferméc. L'ouvrier a encore droit à un train de paeus d'essai, mais l'entreprise en reste propriétaire et chaque pneu doit rester à sa place.

- Maintenant, on verrait un mort, presque, on ne bougerait pas. L'entreprise s'occupe encore des enterrements. Les frais d'obsèques sont déduits du capital de points. Les points sont acquis au mérite, au fil de la carrière. Chacun les siens, les malades en ont moins, Les élèves préférés le sont restès. On cache sa feuille de paie.

- Ils arrivent à nous mettre la culpabilité là où il n'y en a pas. Les ouvriers sont des « agents », les employés des « collaborateurs ». Les RPA sont des « représentants n'a élus et que l'entreprise a affec-tés au sale boulot. Ils convoquent dans leur bureau les volontaires désignés pour le départ.

- C'est ça ou bien l'atelier Z. lls convoquent les vieux, les dépressifs, les quelques délégués syndicaux, il n'y en a même plus un par atelier, les gens les fuient. Ils convoquent les femmes qui prennent le mercredi après-midi. Elles qui ne pleurent jamais, après vingt-huit ans de présence, elles en

- Ils ont dit au'on avait moins besoin d'argent que les autres.

L'entreprise ne fournit pas le manger aux ouvriers. Chacun apporte sa musette. Les plantes vertes ont disparu du réfectoire. Les petites tables ont remplacé le modèle familial.

- Ils ont dit qu'on serait moins

L'entreprise n'a plus de visage. Les cadences augmentent, les horaires changent sans raison, les « arrosages » de fêtes sont interdits. Les gens s'évitent, s'épient et ne voient plus que destabilisation,

- On a toujours la tête qui fouette dedans. A la porte de l'usine, les taxis

attendent le 29 octobre les premières victimes des licenciements secs (2). Le salarié est dans le bureau, le compteur tourne déjà. - Le respect de l'ouvrier n'existe

vraiment plus. L'entreprise n'est plus une «maison». Michelin n'est plus un bonhomme ni même un père aus-

- C'est un cerveau interne, Michelin, il ne se dètraque jamais. La compagnie crée des emplois en Amérique, en supprime en Auvergne (3). Le paternalisme n'a jamais laissé derrière lui que le sous-développement. A Michelin-Ville, il laisse des retardataires. il laisse des rancuniers.

SSIS dans la cuisine, l'ouvrier présère rester anonyme. Il dit qu'il sera licencié dans le mois qui suit si Michelin parvient à l'identifier. L'enfant mange des pâtes. Il ne connaît de Michelin que le rugby, catégorie minimes et poussins, mais il s'est déjà forgé un avis.

- Il faudrait être dans un métier autrement que Michelin. Les autorités ont lancé un avis de recherche. La municipalité a

toujours eu un penchant démissionnaire, et cela ne date pas d'hier. Dans les années 20, il y avait pénurie de logements. Michelin construisait trois mille maisons, la municipalité, trois cent cinquante. C'est aussi Michelin qui, de fait, a marié Clermont le riche et Montferrand le fort. Trois siècles après leur fusion officielle mais bien avant l'invention de l'in-

L'ouvrier est né il y a quarante ans à la clinique Michelin. Il est revenu de l'école Michelin avec des « prunes », des belles. Ses frère, sœur et heau-frère sont chez Michelin. Il a épousé une fille de Michelin, Elle est là, assise en face



 Quand je vois les cages à poules à 2 600 francs, je l'aurais donnée pour rien au monde, ma

Le père a tout juste eu le temps de recevoir sa médaille de bronze avant de mourir. L'ouvrier a hérité du bail. La maison a été démolie en 1985.

- C'était tout à moi, je sais bien que c'est pas vrai.

Avant de déménager, l'ouvrier a abattu le grand cerisier et le saule pleureur. Les photos montrent la maison en flammes et les arbres au tronc cisaillé. - Rien, je ne leur aurai rien

La lettre est datée du 9 avril 1991 et signée de François Miche-lin. Les héros ne seront pas morts en vain. « Que ceux qui, hélas, nous quittent, soient assurés de la reconnaissance de la maison et comptent sur son aide. Je leur dis par avance : soyez fiers du travail accompli. Gardez confiance en vous-memes. »

Sept mois après, la lettre est touiours dans le tiroir du buffet.

- On ne peut même pas appeler cela de la rancune. Assis dans la cuisine, l'ouvrier

dit qu'il n'y a plus rien à attendre de personne et que dans dix ans il ne restera plus que des bureaux à Clermont-Ferrand. Et pourtant il On attend, quoi, on attend de vieillir, et on vieillit.

L'ouvrier dit qu'il est trop tard pour faire marche arrière. Après ringt-deux ans de métier, il gagne 6 200 francs par mois. Il n'est plus qu'immobilité.

- On m'a scié les jambes.



ES pauvres s'occupent des pauvres. C'est décidé. On ferait une organisation des pauvres. On l'installerait à côté de Michelin-Ville. Clermont-Ferrand serait la capitale de l'Auvergne et de l'audace en même temps.

On appliquerait la loi de 1901. Il y aurait des ateliers. Au début, tous ne seraient pas chauffés. Il faudrait se remuer. Ce ne serait pas une association de charité.

Les chômeurs qui possèdent des blouses de travail seraient contremaîtres. Les autres bricole raient des meubles, des télés. Ils répareraient les tiroirs cassés, feraient le repassage, les photocopies, les petits transports, les retouches, tout ce qui se bricole à moindre frais.

La formation serait intégrée, la pédagogie adaptée. On déguiserait les leçons de code du permis de conduire en cours de lecture. On montrerait ce qu'il faut faire plutôt que d'en parler - les mots ont perdu le sens commun.

- Les jeunes, on les envoie chercher une pince, ils rapi marteau.

La précarité qui ne peut pas rester sans rien faire s'occuperait de la précarité qui ne sait pas comment faire. Ceux qui ont connu des horaires de travail les recommanderaient aux autres. On n'imposerait tout de même pas l'alcoo-

Yves Fromage serait l'ordonnateur des travaux. Yves Fromage on l'a récupéré dans un magasin de nêche, chasse, cycle et bricolage. Une a création du désespoir ». comme dit le président de la chambre de commerce. Il avait d'il vendre sa maison et il a encore 140 000 francs de dettes.

- Je le savais, et je l'ai quand

mème fait. Yves Fromage avait quitté Michelin au troisième plan social. Il a remis sa blouse bleue de délégué CGT. Tout va mieux. Il enseigne des rudiments de méthodologie et fait la liaison entre les ateliers. Son contrat de retour à l'emploi (CRE) était valable neuf

- Et voilà, dans deux mois, de nouveau la galère.

Claudie Romand dirigerait le repassage, un atelier de dix-huit femmes qui travaillent bien. Claudie a été attachée commerciale. Le client serait bien reçu. Son dernier employeur l'avait prise à l'essai à condition que l'ASSEDIC l'ignore et continue de la payer. Un faux employeur, sans doute.

Alain serait menuisier en chef. C'est le seul qui est du métier, malgré une main diminuée. Alain allait voir sa vieille mère hospitalisée en Haute-Loire. L'alcootest l'a cueilli sur le bord de la route. Il n'a plus ni permis de conduire ni

nenuiserie. A ce rythme exponen tiel, les catastrophes, heureusement, n'arrivent qu'aux mai partis. A la reprographie, il y aurait Josyane, qui a été licenciée quand l'imprimerie de la CGT a fermé. Et Michèle, qui a déjà vingt-neuf ans, mais pas de métier ni d'enfant. Son père aussi était dans la photocopie. Il a été licencié après un accident de travail.

- Je m'en sors à l'aise pour le Michèle avait trouvé un autre contrat emploi-solidarité (CES) pour l'après-midi. Mais additionner deux CES à 2 000 francs par mois est réprouvé par la loi. On demande des battants, pas des

cumulards. Je n'en veux à personne, c'est à moi de me débrouiller.

Danielle serait la secrétaire. Son mari est en prison, elle a connu l'engrenage des coups, puis celui des stages sans débouchés. Laurel, le grand à la boucle d'oreille, serait livreur. Hardy, quoi qu'on en pense, ne s'intèresse pas qu'à riea. — Je préfère travailler dans l'humanitaire phaôt que de m'emmer-

der dans une cuisine. Pour installer les radiateurs, récupérés dans les cités Michelin on prendrait le clochard qui revient d'un congé sabbatique. Dix ans, il faudrait être patient. Et pour repeindre les quatre maisons sauvées de la destruction à la cité du Pré-la-Reine, on embaucherait Christian, le boulanger de trente ans. Christian est allergique à la farine. Il avait pourtant eu le CAP.

 Sauf la théorie.
 A l'hôpital, Christian a renoncé à toute éternité. Il s'est fait cordonnier. Les banques ne s'y sont pas risquées. On l'a récupéré devant un colis alimentaire.

- C'est la santé qui n'a pas Et à la tête de cette PME de soixante-quatre emplois, des contrats emploi-solidarité, quatre heures par jour, pas plus, et deux ans maximum, il y aurait une femme, Nicole Rouvet, qui crée-

compétences que la précarité lui être un battanî.

rait des activités en fonction des

Ancienne chômeuse, ancienne délésuée CGT de Ducellier Issoire, Nicole Rouvet est devenue chef d'entreprise tout réflexe idéologique consommé.

Je conteste absolument ce que

Nicole Rouvet serait la directrice du Secours populaire. Et elle serait en train de se demander avec effroi si tout cela ne revient pas à créer une société parallèle où les pauvres seraient en train de s'organiser.

- Et pourquoi demain je ne créerais pas une banque de pauvres ou une école de pauvres?

Les pauvres s'occupent des pau-vres. C'est décidé. Demain, on ferait une banque de pauvres. On l'installerait à Michelin-Ville, en pays auvergnat. Une banque de pauvres, comme il y en a dans les pays sous-développes.

Clermont-Ferrand de natre envoyée spéciale

(1) A la fin des années 70, Michetin possèdait, directement ou par l'intermé-diaire de sociétés filiales, plus de 8 000

diaire de sociétés filiales, plus de 8 000 logements.
Source : Michelin-Ville, le logement ouvrier à l'entreprise Michella, par Christian Lamy et Jean-Pierre Forasro. Editions People et calture Auvergne

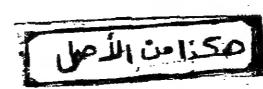
(2) Le dernier plan social, le cinquième depuis 1983, prévoyait 4 900 suppressions d'emploi en France d'ici à 1992 dont 2 432 à Clermont-Ferrand parmi lesquelles 189 licenciements « secs ». En dix ans, près de la movité des effectifs (30 000 personnes) auront été perdas sur Clermont-Ferrand.

(3) Michelin, premier fabricant mondial de pneumatiques, emploie 120 000 personnes dans 80 pays, dont les Etaus-Unis, le Canada et le Brésil.

L'autoroute Grenoble-Sisteron: une mise au point du maire de Gap

Le futer axe autoroutier Grenoble-Sisteron doit passer par Gap, préfecture des Hautes-Alpes, ainsi que l'a annoncé récemment . M. Paul Quilès, ministre des trans-ports (le Monde daté 5 et 6 janvier). Une décision qui, contrairement à ce que nous avons écrit, convient parfaitement à M. Pierre Bernard-Reymond, maire (CDS) de

plus intelligente, non seulement du point de vue de l'aménagement du territoire européen, national et local, mais aussi sur un plan sinancier. En effet, si le trace retenu coûte 900 millions de plus, dont 300 seront pris en compte par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il permet de réaliser du même coup 54 kilomètres supplémentaires d'aula ville. Celui-ci estime que ce toroute dans la vallée de la choix « correspond à la solution la Durance, en direction de Turin.»



The second of the second

Company of white the control of

1.00 $z^{(n)} \mathfrak{g}^{(n)}, \qquad .$

+4 - - .

Service of the servic

ENVIRONNEMENT

Le stockage de déchets radioactifs près de Limoges

vent contre la parent de près de 200 000 libe contenant ou ayant contenu des déchets radioactifs - dans deux nima d'uranium désaffectées la Haute-Vienne,

LIMOGES

de notre correspondant

Le dossier de stockage des résidus en Limousin prend une dimension Cette région, qui tient à devient tout à coup la poubelle nucléaire de la France. Du coup, une «commission locale d'informa-tion» va naître en Limousin, répon-dant au vœu des Verts locaux. Susci-tée par l'autorité préfectorale, composée d'étus, de militants écolo-pistes de fontièment de mande. gistes, de fonctionnaires et de repré-sentants de la COGEMA (filiale du CEA, exploitante de l'uranium régionai), elle doit se réunir le 31 janvier pour mettre à plat un dossier qui mérite bien, en effet, d'être clarifié.

Le Limousin est le principal four-nisseur d'uranium de France et d'Europe. Il a assumé pendant plus de trois décennies près de la moitié de la production nationale, avec un effectif de quelque 1000 manda Aujourd'hui, la concurrence des gisements canadieus et africains le met au rancart : la COGEMA a annoncé la fin de sa division minière de La Crouzille (Haute-Vienne) (le manda de la companie de la couzille (Haute-Vienne)

JUSTICE

Les tribunaux espagnols classent provisoirement le dossier Maxwell

nuent sur publication de réalisée Israel (le du 11 janvier), naux espagnols de Santa-Cruz-de-Ténerie un ann-lieu provisoire » à propos de la mort de Robert Maxwell, dont le corps a été trouvé su large des Caparies le 5 novembre dernier. It las lies médecins espagnols, l'annual la britannique est l'annual la mer de façon accidentelle après chef a nié catégoriquement l'existence d'hématomes sur le corps.

Par ailleurs, le cabinet d'audit Arthur Anderson a prefined and Baten Marmill avait utiline de l'argent puisé and les man de retraite de son groupe pour acqué-rir la société israélienne Scitex. Il avait revendu ses parts (19 %) de Scitex peu avant in mort, initia rembourser 🛏 fonds. Salon le Financial Times, la pharmaceutique israélienne Teve aurait Me acquise de la mema facon. MM lan et Talin Minimal secont interrogés landi par une commission de la Chambre des communes sur l'utilisation illégale des fonds de retraite par leur père.

CIRCULATION

Aux heures de pointe, le dimanche

Modulation des tarifs sur l'autoroute du Nord

Une expérience de in the fonction in the me expérimentée, mavril, me letterrat de Mird (A1). Elle sera, un premier limitée trentaine le kilomètres, Senlis m Paris, uniquement le dimanche, pour les l'au-Al, la la plus chargée France, I s'engorger in en in d'après-midi.

Entre 17 heures, whicules/heure ricirculent, ur il = faudrait pas dépasser 500 véhicules pour maintenir un trafic fluide. Les automobilistes paieront 14 francs au lieu 🚾 9 Il entre Senlis-Bonsecours pendant tranche horaire (« période rouge»). E revanche, ils devront que 4 francs 13 heures et 15 heures et après 💹 heures (« période verte») ou 9 francs « période blanche», de 15 17 et entre 22 heures et 23 heures.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT CHAMPS

se de région. C'est que le bât blesse. Cette activité a profondément modelé l'économie régionale, et le problème est maintenant, unanimement, d'apprécier les conséquences du désengagement de la COGEMA, et donc de l'Etat. Les angoisses des mineurs 🔳 des sous-traitants y rejoignent du coup celles des militants de l'envi-

COGEMA = sur = pointe pieds en laissant, Imm bénéfices engrangés, la région se débrouiller les marie et les problèmes suscités par ces imi décennies d'exploitation, Or, M. Jacques Lamaud, président de la FLEPN (Fédération limousine protection de la nature) qui régionales de

Des résidus du traitement du minerai d'uranium

en Limousin sur 🖿 🐂 👪 Bessines, Montmassacrot, zane, Margnac II Fanay III (comme pour policiels) radioactives (a commission Desgraupes ») missi public an juillet dernier par 📖 ministères de

ils sum composés the réfigue nium is région (19,9 millions i tonnes), ou is l'an-usine du ce su Bouchet (Essonne) III Hot tonnes). S'y ajoutent 16 800 mmm de gra-vats at 1 900 tonnes de ferraille provenant du

www.usine ill Souchet. 18 000 Nim in dictions urani-Man de Mariena (déposés la 1968 et 1971),

et 176 000 The syant is l'uranate, écrasés après lavage, et enfouis è Margnac Acces 1975 at 1988. Den stockages www. cautorisés m mus contrôle », précise la COGEMA dans un communiqué publié IIII janvier, IIIIIII

mant me politique claire d'information it public », it commission Desgraupes souheitait que in what the ce type utility pla-Elis umus la responsabilité de l'Agence reficie pour la gestion is déchets radioactifs (ANDRA), et non esse see le leur exploitant.

Les Virre du Limousin s'étà- 17-18 mars 1991). Elle va donc rennement qui redoutent que la 👛 l'environnement, «les profits se réalisent en quelques et les nuisances paient pendant des siècles. Il faut donc poser le pro-de savoir qui empoche les pro-fits et qui doit payer les frais».

La prutale émergence du pro-blème == en lumière quelques chif-fres controversés. La COGEMA vient de reconnaître l'enfouissement dusque 170 tot lus

écrasés, ayant des sels
d'uranium anciennes mines
anciennes mines
l'ouvert la Haute-Vienne. Ils
présenteraient une radioactivité
infime. Venus de Pierrelatte
(Drôme), in the limit ouvert serzient, w revanche, moins inoffensifs. Les habitants s'inquiètent d'autant plus disent-ils, les pouvoirs publics out toujours travaillé ille le posaient questions « rétrogrades » sur les conséq de l'exploita-uranifère. dépôts d'échets l'traitement radioactif d'échets l'traitement radioactif d'un division minière la Crouzille la l'Installations nucléaires de base », ce qui obligerait la COGEMA à en assurer ia protesti après la l'exploitation.

Au merina di M. Bris Lalonde, on aller « la réglementation actuelle n'est guère satisfaisante du point de vue de la clarté et de la démocratie», a qu'« la faut réfléchtr Il um rédaction claire».

GEORGES CHATAIN

MÉDECINE

SPORTS

Près du ministère de la santé la Paris

Bal et bousculade pour la centième nuit de sit-in des infirmières

Le campement des infirmières qui, pour obtenir une revalorisation de eur profession, sont installées depuis le 3 octobre 1991 devant le ministère de la santé à Paris est-il devenu l'un des «must» de la nuit parisienne? Plus d'une centaine de personnes, dont le professeur Alexandre Minkowski, l'acteur François Périer, le chanteur Jacques Higelin, des repré-sentants des Verts et de physieurs

tième nuit de sit-in sur la place Fontenoy. Pour combattre le froid, un bal a été organisé sur la voie publique, puis les sont mis en tête de monter une cabane devant le ministère.

Qualques de qui battaient la semelle non loin de là, se «conseil un extraordinaire»

infirmières de France), sont que, ce qui, sous le coup de 1 houre avec les blouses blanches leur cen-La Coordination des profité pour rappeler qu'elle refuse les propositions in ministre la santé. M. Bruno Durieux (réduction des les de nuit, création augmentation des primes), et qu'elle tiendra un 11 janvier à M. A.-R

syndicate (SNES, FO, CGT, Union sont empressés de casser cette

RAID-MARATHON: le Paris-Syrte-Le Cap Beauté des paysages, désolation des villes

(Angola), le Paris-Syrte-Le Cap m repris la piste vendradi 10 janvier. Mini il le décor a changé m passant de 🖿 🖿 équatoriale aux montagnes et mi désert angolais, in physiode la course n'a pas été modifiée avec 🗎 cinquième victoire d'étape pour nen-Bruno Berglund (Citroën ZX) 🛋 🖿 troisième pour Edi Orial (Cagiva), avec in items trop faibles pour changer les classements généraux.

de notre envoyé spécial

Darw ion tom different qui im conduisaient sous mura polil'aéroport le Canada au port 🍱 Lobito 🕍 🍱 🗺 récupérer leurs véhicules, 🜬 Lunium du Paris-Syrte-Le Cap ont **u** la pénible d'un a l'abandon. Sept mois après 🗎 signature া 🚾 🚾 m paix min MPLA (Mouvel'Angola) I'UNITA (Union pour libération limit l'Angola) pour tenter mettre fin 1 mm de umu 🖚 depuis l'indépendance in per en 1975, reprise de l'annu économique n'est sensible la région 🝱 Lobito.

d'arriver métropole régionale, le convoi a traversé Mi mousseques, I flanc de colline, de s'entassent me ceux qui ont man la campagnas pendant la guerre civile. Mais au des mousseques, la riche plaine alluviale nu encore en

Après le convoyage Sur la place villages pilotages, Vatavéhicules par bateau, de roullient agricoles nen qui signer sa cin-Pointe-Noire (Congo) Lobito d'un sutre âge, que la usines, illianis and laisil l'abendon.

■ Le plus beau secteur sélectif »

En ville, une population appatout me and s'entasse dans les coquettes THE RESERVE TO SHARE THE PARTY. Military, Les man many many dégarnies must protégés de la lourdes grilles quand in ma and per fermés. quelques immen n'ouvrent in plus in the que in the to le serell soir. Intern est um wans taxi, ummum beaucoup d'autres cités ango-

L'impression in different qui se dégage paysages trawith print promote the sud du pays, Namib. • Called a plus and secdu rallye en Minu

quième victoire d'étape. La piste à flanc 🚹 montagne a conduit les concurrents aux portes qu'ils prochalna

regret pour certains, m traversé en après les pressions exercées par mouvements écologistes fle du 7 janvier). L'ultime tentative de la discolor m course in rajouter un spépour éviter - concurn'aient plus que 100 kilomètres chronométrés 🕯 🖦 au quatre iours, a échoué. La Malani aurait 🕮 approuvée à l'unanimité par les managers des grandes équipes. Or ceux qui mun en passe de gagner la premier Paris-Syrte-Le Cap n'avaient aucuna Man m s'imposer un risque supplémentaire.

GÉRARD ALBOUY

CLASSEMENT

Lobito-Namib irm, 🛌 🔟 chronométrés)

- 1. Vatanen-Berglund (Fin.-Suè., Citroen ZX), 28 min 2 s; 2. Lartigue-Destaillats (Fra., Tale ZX), I s: 3. Witsubishi Pajero). 🛚 2 min 🔳 s; 4. Auriol-Monnet (Fra., Minsubishi Pajero), à 2 min 34 s; 5. Servia-Puig (Esp., Lada), à 4 min 🛚 s.

Motos, - 1. Orioli (Ita., Cagiva), 1 h 37 min 🛂 s ; 2. 🏎 🚾 (ha., Ĝilera), à 6 s; 3. Trolli (Ita., Cagiva), à 31 s; 4. Charbonnel (Fra., Suzuki), 1 50 s; 5. (Fra., Yamaha), à 1 min 🛚 s.

Classements généraux

Autos. - 1. Auriol-Monnet, III h 18 s.: 2. Weber-Hiemer, 1 10 min I s; 3. nozuka-Magne (Jap-Fra, Mitsubishi Pajero), 1 23 min 57 s; 4. Waldegard-Gallager (Suè-GB, Citroen ZX), li i h 📰 min 30 s; 5. Vatanen-Berglund, à 2 h 40 min 29 🗈

Fra. Yamaha), 47 h 58 min 50 s; 2. LaPorte (EU, Cagiva), i min 47 s; 3. (Esp. Cagiva), à 41 min 33 s; 4. Illianie (Fra, Cagiva), I III min III s; 5. Picard, I 1 h 18 min 48 s.

DÉFENSE

Paris et Berlin lancent en coopération deux nouveaux programmes d'armement

d'un système de surveillance à base d'avions de reconnaissance et. d'autre part, d'un missile antinavires vitesse supersonique. Si le premier de 📰 accords reste, pour la France, conditionné 🛮 l'approbation par Parlement de la pro-chaine programmation militaire, le un protocole définitive-ment conclu. Ces accords (il s'agit ■ qu'on appelle ■ memoran-dums of understanding ■ MOU) ■ été signés ■ la fin ■ l'année dernière, mais leur contenu n'a 📹 révélé que le jeudi 9 janvier, proche du ministère français de 🗎 défense.

Le premier protocole se la conception du système 🔳 surveillance, dit Brevel, I base d'avions légers III furtifs III pilote, équipés de caméras infra-drones améri-cains. Ces engins opèrent au-dessus inchamp i bataille, sur le kilomètres de côté, ils transmettent leurs données au sol, en temps réel, grâce à imi liaisons protégées du brouillage adverse.

Le Brevel = conçu = coopération franco-allemande, par le groupe Matra société un (filiale de Messerschmitt-Bolkow-

La France I l'Allemagne ont conclu deux protocoles d'accord pour la mise I l'étude, d'une part, sation du Brevet a été évalué à 1,8 milliard de francs pour les deux partenaires. Le MOU signé officiellement le 19 décembre 1991 prévoit néanmoins, selon la déléga-tion générale pour l'armement, une ehain, de façon I permettre au Parlement français d'approuver le pro-jet dans le cadre de la programmation militaire 1993-1997 que le gouvernement s'est engagé I lui présenter III prin-temps. Le second MOU, considéré comme ferme, a été conclu le 24 décembre : il le landu programme ANS d'un missile antinavires vitesse supersonique, qui devrait succéder l l'Exocet. Il s'agit d'un missile capable, depuis un avion, un navire ou un batterie côtière, d'atteindre par guidage automatique une cible à 200 kilomètres de distance. D'un coût estimé | environ 2,5 milliards de francs, le développement ■ l'in-dustrialisation du missile ANS financés deux Etats impliqués et, sur leurs fonds propres, par français Aéros-patiale la société allemande MBB, hauteur 25 pour cha-

L'Allemagne se déclare à nouveau intéressée par le Rafale français

projet coûteux d'avion il européen EFA, étudie plusieurs solutions et, en particulier, celle du allemande début du prochain, selon l'ministre allemand
la M. Stoltenberg.
L'Allemagne développe depuis l'Espagne le projet d'un avion combat baptisé Eu Fighting Aircraft (EFA su encore Eurofighter). De nombreux partis conisent de ne pas construire l'avion. i le coût total est dans à quel-

Le gouvernement allemand, I la drait une décision me l'anrecherche d'une alternative L was née, mais la plupart des experts, outre-Rhin, estiment que l'EFA dėja condamnė.

« Nous étudions encore www fois l'avion français Rafale. La peut en discuter sur le plan militaire. La guestion est simplyment savoir s'il est meilleur marché v, a M. memberg. «Nous étudions sans restric-les toutes les options», a ajouté le ministre. L'Allemagne, qui a l'alle de quelque. Mig-29 de conception soviétique après son unification, étudie, par exemple, l'acquisition de F-18 américains et M JAS-Gripen suédois, aussi l'hypothèse que 181 de ne remplacer en fin de compte ses Tomado équipant actuel-gouvernement n indiqué qu'il pren-

L'Européenne de Banque

RATIONALISE SA GAMME DE FCP

L'entrée de L'EUROPÉENNE DE BANQUE dans le grant BAR-CLAYS et l'évolution récente il concurrentiel et réglementaire amené L'EUROPÉENNE M BANQUE et sa ILLL LAFFITTE III TION, société 🖮 gestion 🖦 FCP, 🖹 aménager leur gamme d'OPCVM.

Designation de la cadre. Designation ci-dessous un été établis sous seing privé, le 💵 décembre 1991, par 🖮 sociétés LAFFITTE GESTION et COMINGESTION (groupe BARCLAYS) = soumis | l'agrément La Comission opérations de Bourse.

- I. Absorption le 23-03-1992 im FCP RHONE-AVENIR et AVENIR TECHNOLOGIE par le FCP CAPITAL AVENIR, qui prendra la
- dénomination nouvelle MARCHÉ. Absorption le 30-03-1992 du FCP OBLIGATIONS COURT TERME 3 par le FCP OBLIGATIONS COURT TERME 4, qui prendra dénomination nouvelle BARCLAYS MONETRÉSOR.
- Absorption le 13-04-1992 du FCP FRANCE-EXPANSION = FCP FRANCE-AVENIR, qui prendra la dénomination nouvelle BAR-CLAYS ACTION FRANCE. Absorption ie 13-04-1992 Im FCP OBLIGATIONS COURT TERME ■ OBLIGATIONS COURT TERME 2 par ■ FCP OBLIPLACE-

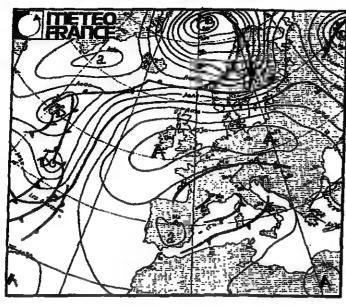
Ces opérations il l'usion s'inscrivent dans um stratégie de rationalisation devant permettre. 🛌 le regroupement d'actifs, notamment, d'obtenir de meilleures conditions 🖿 gestion 💷 d'accès aux marchés, au bénéfice des porteurs de parts ** femile concernés. Ces derniers ** informés individuellement modalités pratiques im opérations modalités pratiques im opérations concernant m disposent d'un délai de 3 mois pour obtenir, sans frais, le leurs

MENT, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAY OBLI-

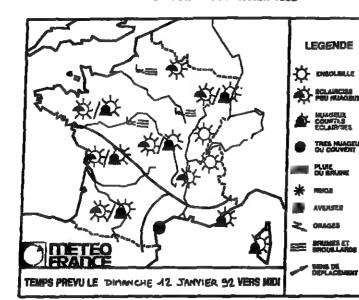
Les traités 🛍 🔝 ont été déposés au Greffe du Tribunal 🖿 Commerce Paris peuvent être obtenus | les Miller signalétiques | londs absorbants auprès de L'EUROPÉENNE IM BANQUE, 21. . Laffitte. PARIS.

LAFFTITE GESTION - L'EUROPÉENNE DE BANQUE





PRÉVISIONS POUR LE 12 JANVIER 1992



Dimanche : maussade danii in Midi, besu et freis silieurs. Im

Le reste de la France sera de nouvetu soumis à un régime anticyclonique d'hiver, c'est-à-dire brumes et broui-lards matinaux sulvis d'éclaircles dans la journée. Les brouillards pouriont se montrer tenaces dans les valles les plus encalesées tendis que la saleil brisiera sans pertage toute la journée sur

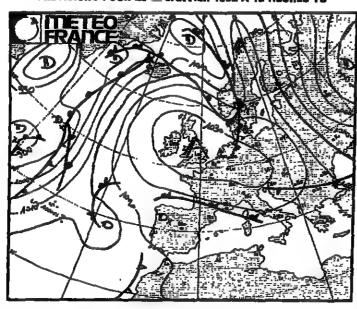
Les nuages per le man per le man cours d'après-midt le long des fron-

Le nare d'est meun rittellette in Les générales ront l'ensemble du set n'épargneront que il fittoral. La thermomètre para descendre jusqu'à - 6 degrés dans la plaine d'Alsece et dans certaines valdes 🚐 et du 🗀 💳

LEGENDE

Les maxima s'étageront graduellement de degrés à 5 degrés sur la Nord-Est à 8 degrés à 9 degrés sur la Sud-Ouest. Le pourtour méditerranéen le règle en bénéficiant d'un thermomètre qui dépassera les 10 degrés, voire atteindra les

PRÉVISIONS POUR LE MI JANVIER 1992 À 12 HEURES TU



Valeurs extrêm	maxima - minima es relevées entre et le 11-1-1992 à 6 heures TU	et temps observé . je 11-1-92
AJACCIO 15 4 BIABERTZ 10 4 BOURGES 7 2 D BRIST 7 5 C CAEN 7 6 C CAEN 7 6 C CHERBOURG 5 - CLEMONT-FR 1 B DIJON 7 1 D ULMOGES 6 1 B LIMOGES 6 1 B LIMOGES 6 2 D UYON 7 1 D WARSEILLE 10 5 B NANTES 8 4 P NICE 15 6 0 PARIS-MONTS 8 5 C PERPIGNAM II C ST-ETIENNE 1 C	TOULOUSE 7 2 C TOURS 8 6 C FORTEAPTRE 22 D ETRANGER ALGER 18 5 D ASSTERDAM 5 - 4 D ASSTERDAM 5 1 22 N BARCELONE 13 2 D BELGRADE 9 1 U BERLIN 2 D BELGRADE 4 2 D ARAR 25 20 D DARAR 25 20 D DARAR 25 20 D DELHI COPENHAGUE 4 - 2 D DARAR 17 6 N CENEVE 5 3 C HONGKONG 17 6 N GENEVE 5 3 C HONGKONG 17 7 N JÉRISALEM 9 1 D JERBALEM 9 1 D LISBONNE 13 6 N LONDRES 7 0 D	LIXEMBOURG. 5 1 C MADRID. 9 - 2 D MARRAKECH. 19 6 D MEXICO. 22 - C MILAN. 6 3 8 MONTRÉAL. 6 - 8 N MOSCOU 7 - 13 - NAUROSI 7 - 13 - NAUROSI 2 - C PALMA DE-HAJ. 15 0 D PÉRIN. 5 - 4 III RIO DE-LANERO ROME. 16 5 D SNOGAPOUR. 32 24 D STOCKHOLM. 1 I N SYDNEY TORYO. 11 3 D TUNIS. 19 5 D VARSOVIE 6 - C VENISE. 9 4 C
A B C ciel couver	Ciel ciel ciel crage	P T # seige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour France : heure légale 2 en il ; heure légale moins I heure en hiver. (Document 📟 uvec 🗉 support technique spécial 🖃 la Météorologie nationale.)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification d symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; a Film à évite © On peut voir ; » » Ne pas manquer ; » » « Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 11 janvier

TF 1

20.45 Variétés : 22.35 ➤ Magazine : Ushuala. 23.45 Magazine : Formule sport.

1.10 Journal et Météo.

20.50 Magazine: La Nuit des 22.30 Magazine : Double jeu.

FR 3

--- De 20.00 | 1.05 La Sept ---

CANAL PLUS 20.35 Téléfilm | Une femme 22.00 Les Nuis... l'émission, 22.50 Flash d'informations. 23.00 Sport | Boxe.

0.01 Le Journal du cinéma. 0.05 Cinéma : Le Beau-Père.

LA 5

20.45 Série : Perry Mason. 22.25 Magazine : Cîné Cînq. 22,40 Sport : Patinage artisti-

M6

20.40 Téléfilm : L'Idole au grand cosur. 22,20 Téléflim:

0.00 Musique : Flashback.

23.40 Journal de la nuit.

d'informations LA SEPT

Six minutes

21.00 Documentaine: Wadi. Le Courrier des téléspec

32-40 Echi 3. 23.05 Elvire Jouvet 40.

Dimanche 12 janvier

TF 1

13.20 Série : Hooker. 14.16 Série : Rick Hunter, inspecteur choe. 15.10 Série : Columbo. 16.65 Sport : Football. Auxerre-Bayern de Mu en direct d'Auxerre.

18.50 Loto sportif. 18.55 Magazine i 7 sur 7. invitë : Edouard Belledur.

20.00 Journal, Météo et Taple vert. Cinéma : Un pont trop loin. ■

23.30 Magazine i Cine dimanche. 23.35 Chema : La Brute. □ 1.20 Journal et Météo.

13.20 Dimanche Martin La 15.50). 14.65 Série : Mac Gyver.

17.20 Jeu : Un mot pour les (et à 18.15, 22.50). 17.30 Do Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. 18.20 1. 2. 3. Théâtre.

19.20 La Journal olympique.
19.30 Série : Maguy.
19.59 Journal, Journal du trot et Météo.
20.45 Cinéma : L'Homme

22.55 Superior Libraries au pistolet d'or.
Magazine :
Bouillon de culture, invité :

0.15 Documentaire : Roule, routier l

FR 3

13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre. Magazine : Faut pas rêver.

14.45 Magazine : Sports 3 dimenoi 17.15 C'est Luio i 18.15 Magazine :

A vos amount 19.00 Le 19-20 de l'information. Grand témoin Richard Berry. De 19.12 à 19.35, le journal de la région. 20.05 Les Fables géométriques. 20.10 Série : Benny Hill. 20.45 Circuse :

20.45 Cirque : Les Grands Cirques du monde en Amérique latine.

gazine : Le Divan. Invitée : Maria Casarès nière partie). 22.25 Journal et Météo. 22.40 Histoire de voir.

22.45 ▶ Cinéma : 0.20 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS 14.00 Téléfilm : L'Irlandaise. 15.25 Magazine : 24 Heures.

16.15 Magazine : Exploits 2. 16.30 Documentaire : Océans en péril. 17.00 Les Nuis... l'émission. 17.56 Le Journal du cinéma. 18.00 Cinéma : Phoenbu D En clair jusqu'à 20,30 -

19.00 Flash d'informations.
19.15 Ça cartoon.
10.10 Dis Jérôme ...?
20.26 Magazine :
L'Equipe du dimanche.
20.30 Cinéma : Milena. □
22.45 Flash d'Informations.
22.50 L'Equipe du dimanche.

LA 5

DAME DAVE: Time qu'il y aure des

14.15 Série : L'Homme de l'Atlantide. 15.05 Série : Capitaine Furillo. 16.00 Série : Simon et Simon. Spécial drôles : Illustration toires.

18.10 Reliye : Paris-Le Cap. 18.35 Série : L'enfer du devoir. 19.25 Spécial Roucesseries. 20.00 Journal.

20.00 Journal.
20.25 Railye : Paris-Le Cap.
20.35 Météo.
20.46 Cinéma : Le Beience. #
22.35 Magazine : Reporters.
23.30 Magazine : Top chrono.
23.56 Railye : Familia Cap.
0,20 Journal de la nuit.

M6

Tonnerre mécanique. 19.00 Série : 19.54 Minutes du paradis.

tions.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Téléfilm : Le vol 007 ne répond plus.
Magazine : Culturs pub.
22.46 Cinéma : L'Amant de Ledy Chatterley.

LA SEPT

14.05 Théâtre : Arlequin. maîtres, 16.05 Documentaire : Raymond

Abelfio. Téléfilm : 17.10 18.05 Documentaire : La Carrese. 19.00

Mario Merz. 19.45 Documentaire : Philippe Favier.
20.00 Jean Table au fil

ses films. 20.25 Le Courrier des téléspectateurs.
Cinéma : Toto, Peppino e la mala femmina.

Le Dessous

22.40 Cinéma : Gribouille.

0.05 Courts-métrages.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements 1 46-62-72-67

CARNET DU Monde

<u>Naissances</u>

Sylvie et Jean-Christophe

Charlotte, 📕 Jugdi 🛘 janvier 🗚 🖺

Sylvic et Jean-Christophe Baratault-Narbey, 78, rue de République, \$6000 Rouen.

<u>Décès</u> - Nous apprenons le décès de la

Josée 🖷 CHAMBRUN (Filie unique de Pierre Laval, Josés de Cham

Le groupe ESSEC

M° Gilbert OLIVIER, directeur général du groupe ESSEL de 1959 à 1980.

Les obsèques cut III célébrées il

de Passy.

Ná à Paris le 13 mai 1914, M. Oil-M. Olivier y a poursuivi ses le de droit jusqu'à l'obtention de grade de

il est, en outre, diplèmé de l'Ecole
lime des sciences politiques et du Centre de perfectionnement par l'administration des affaires de la de de
commerce de Paris.

Inscrit au barreau de Paris en 1937,
M. Olivier a été successivement socrétaire de la mandament de l'ordre.
Paralièlement à son activité d'au M. Olivier est desseu en 1954 profis-

M. Olivier est devenu en 1954, profes-mer de trait de affaires I l'Estate (École supérieure sciences économiques et commerciales) I et il a pris, par la suite, la deserment en 1959, épopar la suite, la description en 1959, époque il la lacette école il a l'encore altuée 21, rue d'Assas, dans les locaux de l'institut d'Assas, de Paris.
L'apuis 1973, année de l'installation de l'ESSEC dans la lacette de l'essec dans la lacette de l'essec dans différentes directions.

economiques et commerciales (1 SS) le la tre de Les ESSEC et LSSEC d'études de recherche commerce Talland (EPS)

agroalimentaire (IGIA). – a conduit M. Olivier à cesser le pratique du droit pour se consacrer exclusivement I indirection générale du groupe.

Officier il la Légion d'honneur, in la character de la Légion d'honneur, in la character du la sportif pour avoir présidé, pendant dix ans, la Fédération sportive et culturelle de France, commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand; il fut président du Rotary Club de Paris (1979-1980).

- M. et M. André Sansoy, M. Patrick Sansoy, M. Patrick Sansoy, Nathalie et Didier Bemard et leurs filles, Catherine et Phillippe Gulony

et leur fils, M. Jean-Marie Vauthelin, Les familles Bée, Franc, Ses amis médeclas qui l'ont

accompagnec, ont la douleur de fuire part du décès du Nicole SANSOY.

survenu à Paris, le 10 janvier 🌃 👢

M Couronnes. Décès de l'écrivain

Yves Dangerfield

L'écrivain Yves Dangerfield est mort dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 janvier à Paris des suites du sida. Il était âgé de vingt-neuf (nos dernières éditions du 11 janvier).

C'est en 1980, à dix-huit ans fait une remarquée avec les Petites Sirènes, l'histoire amours d'une gamine de quatorze ans avec un homme mûr qu'elle subans avec un homme mir qu'elle subjugue et protège. Le roman avait été adapté pour le cinéma par Roger Andricut. Un deuxième roman, paruen 1984, la Chambre d'ami, avait connu un moindre succès, mais avait été adapté pour la télévision. Yves Dangerfield s'était tu pendant sept aus avant de raconter dans la Maison d'Esther l'histoire de ces fillettes pauvres de la grande noblesse réurité à l'école de Saint-Cyr par Metaintenon. Ses trois livres ont publiés chez Grasset.

RELIGIONS

Démission de Mgr Michel Mon-désert, érêque auxillaire de Grenoble.

Le pape a accepté, samedi 11 jan-vier, la démission de Mgr Michel Mondésert, évêque auxiliaire de Gre-poble demis 1071 avii le 5 dégennoble depuis 1971, qui, le 5 décem-bre 1991, avait atteint la limite d'âge de 1991, avant attents la minte u age de soizante-quinze ans. Il était parti-culièrement chargé, par les évêques de Lyon, Saint-Etjenne et Grenoble, de la zone de Vienne (Isère).

Le Seigneur a appelé à rejoindre la Maison du Père, dans sa quatre-vinga-quatrième année,

a 🚅 suis 🖿 🚛 🎉 vērītē et 🔳

Louis TERRENOIRE, Louis 1 EMRENCIARE,
commandeur de la Légion d'honneur
croix de guerre 1939-1945 avec paime
médaillé de la Résistance (r),
grand officier du Mérite
de la République fédérale d'Allemagn
ancien ministre du général de Gaulle
membre honoraire du Parlement,
ancien déporté à Dachau-Kemptea,

De la part de M= Louis Terrencire, on épouse, François et Dominique, Alain et Edith, Marie-Odile, Isabelle,

Marie-Odie, Isaocie,
ses enfants,
Stéphane et Catherine,
Guillaume, Alexandre, Raphaël, Laurent, Jean, Sophie, Charlotte, Jeanne,
ses petits-enfants,
Du Père André Terrenoire, S.J.,

son frère, Mario-Louise Terresoire, Sœur Marie Gay,

Geneviève Nosny, Odile Cadiot, Camille et Marie-José Gay, ses bean-frère et belles-sœurs. Fatima Serraj,

Ses neveux et nièces, Des familles Terresoire, Jaco Michaud, Gay, Bunel, Cadiot, Oriuc,

Um starioù sera denne m l'èslis de l'inhumetion

- La Fédération nationale déportés internés

(FNDIRP) le regret de les une du déchs de M. Louis TERRENOIRE,

M. Losis TERRENOIRE,
membre al la présidence de la
FNDIRP,
déporté résistant à Dechan
(kommando de Kempten-Kotern),
ancien ministre du général de Gauile,
commandeur de la Légion d'honneur,
rosette de la Résistance.

Ses obseques auront lieu mardi. 14 janvier 19-a, à 10 h 30, m l'église Notre-Dame d'Auteuil, 2, place d'Au-teuil, Paris-16-, mêtre Eglise-d'Auteuil.

FNDIRP,

10, rue Leroux, 75116

(Le Monde du 11 janvier.) **Anniversaires**

- Le 11 Janvier 1986 Roger HAGNAUER Piagonia »,

de la Maison d'enfants de Sèvres, militant syndicaliste,

YYORIGE HAGNAUER, de la Maison des enfants de Sivres décédés le 1= novembra 1985.

Que tous les auciens et amis se sou-- fly s un an, le it janvier [iii]

Justin LAURENS,

Une pensée de la course de la course qui l'ont connu, apprécié et aimé. <u>Avis de messe</u>

- Li 20 annual 1991, b R.P. Jeen HARANG

Une messe réunira le dimanche 19 janvier 1992, à 18 heures, en l'église Saint-Cloud, place du Général-de-Gaulle, tous ceux qui l'ont

Communications diverses

- Dans le cadre d'une série de conférences sur le thème : « De Gaulle l'Europe (1940-1969) », organisées l'Institut Charles-de-Gaulle, M. Buria M. Roziera, M. butin kozzers.
France, traitera e la période
1940-1946, mardi 14 janvier 18 ii 31 5, rue Solferino, Paris-7.
Les matters sur ce sujet poursuivront chaque mardi juaqu'au 31 man inclus. R gnements au

CARNET DU MONDE Tarif: la ligne FLT. Toutes rebrienes _____ 92 F Abounés et actionnaires __ 80 F ticut, diverses

THE RESERVE OF THE PARTY OF

8年2年第二

in mental year

Market Carlos

But the same a second

Burney on

March States

se super

en allegar mengerim i

Species Const

Er Stan

The second

Acres.

MARKET T

A Company of the Company

Emilyphian for a

2004 A 434 91 C C C

Street of the second

建工程主义

103

Georgia at alle in

100 - 100 March 110

in a rate of the

garde Not See

Assessment of the second of th

the second

LABOUR / VI

Antique (After 1981)

The same of

Wife days !

* **

THE STATE OF THE S

A Comment

新星 病 一

The state of the s

BAR POPP STORY

and the same

والقامات إقطع والمقراطي

Le génie des alpages

Consécration parisienne d'un talent singulier

STEPHAN EICHER

« Quand je suis passé à l'Olympia pour la première fois, on avait fermé le balcon, qu'il n'y pas assez monde. J'avais trouré une petite photo de Trênet à l'Olympia sur scène, avec son cha-peau, le public tout près de lui. Avant le concert, je l'ai pasée par Avant le concert, je l'al posèe par terre et j'ai fait des pompes au des-sus en disant « tu peux le faire, tu peux le faire ». Cette fois, j'ai fait trente concerts en Suisse au lieu des

... Et rem. l'Olympia trois soirs de suite. Stephan Eicher, chanteur polyglotte (français, allemand, anglais, bernois) le Paris, jusqu'au 12 janvier l'allemand, anglais, bernois) le 12 févre prochain. Après des années de célébrité discrète entre-coupée de tubes mineurs (Comblen de temps, Two People In Al Room...). cette tournée est celle du Room...), cette tournée est celle du succès de masse, des disques d'or, des classements à un chiffre dans les tops 50 ou albums. Engelberg. les tops 50 ou albums. Engelberg, à le beau disque enregistre sur la scène d'un casino d'alpage a fait à toute la différence. « Quand j'ai reçu les paroles de Déjeuner en paix (signées Philippe Djian), que le les ai mises avec de la musique, raconte Eicher, dans l'après-midi qui précède le premier concert à l'Olympia, le savais que ca prurali l'Olympia, je savais que ça pourrait plaire, que ce serait du travail en plus, des télévisions, des interviews. C'était comme Combien de temps que je ne voulais pas mettre sur l'album, à cause du travail que cette chanson me donnerail.»

Stephan Eicher est à ce moment Stephan Eicher est à ce moment magique où il contemple : « Pendant six ou sept ans, j'ai invaillé pour chaque concert, pendant heure et demie, ajin que les gens passent une bonne sortée. L'à, ils sont tout excités. Quand j'arrive scène, ils ont dijà passé une bonne soirée. C'est pour ça que j'ai décidé d'être un peu dur. Pas d'ami comme toi est la troislème chanson. Déieunec-en paix, la sixtème.



Le soir vun l' «Bichermania» Olympia. Cris suraigus, blanchies par une émotion extrême, les fidèles de la première heure s'affligement de voir leur rocker suisse traité comme Hard H. H. Stophan Eicher, M. an pecheur M. Stophan Eicher, M. an pecheur M. Stophan Eicher, M. an pecheur M. apocalyptique M. Déjeuner palx, Midway M. bol. M. au M.

Délibérément, consciencieuse ment, Eicher a ferré une salle secouée par les l'accompagne franco-ellemand qui l'accompagne peut se faire très méchant), a fall valoir - A guitare ecoustique, sur un tabouret, il su mis s chanter, I parler simplement, drôlement, comme si limim ces histoires de clips et la la restées à la porte. Après la

acoustique, l'électricité a été rétablie un peu plus tard et le concert s'est magnifiquement déglingué en jam session approximative, avec invités attendus - le batteur Manu Katché, qui joue Engelberg invraisemblables, vingt-deux sonplus de le que l'émi Goode at Thin To IN Wild en rappel, pour l'alle des iennes générations, un finale, juste avant le couvre-feu, qu'il serait dommage de rater : une belle idée, rare, qui impose de rester jusqu'à la dernière du rappel.

▶ Lm 11, 12 janvier à l'Olympla, 20 Le 14, Long-la-Ville, Elea Triolet. Le 15, Stresbourg, Paleis Fêtes. Le 16, Besançon, Palais IIII

THOMAS SOTINEL

DESIGN

2 - 1555

1.5

100

2000

7. 1 Sept. 38-44.

a France entre deux chaises

Mille exposants réunis au Salon du meuble & la Porte de Versailles

la la la marie, plus l'a orientalisme » III nordique » de mille exposants, trente représentés : impressionnen les du la du la du la company qui a ouvert à la Porte de Versailles dans le cadre de la Semaine profession-nelle de l'équipement et de la déco-ration. 180 000 visiteurs Si la producmerché de 40.3 milliards de france, - lei derniers dalline mantmen que in secteur i i après quatre années : on une baisse en valeur de la consommation de près de 5 % pour in premiers mois in limit

I'UNIFA (Union nationale industries françaises la Pammeublement), le Club in inclusione (soixante-trois adhérents) présente min à vivre»

l'a orientalisme » nordique s'appelle « Indian Summer »). Le son cortège de bois « authenti(bois sablé, écorcé, noué), son « esprit bûcheron » une guéridon, dite el sourire», « apparente pauvreté », finitions raphia, paille, corde (hall 3). C'est au hall 7 are la matter contempotut du marie de l'action italien), en commende and in profesdu (Assaredo), a donné un architecte, Austria Citterio, pur pré-ter sous le Chiefs et projets », une militaire de l'immedi non signés toutes les gloires du la national, Gio Ponti à Achille Castiglioni et

Plus loin, le brouhaha des noms français, ou a de quoi impressionner. Richard Peduzzi signe une collection 🖿 range-disques laser, élégamment baptisée : Jean-Charles J Castelbajac, un canapé

EN BREF Premier Festival de l'andiorisses

da MIDEM. —

tional disque de l'édition (MIDEM) accueillera, du 18 au 20 janvier, premier Festi-val l'audiovisuel musical, manirandovisne musical, mani-festation co-organisée par le MIDEM à SACEM. Un jury, présidé par le réalisateur britanni-que Kan Russell, devra choisir parmi cinquante-quatre œuvres (films, documentaires, compilations di vidéo-clips, concernant musicaux) meil-leurs représentants caté-gorie, auxquels de Croisettex.

victoires — anx septièmes Victoires — Patrick Bruel a été nommé dans — catégories (artiste-interpréte, perfornée, pour *Qui a le le le pour les septiemes Victoires de la musique* qui seront proclamées 🖿 l= février. Vingt-cinq Victor seront unit tions on la présence la Yannick Noah côtés Nikla Frank du image et à s'adapter aux ex batteur Katché. Leurs du petit écran. - (Corresp.)

logues féminines sont Amina, Jil Caplan, Enzo Enzo et Sara Mandiano. In artistes-interprètes masculins sont François Feldman, et Walliam Sheller. Chez la femmes. Mylène Farmer, III Foly, Jane Birkin

D Mort du metteur im scène danois

Bent Christensen. - Le producteur et cinéaste Bent Christensen est décédé cette semaine, à l'âge de soixante-deux ans, après une brève maladie. Il fut une figure impor-tante du cinéma danois des décennies 60 et 70, durant lesquelles il avait réalisé un nombre important d'œuvres diverses à succès, et produit des comédies légères (Harry et son vales de chambre, la Bande des aspirateurs) à des films plus enga-gés socialement (Week-end. Dilemme, tiré d'un de Nadine Gordimer). Le Parti démocrate, dont il était très proche, l'avait choisi conseiller pour aider ses responsables à soigner ou à modifier leur image et à s'adapter aux exigences

éc par la bureau de laci Lang (par un effet in loupe, on aperçoit au fond de plateau le de la Joconde); Illinia Duc a réalisé una console, « la Belle» et la psyché « la Bête» en hommage à Cocleau; Garouste et Bonetti livrent un un sang froid» aussi imposant qu'un flip-per l la différence que celui-ci l'ar hait qu'en huit exemplaires.

Le mari de VIA (Valorisation de l'innovation l'an l'ammeublement) présente, sous le titre «L'âge de cristal », plus d'une centaine de meubles - la plupart sont des pro-totypes. Il y a des trouvailles : un tabouret organique, mollasson, de (vendu *** une brosse), une table plateau ** résine (Jean-François Freyning), une bibliothèque I cordage de Yamo, beaucoup de petits meubles, guéridons capeline, cabi-nets secrets à tiroirs grands comme pas mai d'effets de tissus (un dres-sing de nomade chic, hélas intransportable) et d'effets tout court.

Mais, dans l'easemble, rares sont cenx qui tentent de répondre avec esprit et simplicité à des problèmes concrets d'utilisation. Comme Philippe Stark, qui redesigne les portes pliantes Kazed, leader du marché. ou Pascal Mourgue, avec sa chaise «Tutti Frutti », ludique et fonctionnelle (Sermob) ou eacore Sacha Ketoss avec sa table, hommage sans doute à celle de Le Corbusier

Il pourrait bien émaner de ce salon un léger parfum de déca-dence XIX° telle que la définissait en 1949 le designer Carlo Mollino : «Le gola part dans toutes les directions comme l'aiguille d'une bous-sole s'affole à l'approche du pôle qui, dans le cas qui nous intéresse, ne sera jamais atteint. ».

LAURENCE BENAÎM > Salon du mauble. Parc des expositions de la porte de Ver-sailles. Jusqu'au 14 janvier, de 9 h 30 à 19 heures. Samedi 11 janvier : journée portes ouvertes au public. THÉATRE

La polémique autour de la pièce de Bernard-Marie Koltès

«Roberto Zucco» sera jouée à Paris

Myles Zucco, sera bien jouéa à Paris à partir du 5 liverer, L'annulation à Université béry Mi représentations M cette pièce, inspirée 🕍 la 🕌 du tueur Roberto Succo (le Monde du 9 janvier), puis la publication dans call a point de vuen de la Planchon, codirecteur du TNP de Villeurbanne M coproducteur. durantari in maire M Paris, M. Jacques Chinc de ... interdire im représentations. suscité III nombreuses artistiques. Nam publions la disration de la Middle de Paris ainsi que des fettres de M. Ward Violette, directeur Théâtre de la Ville, al de M. Louis Besson, millim (PS) de

diess il techniciens qui participent à il tournée il full la Zucco protestent contre la décision de Louis Beason, maire (PS) de Chambéry, de m protéger les représentations » : « Nous main main ins brutalement mis en demeure

Chambéry, mis en num dans

le tratte de Roger Manufact.

la pièce de la pas jouer, de ne pas exercer la travail de la fait travail
grave. Le jait
grave. Le artisans de spectacle
n'ont fait d'autre donforme verbe d'un poètes
dramatiques les plus
siècle, l'un de gui qui
tionnent mysières et l'event
lièvres de hypocrisies. C'est
pourauoi il est scandaleusement pourquoi il est scandaleusement douloureux qu'à notre conscien-cieuse recherche soit opposée la douleur de celles 🖪 👊 qui croient voir dans ouvrage relation directe leur malheur ou, pis, l'apologie d'un qui fut objecti-de leur peine société 🔳 puni.

e Mais, au delà de défense, Il au aujourd'hui que le public de théatre a les citoyens de vs vs et pour la vie et la qualité de notre

s'élèvent aussi. Le une le ration commune rédigée par M. has Ralite, men in rfait grave Qu'une pièce de théâtre, dit l'esprit, au choisi peu sujet peindre la vie et la mort d'un criminel, voire d'un « tueur » déclaré, au un de droits les plus imprescrip-tibles depuis de origines. «Toutes les vérités de recevables en poésic», a 🚾 Corneille, qui 📰 s'en 🚃 pas privė. Il n'y a donc aucune raison légitime qu'une personne privée, lobby particulier, ni association quelconque puisse s'y opposer dans un Etat de droit, un libre, sauj libertė. » droit

Le président du Syndicat national de la critique dramatique, Gilles Costaz. Il écrit au maire de Paris pour lui demander au « laisvivre [...] Nous
prenons le rejet qui,
Chambéry, touchés directement les drames dont s'inspire Bernard-Marie Koltès », écrit Gilles Costaz, qui rappelle que « les critioni 📗 🔳 vu 🕍 pièce r 📟 belle, n'est une injure perni pour arganisme. spectacle serait ressentie véritable régression».

Enfin, la dra-matiques (SACD) indique un communiqué: « Nous avons les raisons de craindre que les tournée 🚃 soumisus 🚃 mêmes pressions. Soucieuse 🔳 💻 🚛 auprès de ses auteurs 🔳 de la défense 🐂 droit moral et de 📓 liberté d'expression, 🖼 SACD demande que soit fait Bernard-Marie

Répliques à Roger Planchon

La déclaration de la Mairie de Paris...

Volci l'essentiel du communi- évantuelles manifestations qu'elle 💄 l'ordre public, 🛍 préfet de qué vendredi 10 janvier susceptible provoquer. police, qui relève de gouvernepar le Marie de Paris :

pièce villes le le Paris n'a per d'ailqui a mul annu- leurs la capacité. Une in la sion dépendrait, en effet, 🛍 Paris a rencontré le de du conseil d'administration du Théâtre was et a direcpleinement informé sur le 🔤 🕳 s'il l'estimait nécessaire, d'intention sans 🕨 🚃 for-

contenu e cette pièce sur en cas de menace ou le mant. »

ref n'y a pre 🍇 station parts qu'il n'y a problème. J'ai le plaisir e confirmer um les représentations de Roberto

Zucco au Théâtre 📺 💷 Ville commenceront bien comme prévu le 5 février 1992. (...) Roger Planchon, directeur 🚛 TNP, se deveit ill réagir man détermination à l'interdiction des deux représentations de Roberto Zucco à Chembéry. Ce qu'il dit per contre sur les représentations 1 / at tout 1 an sur-Ansnerio.

même combat, mais je suis

» En autor cas anni amma

I l'émotion auscitée n'avait pour objet une quelcon-

»M. Jacques Chirac, qui n'est jamais intervenu de quelque soit is programmation d'aucun établissement municipal, s'étonne ou'il all and fait des procès

la lettre du directeur du Théâtre de la Ville...

dramatique, mais la façon in la raconte ren-est soit un un maio, soit we farce. The ne TOTAL DE TOIN, INVESTMENT mum je l'espère, il procès d'intention. Roger Time and a audu que j'étais directeur du The man in Wille. Je profite in m présente pour la lin rappeler.

L'interpellation # Jacques » Je ne veux pas polémiquer ici Chirac pourrait in in in - II avec kil, or nous market at the se se section - # n'avait pour in manage éviobligé ils constater que nous insul in insul de Paris, avons pour 🍱 mener des qui n'e pas 🗪 leçon 🖫 recevoir

sées. Roger Planchon est un 🛔 📠 🛶 🗖 d'expression. Je 🗚 que Roger anchanté d'apprendre va bien, mais je 🚃 🛚 kul 🖬 savoir qu'en ce qui simulant Jacques et moi-même in him iname al restée him

> sil and grand target and and and he parole is the world have being un peu de toutes polémiques, sommas mas breux I avoir envie et ce poète pour il comprendre le monde at les hommes. Rideau) n

> > GÉRARD VIOLETTE

... et celle du maire de Chambéry

Chambéry we évoqués par Roger Planchon pour jusifier son indignation and appel the ter aux emalfaireurs a... Il Chambéry, il y eu I la IIII l'annonce d'un speciacle au nom - à une lettre près - du tueur fou qui avait ensengland la région qua-tre ans auparavant seulement et qui était, héles l'comparé – dans la présentation de la pièce – à un héros de la Bible ou de la mythologie. Et il y eut aussitöt la veuve d'un policier qui, son calui il ses igunes enfants, s'éleva contre ce

»Et enfin II y eut un maire (...) qui, muuruu l'impact 🕮 🖺 provocatrice d'incontestables maladresses, se rangea à côté des victimes et soutint fermement en privé aux respon-

avec dignité - comme une agres-

sion insupportable.

eux seuls, la précision a son importance) que cette program-mation était pour la moins inopportune si près - dans le temps et dans l'espace - des faits évo-qués - n'écartant, c'est vrai, un pressentant una inévitable tension, [] d'une interdiction en avérée. > Odlikaladama (planting jus-

qu'à la mi-novembre en écartant tout contact avec la presse pour ne pas géner la libre réflexion de l'Association de la Maison de la culture, se refusant à recevoir jusqu'à ce jour les victimes, leurs proches comme les syndicats de policiers pour ne pas être accusé d'avoir subi des pressions, tout se développe en dehors de lui comme il l'appréhendait sans pouvoir en convaincre à temps ses seuls interlocuteurs : les responsables de la Maison de la culture... Ce n'est donc en rien

and agitation activiste, im bien all making qui man along e à affrayer | maire | quelques notables de la ville qui. iours www M représentation. Attention that a (...)

Million s'il y illim missi m pesoin, in risques in risques at réels, le maire in Chambéry n'eut en accord avec I Samm du Brasilii de la Million in in Library (...). A chacun m manage de m forges un jugament. Chambéry il n'était possible in na pas tenir compte d'une situation particulière ■ la prenant, a préservé 🎚 📰 initiative - 🔳 donc à son honneur - la d'un inciqui — 🔄 indigne d'elle. >

LOUIS BESSON

Somogy. - Editeur spécialiste du III millions in livres in plus in livre d'art, Aimery Somogy, LAND 129 Action à l'hôpital Ambroise-Paré, Il Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), à 📭 🖷 quatre-vingt-quatorze and a-t-on notamment am livre de

ciaquante Né Hongrie le 1897, il était arrivé France en 1925 m p avait fondé m 1937 wa entreprise, publiant appris auprès proches. A la René, Huyghe les Contemporains.

René, Huyghe les Contemporains.

Puis 1939 celui d'un réfugié uniquement au livre d'art.

Décès la l'éditeur Aimery d'art Somogy, il avait vendu allemand, Hermann Rauschning, qui III vendu 1 213 000 plaires en cinq mois - IIIII d'être interdit par III Allemands. Après III guerre, Aimery Somogy publia notamment Spartacus d'Arthur

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Gaz pas : 19 h. Jérusalem photo : 1 h 30. Comment vous le dire : 22 h. - SIMONE-BERRIAU (42-

08-77-71). Putzi : 17 || 30 || 20 || 45, dim. 15 h. ARCANE (43-38-19-70). L'Arbre 🖦 : 20 8 30. ATALANTE (46-06-11-90).

ATELIER (46-06-49-24). L'Antichambre: II h, 15 III. ATHÈNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). C. Bérard. Mademoiselle

BATEAU-THÉATRE (FACE ME 3. MALAQUAIS) (40-51-84-53).

de style : 19 h, dim. 15 h 30.

La Prose du Transsibérien et de la petite Dick: 20 h 30, dim, 17 h. BERRY (43-57-51-55). | Gynt :

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FIRST (AUDIT, COLBERT) (). III. dent, if as s'en and : M h, dim. 16 h. BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE (42-

38-35-53). L'île des : Entretien d'un philosophe avec la literation de +++ : 20 ■ 30. CAFÉ DE LA LANII (42-78-52-51). The la menthe ou t'es citron : 17 h et 20 h. Les Couloirs de la honte : 12 h.Dim. Fes-

Ilval d'expression artistique : 20h. CARTOUCHERIE EPÉE DE 1011 (48-08-39-74). La vie un un page 11 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIS THÉATRE DE LA

TEMPÈTE (43-28-36-36). Lili II. Quin-: 21 h, dim. III III. (49-95-99-99). PMM Pan: 17 h et 20 h 30, dim. 14 h 15 17 h 16. CANTALL DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-

44-45). Y a-t-il un terminal la salle? : 21 h, dim. 15 h 30. CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Story: 15 li et 🝱 h 📼 CIRC DIAMANTS (45-80-51-31).

parents grande enfants que j'ai eus quand j'étais petit : 1 h 30, dim. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

(47-23-37-21). Pièce montée : 21 h, dim. 15 h 30. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Arlequin December au Latend de Venise: III h, dim. 14 ll L'Epouse pru-dents: 21 h, Let 16 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15).

20 h 30. Salla Richelleu.
Iphigénie: II h.Dim. Le roi

DAUNOU (42-81-69-14). Grand Orchestre du Spiendid : 20 h 46, dim. 16 ii 30. DÉCHARGEURS (TLD) (42-38-00-02).

Le la tentateur : 19 h. Arthur Circus : 21 h. Blaise comme Cendrars : 22 la dim. 16 h 30. DEUX ANES (46-06-10-26). il a' en dédit : 💵 h. dim. 15 h 30 DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47).

EDOUARD-VII BUCHA GUITRY (47-

42-59-92). Décibel : 17 h et 20 h 45, ELDORADO (42-49-80-27). Monsieur Amédés : 18 h et 21 h. ESPACE HERAULT (43-29-86-51). : 20 h

MIRACE MARAIR (48-04-91-55). La MENUN DE PUNC (42-78-48-42). I. Une mouche en novembre

MEURTHE (42-80-05-09). # présent, 1 45. FONTAINE (48-74-74-40). 🝱 🗀 🖦 : 15 h 30 et 20 h 45. GRAND THEATRE WINDLAW (43-20-90-09). Les Bidochons, histoire d'amour : 18 h m 20 h 16. Michel Lagueyrie: 22 h.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-03-39-03). Opéra builes : 12 h 23 h et 12 h 21 h.

PARIS EN VISITES

Exposition & Dieu royaume s, 111 h 30. Bibliothèque nationale, 58, rue (M.-G. Leblanc).

«Les souterraines, découvertes,

Cluny », 11 heures, du de Cluny (P.-Y. Jasiet).

de Cluny (P.-Y. Jasiet).

olace Vosges 'évolution du quartiers, 11 heuras, 14 h 30 et 18 il 30, métro Pont-Marie (Connais-

ance de d'ailleurs),

appartements du peintre nouvellement 2, 14 heures. entrée, 14, rue 11 2, 14

«L'église la Cité, origines la la Cité, origines la Cité, origines la Cité, d'Haussmann »,

14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris eutre-

■ Le langage caché et à double

14 h 30, grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts

«Le palais fantôme des Tuileries » ses jardina 14 h 30, angle quai des Tuileries et pont Royal (Sauvegarde

«Le Val-de-Grace», 14 h 30, num

■ Un hôtel du premier Empire :

Saint-Jacques, devant l'église (A nous deux, Paris).

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Le Plus Pere et Firm : 19 h. Mimi Barthélemy : 11 h 30. Le Talle :

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Lagar : 20 h 30. LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-RANT (42-23-88-83). L'Apocalypse, alsion pauvre : 20 h 30, dim. 17 h.

sion pauvre : 20 h 30, drn. 17 h.

LE PROLOGUE (45-75-33-15).

: 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Théâtre noir. Le prince : U h

La Nuit et le Moment : 20 h. Nous, Théo

Gogh : I h 30.

rouge.

Else : 20 h. MARIE STUART (45-08-17-80). Savage III is h 30. One II is road; III Scene (en anglais jusqu'à

sam.) : 🛂 II. MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). 21 h, dim. 15 h,

MATHURINS (42-65-90-00). Caligula : MATHURINS (PETITS) (42-85-90-00). Charlus: 18 h 30. MÉTAMORPHOSIS (THÉATRE SALON D'ENCHANTEMENTS) (42-

61-33-70). Marchand I 1 : 21 h, MICHEL (42-65-35-02). The Lay Chérie : 17 h 30 et II h 15, dan. 15 h 30. MD (48-79-04-04), Lee Market

: 15 h W h W (43-31-11-99). La Coeur gros : 10 li 11 NOUVEAUTÉS (47-70-52-78). Lumeeux : III III w 21 h 30, dim. 15 h.

ŒUVRE (48-74-42-52). In Manua : 21 h, dem. 15 h. PALAEL DES SPORTS (48-28-40-90). Jésus était son nom : 15 h at 10 h 30, dim. 14 h 17 h 30.

POINT-VIRGULE (42-78-87-03). tave | : 20 h. Lul Q.I. : 21 h 15. Jean-Jacques Venier : II ii 30.Dim. Destroy TV : 20h. III F. II : 21h15. : 22h30.

POTINIÈRE (42-61-44-16). ■ h 30 ■ 20 h 45. dlm. 16 h. RANELAGH (42-88-84-44). L'Illusion comique: 11 h 30, dm. 20 h 30. L'Eve: 21 h, 17 h.
ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Malédiction is familie Guergand :

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin 17 h = 20 h 48, = 16 h. SALLE BRASILIA (GALERIE BRASIL INTER ART (40-46-01-28). Les Bonnes : 20 h 30. SENTIER DES HALLES (42-38-37-27). Je m'plaleante : Paul Adem : 20 H 30.

SHOW-BUS (42-62-36-56).Dim. Show SOUS CHAPITEAU (40-02-81-18).

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). DE-MAI (48-05-67-89), Inch. in Inch.

Les calmans sont des gens comme im THÉATRE MONTORGUEIL (48-52-98-21). On ve faire la cocotte ; On purge

bábá : 20 h 👀 dim. 15 h. THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Le Baron perché : 14 h 30. Mei Gemler. Carton plain : 12 h 14 dim. 15 h. Selle Jean Viler. Merilyn Montreuli : 15 h et 20 h 30. THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Comédies barberes : 11 1 30 et 20 h. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). ILLE: III h 30. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32).

en funne beieß : til h. THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). THÉATRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). Djurdjura (cellule 📥 création) : 16 h.

THÉATRE DE PARIS (48-78-22-00). nam: 18 h et 21 h. THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Para L'Echange : THÉATRE MAMONFORT (45-33-66-70). La Value des toréedors : 20 h = 0, mais 17 h.

l'hôtel Bourrianne, 14 h 58, rue (S. Rojon-Kern).

«Les appar d'Anne d'Auau Louis
XIV. du l'acceptant de l'acceptan

« La Conciergerie », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme cultu-

vre et la la quotidienne a rois la la la culture de la la culture de la

Exp. acquisitions
du département peintures 3,
15 heures, Musée du Louvre, porte
Jaulard (D. Bouchard).

Promenade vieux Montmartre a. 15 heures, métro Lamarck-Caulaincourt (Lutèce-visites).

religion orthodoxe 2, 15 heures, 12, ma Daru (P.-Y. Jasiet).

23, quai de Conti, 14 ± 45 : «Les pouvoirs du Parlement», par P. Da (Académie des sciences

Musée l'Homme, 17, place l'h 30 : «Les mégades morts», par J.P.
Mohen (Muséum national d'histoire

CONFÉRENCES

«Les appartements | Lou-

LUNDI TI JANVIER

III at le Petit galaxies : TOURTOUR (48-87-82-48), 21 Sar et un perdu iz Nativité 19 h, dim. 15 h. Hélas si peu de femmes parmi 🖿 hommes célèbres : 20 🛚 🕅

RÉGION PARISIENNE AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUES-TRE ZINGARO) (48-04-38-48). équestre : 20 h 30, dim. 17 h 30. BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45), La Souverain Fou : 21 h, dim. 16 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉA-

THÉATRE DU SPHINX

TRE) (46-03-60-44). Apporte-mol in lune : 20 h 30, dim. 15 h 31. CHOISY-LE-RO! (THÉATRE PAUL-ELUARD) (48-90-89-79). La Paul-ELUARD) (48-90-90-90). La Paul-E CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (49-Casanova : 20 h 30, dim. 15 h ELANCOURT (LE POLLEN) 82-81). ERMONT (THÉATRE PIERRE-FRES-

NAY) (34-15-09-48). Dim. 📖 👛 🖛 FONTENAY-LE-FLEURY (THÉATRE) (34-60-20-65). Chevallier-Lespalès GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-

26-30). (im. 17 h. THEATRE (48-70-21-55). Le La Damière Nuit III fi. dim. III h. La Damière Nuit III Scorete :

21 h, IIII 17 h. LI COURNEUVE (CENTRE JEAN-HOUDREMONT) (48-36-11-44). J

LONGJUMEAU (THÉATRE ADOLPHE-ADAM) (69-09-40-77). Dim. U puerite : LA h. MAISONS-ALFORT (CENTRE CULTU-REL CHARENTONEAU) (43-96-77-67). Largo Desolato : 20 h 45.

NANTERRE (THÉATRE DES AMAN-DIERS) (48-14-70-00). In made salle. MENTEL INNAME THÉATRE DE LA FERME DU BUISSON) (64-62-77-77).

21 h. RAMBOUILLET (THÉATRE OU NICKELODÉON) (30-41-82-77). 21 h, 16 h. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉA

TRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-67-07-07). dlm. 16 h. TREMBLAY-EN-FRANCE ESPACE

JEAN-ROGER-CAUSSIMON (48-61-09-85), La Marie La : III h 30. VINCENNES (THÉATRE DANIEL-SO-

CINÉMA

LA CINEMATHEUR

PALAIS DE CHAILLOT MILAM DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Queen [4] (1928), The von heim, in h ; (1945, v.o. s.t.f.), Welles, 21 h.

DIMANCHE

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE HIS TO STATE

SAMEDI Hommage is Warner Bros: le Port de l'angoisse (1945, v.o. s.f.f.), Hawks, 14 h ii; Fureur is 1955, v.o. s.f.f.), Ray, 17 h 30; Qu'est-il arrivé ii Baby Jane? (1962, v.o. s.f.f.), Aldrich, III 30

DIMANCHE

Hommage : Cherd'or (1933, s.t.f.), Mervyn L. Roy, 14 i 30 ;
passions (1949, v.o. s.t.f.),
Curtiz, 17 h i Sergent (1941,

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI

Parls Musique: (1982) Fernand Moszkowicz, in (1985) de Hugo Santiago, 14 h 30 ; I V (1933), Pourvu qu'on (1933), Pourvu Pollet, On ne va pas se quitter comme ca (1980) Jean-Louis Comolli, 16 h d : Vingt Tours (1989) de Philippe Truffault et V Gondry, Pierre et Gilles Philippe Truffault, Michel Gondry, toujours (1951) Montazel, 11 h 30 : Musiques de films : Harlem sur Talen (1962) im Jean-Christophe Averty, le Nuit (1958) de Gilles Grangier, in h 30.

DIMANCHE

Paris Musique : Musiques de films Zbig chef d'orchestre (1990) da Pierre Lévy, Challen Zbignew Rybczinsky, 14 h 30; Emerican musicale: Spot Love Pat Revion (1965), ponen, 16 h 30; Musiquas annonce: le d'Agnès Variat, Control (1978) Paul Vecchiali, 18 h 30 ; Jazz Feel Immair ali sters (1987) de Frank Cassanti, Gil Evans et l'orchestre Lumière (1987) 💶 Frank Cassentl,

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRY (A., v.o.) : AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) ce Saint-Michel, 5: (44-07-20-49) 14: (43-20-32-20). AMERIKA, TERRA INCOGNITA (vénévo): Latina, 4: 42-78-47-86).
L'ANNONCE FAITE MARIE (Fr.-Can.): Espace Saint-Michal, M. (44-07-

AY CARMELA ! (Esp., v.o.) : (42-78-47-86). BARTON FINK (A., v.o.) : Epée *** Bois, 5- (43-37-57-47); Sept Pernessiens, 14- (43-20-32-20); 15- (45-54-46-85).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.): Les Turembourg, & (46-33-97-77); Lucernaire, (45-44-57-34).
BERNARD ET BIANCA AU MEDES KANGOUROUS (A., v.f.): Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Montpernesse, 6- (45-74-94-94); LDC Triomphe, 1- (45-74-93-50); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); LC Gobelins, 13- (45-81-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); LC Consumber 15- (45-74-92-40); Sq. 95); Nistral, 14-(45-35-35-34-3); Convention, 15-(45-74-83-40); Wepter II, (45-22-47-94); III Gambetta, (48-36-10-96), Company (48-36-36-36-40); Company (48-36-36-40); Company (48-36-36-40); Company (48-36-40); Company (48-40); Company (48-40); Company (48-40); Company (48-40); Company (48-40); Company (48-40); Comp

COMMITMENTS (Irlendels, v.o.): 5- (43-37-57-47); George V, 8- (45-62-41-46); Grand Pavola, 15- (45-54-46-85).

DUNCE AVEC LES LOUTE (A., V Les Trois Balzac, E (45-61-10-60); v.f.: UGC Opéra, E (45-74-95-40); Sept Parnassiens, 144 (43-20-32-20). DELICATESSEN (Fr.): Ciné Beaubourg, DEVOIS DELICATES COLORS (Fr.)

DEVOIRS DU SOIR (tranien, v.o.) : Utopla, (43-26-84-65). LA DOUBLE UP DE VERONIQUE (Fr. Pol., v.o.): Ep+ the Bois, 1 (43-37-57-47); Reflet 11 the Logos Louis-Jouvet, 1 (43-54-42-34).

PAULUS ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.): La Pagode, 7- (47-05-12-15); Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23).

76-23).
EUROPA (Den.-Su., EE.): Ciné Sesu-bourg, 3- (42-71-52-36); UGC Denton, E (42-25-10-30).
FIÉVEL AU FAR-WEST (A., v.f.): George V, 8 (45-E 1-48); Paramount Opéra, 1 (47-42-56-31); Fauvette, 11 (47-07-55-88); 14-(43-27-84-50); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; 5- 15- (45-32-91-88) ; Pathé Clichy, 18- (45-

22-46-01). FISHER KING (A., v.o.): Gaumont Les Helles, 1* (40-26-12-12) ; George V, 8* (46-82-41-46) ; Geumont

HENRY (Brit., v.o.): Rápublic mas, 11° [1-33); Denfert, 14° [43-21-41-01].
HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.): Utopia, 5° (43-26-84-85); Rápublic Cinémas, 11° (48-05-51-33); Denfert, 14° [48-05-51-33];

21-41-01). L'HOMME QUI PLANTAIT ARBRES (Can.) : Utopia, 5-84-65).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-lt.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); UGC Rotonde, 1- (45-74-94-94); UGC Blar-ritz, 1- (45-62-20-40); UGC Opérs, 9-(45-74-95-40).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lugar-JUSQU'AU BOUT DU MONDE (Fr.-All.-Autr., v.o.): Forum Charl Express, 1• (42-33-42-26); Saint-André-des-Arts 1, 6• (43-26-48-18); George V, 8• (45-52-41-48); Geumont Pamasse, 14• 11-35-30-40).

LUCKY LUKE (A., v.f.): 1 (42-38-145-74-94-94); UGC Normandie, (45-63-16-16); Paramount Opéra, (47-42-

76-10); Paramount Opera, (47-42-66-31); LT Lyon (43-43-61-59); UGC 13- (45-81-94-95); Mistral, 14- (45-33-52-43); LC Convention, 15- (45-74-93-40); Le 20-11; Le 20-11

TH PÈRE CE HÉROS (Fr.): Français, 9: (45-62-20-40); Français, 9: (47-70-33-88); Miramar, 14: (43-20-89-52). LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ

(Jap., v.o.) : Epés de | (43-37-57-47). MIGHT == EARTH (A., v.o.) : Land Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gentront Opera, == (47-42-80-33) ; Le Saint-Geropera, 147-42-60-33; 16 Sami-Germain-des-Prés, 16 de Beauregard, 6- (42-22-87-23); baum i Champs-Eysées, 8- (43-53-04-67); La Bastille, 11- (43-07-48-60); Escurial, 13- (47-07-28-04); Miramar, 14- (43-20-68-68)

89-521. PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : 14 Juillet Par-6- (43-26-58-00) ; 8- (43-59-19-08).

LE PAS SUSPENDU DE LI CIGOGNE (Fr. Gr.-Suis.-It., v.o.) : Beaubourg, 3° (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5° (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8° (43-(43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Unam Montpamasse, (45-44-25-02).

MORTELLES (A., v.o.) : GeuAmbassade, 8- (43-59-19-08) ;
28, 18- (46-06-36-07) ; v.f. : Les

s. 14- (43-27-62-37) PLAINTE DE L'IMPÉRATRICE (AL., v.o.): Bois, 5- (43-37-57-47).

POISON (A., v.o.): 14 Juillet
6- (43-26-58-00). RETTY.WOMAN (A., v.o.) : Cinochea, 6- (46-33-10-82).

PROOF (Austr., v.o.) : Lucernaire, ► (45-44-57-34). Français, F (47-70-33-88); Les Montpernos, 14- (43-27-52-37); Facili Clichy, 18- (45-22-46-01).

LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6- 143-26-58-00) : Cinoches, P (46-33-10-82) ; Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15- (45-54-48-85).

LES FILMS NOUVEAUX

(45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6-

13 (40-01-34-30); NRSUSA, 14-4-33-30; Le Convention, 15-(46-74-93-40); Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96).

HAMLET. Film américain de Franco Zeffreti, v.o.: Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52); Ciné Beaubourg. 3- (42-71-52-36); UGC Odéon. 6- (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées. 8- (45-62-20-40); UGC Gobelins, 13- (45-62-90-40); UGC Gobelins, 13- (45-62-90-40); UGC Gobelins, 13- (45-62-90-40); Vf. Grapanorama, 15- (43-08-50-50); v.f.: Brancolle, 18- (43-62-50-79); Pathé Français, 8- (47-70-33-88); Les Nation, VM (43-43-04-67); Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01).

MÉMOIRE TRAQUÉE. Film co

3-93); Rex, 142-36-

83-93); UGC III. (42-25-10-30); UGC III. (45-62-20-40); UGC Opéra. (45-74-95-40); UGC Lyon Bar. (25-74-33-01-59); Misural, 14- (45-38-82-43); UGC Convention, 14- (45-74-93-40).

V. I. WARSHAWSKI, UM PRIVĖ

EN ESCARPINS, Film

Jeff Kanew, v.o. : Forum H. 1-(45-08-57-57) ; Seint-Ger-

main, 6- (42-22-72-80); Fauta Main main, 6- (42-22-72-80); Fauta Main main-Concorde, 8- (43-59-92-82); v.f.: Paramount Opéra, 8- (47-42-88-31); UGC Gobelins, 19- (45-61-

94-95); Mara 14- (43-20-89-52); Mistral, 14- (45-39-52-43);

HAMLET. Film américain de Fra

AMERICAN FRIENDS. Film britannique de Tristam Powell, v.o.: Gesmont Les Halles, 1• (40-26-12-12); Pathé Impériel, 2• (47-42-72-52); Publicis Champs-Elysées, 14• (47-20-76-23); Gesmont Parnasse, 14• (43-26-20-16-20-20-16-20-16-20-16-20-16-20-16-20-16-20-16-20-16-20-20-16-20-20

35-30-40). AOUT. Film français d'Henri Herré : AUUI: Him rangas of Henri raire: Ciné Basubourg, 3º (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, (43-25-59-83); UGC Rotonde, (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81);

79-79). BAR DES III. Film français 🖷 Cedric Kehn: Gaumont L. 1. 1. (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33); Pathé Hautefauille, 6. (48-33-79-38); Gaumont Ambas-(43-59-19-08); Fauvette, (47-07-55-88).

DINGO. Film Heer, v.o.: Forum Horizon, 1. (45-08-57-57); Pethé Marignan-Concorde, (43-20-32-20).

DOCTEUR NORMAN BETHUNE. Film de Philip Bor-57-57) : Pathé Hautefeuille. 6- (46-57-57); Pathé Hauteleville, 6: (46-33-79-38); George V, 8: (45-62-41-46); v.f.: Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Fauvette, 13: (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14-(43-20-12-06); Gaumont Conven-tion, 15: (48-28-42-27); chy, 19: (45-22-46-01).

LET EQUILIBRISTES. Film Paparakis: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Europe Pantráson), 5-(43-54-15-04); La Trois Balzac, ((45-61-10-80); Passage du Nord-Ouest, caléciné, (47-70-81-47); La Trois Balzac, (47-70-81-47); La Trois Balzac, (48-60); Sept Parassigne, 14 (43-20-32-20) Pernassione, 14 (43-20-32-20).

LA FIN FREDDY, L'ULTIME CAUCHEMAR. (7 Film Taleley,: Forum Horizon,

LA TENTATION DE VENUS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 5 (43-26-

Demasse, [(43-20-12-06).
THE ADJUSTER [V.o.): La
11- La T. La
THE INDIAN RUNNER (*) (A., v.o.):
6- La San (0-82).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36) ; La Berry 1 11- (43-57-51-55). Witten LE | Malle (Bet.-Fr.-All.) : Letine, u (42-78-47-86).

TOUS LES MATINS UN MONDE (Fr.) : Forum Horizon, 1• (45-08-57-57) : Pr 6º (46-33-79-38); UGC Danton, 6º (42-25-10-30); La Pagode, 7º (47-05-12-15); Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); Convention, 1 (48-28-42-27); L. Cambetta, 10 (45-22-48-01); L. Gambetta, 10 (46-38-10-98). Bastile, 11 (43-57-90-81); Las Nation, 12 (43-43-04-87); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-38-52-43); Pathé Montparnases, 14 (43-20-12-06); Ta Juillet Basugrenelle, (45-76-79-79); UGC Convention, 1(45-74-93-40); UGC Maillot, 17 (40-68-00-16); Pathé Cilchy, 18 (45-22-46-01); Le 20-

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : V. 8- (45-62-41-46). TROUBLES (A., v.o.) : UGC Triomphe, F (45-74-03-50)

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.): George V, 8: (45-62-41-46)... URGA (Fr.-Sov., v.o.): Pathé Heute-feuille, 6: (46-33-79-38); Elysées Lin-coin, 8: (43-59-36-14); Les Montpar-14: (43-27-52-37).

umont Les H 1- (40-26-12-12); Geumont Opéra, 2-47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83); Les Trois Belzzo, 8-(45-81-10-80); Bienvenüs Montpar-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N.5892 HORIZONTALEMENT

1. Femme souvent couchée sur une couverture. Leurs plantes peuvent taches. Petites misères. Saint. Une grande plaine. -IV. Conviendra. Pro-

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 nom. Im énergiques. V. Condamnable quand il est triste. Se rince d'un bon coup. Un homme qui n'a rien appris. - VI. Des femmes à qui on peut demander de changer ton. Fait souvent VII III un pii. - Vil. Doit un pii. - Vil. Doit
vail meilleures IX
dispositions. - X
VIII. Anneau. Esprit
Zi étranger. - XIII. Craint les caries - VIII. Craint les caries. - XII IX. Possessif. S'exprimèrent comme innocents. Dans xiv mains où il n'y a pas xv de poil. — X. On y

écoutait le bruissement des feuilles. Pas occupée. - XI. Du vent l Bien joué. - XII. Garanties. Dédaignées par ceux qui n'aiment pas la crème. - XIII. Aurochs. Langue ancienne. Napperon. - XIV. Participe. Un sacré bœuf. Voyage passe-port. ~ XV. Peut gémir quand la pleine. Usé. Traditions.

1. Peuvent se faire interpeller ouand ils sont sur le banc. Est de bon goût quand elle est à papa. - Une réponse qui peut nous faire porter le bonnet. Espèce de galette. Une fin savante. — 3. Comme des actes qui peuvent se faire en une minute. Solidement bêties. - 4. Lettre. Gagne son salut quand il est bon. - 5. L'Irlande. Possessif. Fut envoyée paître. Qui peut rouler. 6. Qui n'ont pes l'habitude de frap-per fort. - 7. On peut y voir du sang. Instrument de labour. -8. Particule. On y monte pour se bettre. Grec célèbre. - 9. Ville de Serbie. Circulent en Roumanie. Un mot repoussant. Elément d'une

frange. ~ 10. Oui peut facilement tourner. Terme musical. ~ 11. Compagnon de tondu. Dans un alphabet étranger. Peuvent être mis dans le bain. – 12. Aussi familier. Pronom. A mortier, c'est un ciseau. -13. Conjonction. Une d'accord. The partent. – 14. Libian En d'un arrêté pré-lien – 15. Illi peuvent faire rougir. Préposition. Utiles pour tirer. le fil. 34

Solution du problème n- 5691

I. Palmarès. - II. Iroise. Ua. -III. Œil. Glas. ~ IV. Curable. ~ V. Enrener. - VI. Est. Outre. -VII. III. Purées. - VIII. Sabre. St. -IX. Et. Eté. Nd. - X. Un. Tarte. -

9. Astres. Des.

1. Piocheuse. - 2. Areu i Statue. - 3. Loiret. Nu. - 4. Millan. Pré. -5. As. Brouette. - 6. Régieur, Eau,

- 7. Lentes. Rs. - 8. Sua. Ereinté. -**GUY BROUTY**

通過下戶,排生

à Prague

Victoires allemandes

« Pour l'instant, l'économie allemande est en forme, mais, si elle venait à s'enrhumer, le Tchécoslovaquie attraperait aussitöt une pneumonie. » Cette appréciation du quotidien tchèque Hospodarské noviny souligne clairement le caractère de plus en plus privilégié des relations économiques germano-tchècoslovaques. Quelques jours seulement après avoir signé un accord avec le constructeur tchèque de camions légers AVIA (le Monde du 8 janvier), le groupe ellemand Mercedes-Benz s'est associé, vendredi 10 janvier, avec l'autre constructeur local de poids lourds, LIAZ. Au terme de ce nouvel accord, Mercedes-Benz détiendra 31 % des parts d'une nouvelle société tripartite, aux côtés de LIAZ (20 %) et AVIA (49 %). Le groupe allemand investira 350 millions de deutschemarks (1,2 milliard de francs) dans la nouvelle société d'ici à 1996.

Ce double succès de Mercedes-Benz confirme la percée des constructeurs et plus généralement des industriels allemands en Tchécoslovaquie. Il y a un an, Volkswagen avait ouvers la voie en reprenant successivement le fleuron de l'automobile tchèque Skoda, puis le second constructeur national BAZ. Plus récemment. Siemens s'est adjugé des participations majoritaires dans deux projets de sociétés mixtes créées avec le conglornérat industriel Skoda. **

Malgré les réussites de Frametome, Air France et BSN, ces victoires allemandes ont coupé à plusieurs reprises la voie de Prague aux industriels nçais. Renault – mis à l'écart sur les projets Skoda et AVIA et Alcatel-Alsthom ont dû se faire une raison. Cholx politique des autorités tchèques ? Réelles insuffisances des offres françaises? Certains responsables de la Régie ne cachent pas leur santiment d'avoir servi rà faire monter les enchères ». Tout en minimisent volontiers la portée des échecs. « Nous nous étions de toute façon fixé des limites financières », précise-t-on au

5 E

1.11

Mais, au total, le voisin allemand reste le grand gagnant de l'ouverture de l'économie tchèque, traitant avec cet ex-pays de l'Est comme avec le sixième nouveau Land de l'Alternagne réunifiée. Selon une récente étude de l'OCDE, l'Allemagne était, à la fin du premier semestre 1991, le premier partenaire commercial de Prague à l'exportation (absorbant 24,5 % du total) et le premier investisseur étranger dans ce pays, avec 44 % du montant global des participations étrangères aux sociétés mixtes tchècoslovaques en août 1991.

OLIVIER PIOT

Le pragmatisme des disquaires parisiens

Face à la montée en puissance de la FNAC, les petits commerçants du disque, à Paris du moins, ne sont pas systématiquement opposés à l'ouverture de leur magasin le dimanche.

«Il y a quinze ans, il y avait trois cent cinquante disquaires en France. Anjourd'hud, il n'en reste pas plus d'une cinquantaine. » Ces chiffres, cités par M. Joseph Ghebali, directeur général de Discobole, illustrent bien l'hécatombe des disquaires indépendants frappés par la montée en puissance de la FNAC (25 % des veutes) puis de Virgin (6 %), mais surtout par l'arrivée sur leur créneau de la grande distribution, qui a raflé aujourd'hui plus de la mortié du marché. On agrait doce pu penser, a priori, qu'ils partageaient l'opposition priori, qu'ils partageaient l'opposition viscèrale du petit commerce à l'ou-verture des magasins le dimanche. Or, à Paris du moins, c'est loir d'être

«Nous sommes très favonables à l'ouverture le dimanche. Ce qui est gagné est gagné. C'est un plus. Les gans s'ennuient chez eux ce jour-là et ils sont heureux d'avoir un magasin de disques ouvert. » Ce n'est pas M. Patrick Zelnik, le patron de Virgin, qui parle mais M. Joseph Traks, directeur de Vidal, un des disquaires et part connex de la capitale face à les patrons de la capitale face à les plus connus de la capitale, face à l'église de Saint-Germain-des-Prés.

Vidal - considéré par ses confrères comme un «gros parmi les petits» garde pourtant porte close le jour du Seigneur, se contentant de respecter la réglementation en vigueur et d'ou-vrir trois fois l'an. Il est donc loin d'être un inconditionnel comme M. Marcel Benhassat, PDG de Champs Disques, qui ouvre depuis vingt aus... ce qui lui vaut de sérieux problèmes avec l'inspection du tra-vail : il a été condamné l'an dernier à

Le seul moyen de survie

M. Benhassat justifie cette politique par le poids des charges des magasins des «Champs» et assure magasins des «Champs» et assure que, privé des recettes dominicales (environ 20 % de son chiffre d'af-faires), il ne tiendrait pas. «Si le gouvernement sort une loi qui interdit l'ouverture le dimanche, je mets la clé sous la porte au bout de six mois», l'ouverture le dimanche, je mets la clé
v. Sans la FNAC, nous n'aurions
sous la porte au bout de six mois»,
assure-t-ti. Sur les conseils de son
lavocat (son procès va venir en appel)
il respecte néanmoins depuis le
l'ouverture dominicale viennent de là.

l" novembre la réglementation. Mais il observe de près Virgin (situé à quelques pas) car, expliquo-t-il, a il serait impensable que le Mégastore soit ouvert et nous fermés».

Pour supporter la concurrence de Virgin, Champs Disques a dû se spé-cialiser, important et exportant des disques, ce qui lui assure un « gros novau de clientèle ». Pour lui, comme pour beaucoup de ses confrères. c'était le seul moyen de survivre. Un de ses prestigieux voisins, Lido Musi-que, n'a pas eu cette chance: en quelques mois, ses ventes ont chuté de 30 % et il a fermé. Dans la pratique l'équire des vendeurs de nuit de Champs Disques travaille le dimanche, moyennant une prime de 250 francs par jour, tout en continuant à assurer les trente-neuf heures de travail hebdomadaires.

sons diverses, comme les goûts de leur clientèle (des amoureux de l'opéra, par exemple) ou l'emplacement de leur magasin. C'est le cas de Discoparnasse, situé dans une galerie marchande close le dimanche; du Discobole, dans la gare Saint-Lazare (désentée par les banlieusards le jour du Seigneur), ou même de Disques et Musiques Rennes, qui explique que sa rue est peu passante ce jour-là.

« Si la FNAC-Rennes ouvrais le dimanche, ce serait un fiasco car elle n'attirerait pas assez de monde. En

tiques, n'ouvriront pas le dimanche, même si le gouvernement les y auto-rise. Tout simplement parce qu'ils ne

voient pas l'intérêt commercial d'une

telle décision. Ils avancent des rai-

neumerau pus assez de monue. En revanche, la situation est différent aux Halles ou sur les Champs-Ely-sées», explique M. Jean-Louis Sapey-Triomphe, PDG de Disques et Musi-

Poussée de fièvre entre Virgin et la FNAC Le ton monte dans le débat sur

'ouverture des magasins le manche, avec les attaques contre la FNAC formulées par le patron britannique de Virgin Group, M. Richard Branson, dans un entre-tien au Nouvel Economiste, et avec la décision de M. Jean-Louis Petriat, POG de la FNAC, vendredi 10 jan-vier, de porter l'affaire devant la jus-tice. La FNAC, déclarait M. Bran-son, a «essayé de nous pousser dehors par des méthodes de discount sélectif à Bordeaux et à Marseille [NDLR: deux villes où Virgin a ouvert des magasins] (...). C'est un comportement anticoncurrentiel, et nous étu-dions avec nos avocats la possibilité d'introduire un recours contre la FNAC devant la Commission de

On a incité des syndicats extérieurs à l'entreprise à nous traîner en justice (...). En donnant de l'argent à certains partis politiques, il semble que la FNAC ait conquis un pouvoir de lobbying important par le passé. »

Dans un communiqué, vendredi 10 janvier, M. Petriat assure que a ces propos, qui ne reflètent en rien la réalité des faits, revêtent un caractère gravement diffamatoire» et qu'il a ndemandé à Mr Paul Lombard d'engager immédiatement toute action en justice adéquate». Face à cette réaction, M. Branson revenait, dans la soirée du 10 janvier, sur ses propos selon lesquels la FNAC aurait donné de l'argent à certains partis politiques. « En tant que citoyen anglais informé par la presse de son pays, il reconnaît que certaines subtili-tés de la vie politique française peuvent lui échapper» et il précise qu'il n'a « en aucun cas souhaité faire réfé rence à des pratiques précises ou

ques, qui lui aussi a dû se spécialiser pour résister (soldes, occasions, jazz, folk...) à son grand voisin. Logique, il reconnaît qu'il n'adopterait pas la même attitude s'il était situé à côté de la Coupole. Discobole, aussi, réétudierait sa position si les grands magasins tout pres (Printemps et Galeries Lafayette) ouvraient le

Sur le fond, alors que le patron de

Discoparnasse est « plutôt contre » Fouverture dominicale — « cela nécessiterait du personnel pour des recettes pas tres différentes » – celui du Disco-bole estime que » sur un plan cultu-rel, il faut que nous ouvrions, car il y a un quasi-monopole de la FNAC» qui, selon lui, est un « lobby plus puissant » que Virgin. Il estime que la fermeture le dimanche est » aberrante v sur les Champs-Elysées pour ceux qui vendent des biens culturels mais ne fait pas porter la responsabilité de l'agonie des petits disquaires sur ses deux seuls gros concurrents. La grande distribution y est également pour quelque chose : « Ils ven-dent le dernier Michael Jackson à prix d'achai pour pousser le consom-mateur à acheter autre chose (des véternents ou de l'alimentation). A partir du moment où on a livré ces gens-la au même prix que les petits ceux-ci étaient KO », explique-t-il. «Sur les disques compacts, il y a une différence de 20 % à 30 % entre la FNAC ou Virgin et moi. Ils vendent moins cher que je n'achète...», note-t-il, ajoutant qu'auprès du client « on passe pour des voleurs ». Pourtant, sa marge est la même que celle de la FNAC.

Plus grave encore, les nouveautés mois plus tôt chez les grands que chez les petits vendeurs. En outre, la dant un mois. Or, affirme cet indé-pendant, «80 % des ventes d'une nouveauté se jont dans les trente jours qui suivent su parution. Quand elle arrive chez les petits, il ne reste phis que 20 % du marché » ... Que restera-t-il des petits disquaires dans quinze

Les industriels européens et américains du textile opposés au démantèlement des accords multifibres

Les professionnels américains et européens du textile se sont vigoureusement prononcés, mardi 7 janvier, contre le démantèlement en dix ans de l'actuel accord multifibres (réglementant les exportations de produits textiles des pays en voie de développement vers les pays riches) proposé par le projet d'accord final de l'Uruguay Round présenté par M. Artur Dunkel. directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce). Les professionnels ont affirmé, au cours d'une conférence de presse commune à Washington, que l'élimination des accords multifibres se traduirait par la perte de deux millions d'emplois aux Etats-Unis et en Europe.

SOCIAL

Les dockers CGT vont présenter un contre-projet de réforme

La Fédération nationale des ports et docks CGT a appelé, vendredi 10 janvier, les dockers à une nouvelle grève de quarante-huit heures pour le lundi 13 et le mardi 14 janvier. Pour la première fois, les 120 dockers de Saint-Nazaire ont annoncé qu'ils participeront à cette action. Leurs collègues de Brest et de Roscoff ne devraient pas s'y associer.

En revanche, la CGT a apprécié positivement » la rencontre prévue lundi avec M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer. La fédération présentera un contre-projet de réforme national afin d'organiser des négociations « port par port». Pour sa part, M. Le Drian préconise des négociations décentralisées permettant d'élaborer FRANÇOISE VAYSSE | au plan national.

La réorganisation de l'électronique française

M. Alain Prestat devient PDG de Thomson Consumer Electronics

Thomson Consumer Electronics (TCE) a nommé, vendredi 10 janvier, M. Alain Prestat, quarante ans, ancien directeur adjoint du cabinet de M. Michel Rocard à Matignon, PDG de la société. Il remplace Mr. Bernard Isautier dont le mandat n'aura duré que quatorze mois. Ce changement à la tête du groupe français d'électronique grand public intervient trois semaines sculement après l'annonce du rapprochement Thomson - CEA-Industrie (le Monde du 19 décembre 1991).

Depuis l'annonce de la création du groupe Thomson - CEA-indus-trie, le départ de M. Bernard Isantier était considéré comme probable. Appelé par son prédécesseur, M. Pierre Garcin, cet ingénieur du corps des mines, spécialiste de l'énergie, avait été accueilli avec un certain scepticisme. Ses relations avec M. Alain Gomez, PDG de la maison-mère, le groupe Thomson SA, semblaient difficiles. La concurrence saus merci des géants japonais dans cette industrie de grande consommation faisait chu-

ter les prix, laminant la rentabilité du groupe (2,7 milliards de francs du groupe (2,7 miliards de francs de pertes en 1990 pour un chiffre d'affaires de 33 milliards et 10 mil-liards d'endettement). En février 1991, il présentait un plan de res-tructuration prévoyant 5 000 sup-pressions d'emplois et des « cen-taines de départs » l'année suivante.

Les pouvoirs publics

Le 19 décembre, M. Isautier ne pouvait que constater l'échec du pari de la télévision haute défini-tion (TVHD) européenne sur lequel son groupe a beaucoup misé. Thomson, qui réalise 53 % de son chiffre d'affaires dans la production de téléviseurs, a lavesti 4 milliards de francs dans la norme D2 Mac, espérant que celle-ci serait rapidement imposée aux chaînes de télévision. Le passage au D2 Mac devait provoquer un renouvellement accéléré du parc de récepteurs. Thomson et son allié nécrandais Philips n'ont pas été suffisamment convaincants, les Douze n'ont pas su aplanir leurs divergences et la nouvelle norme ne s'imposera, au mieux, aux nou-velles chaînes qu'à partir de 1995. Ces derniers mois, M. Gomez avait sondé les pouvoirs publics

management de TCE. Carte blanche lui avait été donnée. C'est donc plutôt la date de la démission de M. Isautier et de son remplacement qui surprend. Le passage de témoin intervient avant même que le nouveau groupe Thomson

- CEA-Industrie, au sein duquel TCE doit trouver place, soit consti-tué. « Tout cela s'est fait en liaison avec le futur responsable du regroupement, M. Jean Syrota», préciset-on chez Thomson. Il est vrai que les deux hommes se connaissaient.

Polytechnicien, ingénieur général des télécommunications, M. Pres-tat revient en terre familière. Entré au groupe Thomson en 1986 après un premier séjour à Matignon, il a participé aux négociations pour la création de la société SGS-Thomson, la filiale «composants» du groupe français et du holding ita-lien IRI-Finmeccanica. Comme conseiller du président Gomez, il a également suivi le rachat de l'américaia RCA. Cette opération lourde a permis au groupe Thomson d'atteindre enfin une taille critique dans la production de téléviseurs (huit millions par an) et a abouti à

la création en 1988 de TCE. P.-A. G. et C. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -

L'Européenne de Banque

RATIONALISE SA GAMME DE SICAV

L'entrée de L'EUROPÉENNE DE BANQUE dans le groupe BAR-CLAYS et l'évolution récente du contexte concurrentiel et réglementaire ont amené L'EUROPÉENNE DE BANQUE à proposer à sa clientèle un aménagement de sa gamme d'OPCVM.

Dans ce cadre, les projets de susion ci-dessous ont été établis sous seing privé, le 18 décembre 1991, par les conseils d'administration des Sicav LAFFITTE-PLACEMENTS, VALOBLIG, LAFFITTE PREMIÈRE EL LAFFITTE COURT TERME et des Sociétés de Gestion BARCLAYS GESTION et COMINGESTION. Ces fusions seront soumises à l'agrément de la Commission des opérations de Bourse et à l'approbation des assemblées générales extraordinaires convoquées à cet effet.

Absoption le 1-04-1992 de la Sicav LAFFITTE-PLACEMENTS par le FCP BARCLAYS PLACEMENTS SÉCURITÉ.

Absorption le 6-04-1992 des Sicav VALOBLIG et LAFFITTE-PRE-MIÈRE par la Sicav BARCLAYS PUGET-MAHÉ PREMIÈRE CATÉGORIE, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS

Absorption le 13-4-1992 de la Sicav LAFFITTE COURT TERME par le FCP OBLIPLACEMENT, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS OBLI-PLACEMENT.

Ces opérations de fusion s'inscrivent dans une stratégie de rationalisation devant permettre, par le regroupement d'actifs, notamment, d'obtenir de meilleures conditions de gestion et d'accès aux marchés, au bénéfice des actionnaires et porteurs de parts des OPCVM concernés. Ces derviers seront informés individuellement des modalités pratiques des opérations les concernant et disposent d'un délai de 3 mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs actions.

Les traités de fusion ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris et peuvent être obtenus avec les fiches signalétiques des OPCVM absorbants auprès de L'EUROPÉENNE DE BANQUE, 21, rue Laffinte, 75009 PARIS.

> L'EUROPÉENNE DE BANQUE - Groupe BARCLAYS -



EN BREF

groupe Renault.

D Aggravation du chômage en Allemagne. - L'Office fédéral du travail de Nuremberg a annoncé, jeudi 9 janvier, une recrudescence du chômage dans les deux parties de l'Allemagne. Dans les cinq nouveaux Länder, 7 000 personnes supplémentaires ont perdu leur emploi en décembre, ce qui porte le total du nombre de chômeurs à 1 037 700, soit 11,8 % de la population active. A l'Ouest, le pourcentage est de 5,8 %, avec un total de 1 731 200 chômeurs, soit 112 900 de plus qu'en novembre. Face à des revendications salariales qui demeurent élevées et à des taux d'intérêt atteignant un niveau forme binaire) et la technologie «contraires à la logique d'un grand

quiétent des risques de récession en Allemagne en 1992.

que grand public. - Apple se lan-cera, à partir de l'été 1992, à la conquête du marché de l'électronique grand public avec des produits dérivés de ses ordinateurs de la gamme Macintosh, a annoncé, jeudi 9 janvier à Las Vegas, le fabricant informatique américain. Apple lancera notamment deux M. Robert Hersant, elle considère nouveiles gammes d'ordinateurs multimédias utilisant à la fois la technologie numérique (informa-tions stockées et transmises sons quotidien populaire Paris-Star sont

record, nombre d'économistes s'in- CD-ROM (lecture optique d'informations) alliant le texte à l'image

> a Inquiétude de la Société des journalistes de France-Soir, - La Société des journalistes de France-Soir a fait connaître, vendredi 10 janvier, son opposition aux mesures annoncées le 8 janvier devant le comité central d'entreprise (le Monde du 10 janvier). Dans une lettre ouverte à que le déménagement de la rédaction du quotidien dans l'immeuble

quotidien d'informations genérales v. Ces projets wentament la crèdibilité du titre» et « témoignent d'un manque absolu d'ambition à l'égard du quotidien », estime la Société des journalistes qui demande à rencontrer M. Hersant.

liberté provisoire. - M. Giancarlo Parretti a quitté la prison de Syracuse, vendredi 10 janvier, après avoir été mis en liberté provisoire, mais il ne peut pas assumer les fonctions d'administrateur de société. Le financier italien avait été arrêté le 27 décembre pour fraude fiscale (le

NDICE CAC 40 # Que l'année se poursuive sur cette ancées, tel est, en cette période de

vœux, l'un de caux

formulés par les boursiers au regard des 3,78 % de progression des valeurs. Cette performance hebdo-madeire, la troisième consécutive positive, permet à la Bourse de Paris d'enregistrer depuis le veille de Noël une heusse de 12,4 %. L'indice CAC 40, en repassant ces derniers jours au-dessus des 1 800 points (1 837,44 vendred) en ciôture) s'est rapproché de son s o m m e t d e 1 9 9 1 (1888,35 points le 23 septem-bre). Meis, à deux doigts d'atteindre ce niveau, les investisseurs ont merqué le pes. Comme s'ils voulaient souffler avant de franchir éventuellement une nouvelle étape, impressionnés par leur propre hardiesse. Surpris d'autant plus qu'ils sont nombreux à avoir prêché e la prudence à court terme». Or, visiblement, ils n'ont pas été entandus.

Fait nouveau cette semaine, le marché sembleit à l'affût de la moindre bonne nouvelle, comme si, en quelques jours, l'état d'esprit avait changé. Après avoir broyé du noir pendant plus de trois mois et s'être alarmés à la moindre information, les gestionnaires ne veulent à présent voir que le bon côté de la situation. Et ils passent sans vergogne d'un excès à l'autre.

Si, comme prévu, la succession à la tête du Parti socialiste ne les a aucunement intéressés, la malaise spectaculaire du président américain George Bush, mercredi à Tokyo, les a tout juste fait frémir. Mais la simple évocation, jeudi, par le ministre de l'économie,

10-1-92 Diff.

118,90 + 10,90 362,70 - 13,20

584 + 24 350 - 9,80 1 032 + 7 307,50 - 5,30 1 771 - 7

431,30 - 15,90

Diff.

+ 118

10-1-92

Banques, assurances,

sociétés d'investissement

<u>Pétroles</u>

Royal Dutch

AXA (ex-Cie Midi) ..

Barl Equipement Bancaire (C*)...

Société générale.

M. Pierre Bérégovoy, d'un projet de loi donnent naissance à un nouvel instrument financier destiné à favoriser, per l'intermédiaire d'un avantage fiscal, l'épargne à long terme en actions a déclenché une ruée vers la Bourse. L'indice CAC 40, après avoir oscillé entre + 0,88 % lundi, - 0,49 % mardi, + 0,39 % mercredi, gagnait 2,70 % après cette déclaration faite au Forum de l'Expansion. Misux, le montant des échanges sur le marché à règlement men-suel a finalement atteint 5,38 milllards de francs, soit plus du dou-ble d'une journée normale. Par son ampleur, cette séance du 9 janvier se hisse au niveau des grandes journées de la Bourse, comme cella du déclarichement de l'opération «Tempête du désert» voici un an, le 17 jenvier 1991.

Da Ball dans le pétrole

Vendredi, l'aggravation du chômage américain en décambre (+ 7,1 %), signe persistant du ement de l'économie, n'a pes pesé sur le tendance, comme si les intervenants préféraient rester sur la bonne impression de la veille avec la baisse des prix de gros outre-Atlantique. De plus, la volonté commune du Japon et des Etats-Unis de concerter leur action pour promouvoir la crois-sance a été bien accueille même si ce souhait s'apparente plus à un vosu pieux. Dens ces conditions, l'indice CAC 40 terminait la journée sur un léger gain de 0,20 %.

«L'optimisme revient à la Bourse de Paris», indique la revue mensuelle Perspectives, éditée per indosuez, en précisant toutefois que «si le marché perisien reste très attractif en termes de valori-

Métallurgie, construction mécanique

De Dietrich Fives-Lille

SAGEM SAGEM

10-1-92 Diff.

295 + 15

+ 20 + 69 + 21 inch. + 60

tées à court terme par la faiblesse de la reprise mondiale anticipée et par l'absence d'espoir de détente rapide des taux d'intérêt ». De son cété, la société DR Gestion affirme qu'en termes de délai de recouvrement (DR) «les marchés semblent correctement appréciés, mais Paris et New-York paraissant relativement attrayants parmi les plus grandes places, avec un DR de 10,9 sensiblement inférieur à la moyenne de 11, 6». Plus hardie encore, la société de Bourse Dupont Denant, filiale du Crédit national, n'hésite pes à faire des prévisions sur l'année. Dans sa lettre hebdomadaire nº 1, la directeur de l'analyse financière, M. Xavier Debeugny, estime que «l'évolution du marché de Paris pourrait être de 12 % en fin d'année, avec une pointe à 20 % au cours du premier semestre en anticipation d'une baisse des taux ellemends et d'une reprise écono-

mique américaine ». L'arrivée prochaine d'un produit d'épargne longue ne peut donc que nourrir cet optimisme des boursiers, qui, depuis longtamps, souhaitent un successeur aux 5 000 francs Monory et CEA Delors arrivés à terme à la fin des années 80. Ce nouveeu produit sera-t-il assez attrayent pour détourner les flux allant vers les placements monétaires en raison de leurs rendements? Leur ancours total avoising actuellement les 1 200 milliards de francs. Ce montant représente les deux tiers de la capitalisation bour-sière française (1 860 milliards de

Signe de la fermeté du mouve-ment, à l'exception des spéculations autour de Métrologie international, les valeurs les plus

travaillées auront été les « blue chips > dans leur ensemble. L'Oréal, Sanofi, la certificat Rhône-

Poulenc, Paugeot, Michelin se sont toutes appréciées pour des motifs très variés. Des bruits de cession de Spie-Batignolles à Bouygues ont été démentis par son actionnaire principal, Schneider, en début de semaine, tout comme le seront fermement des rumeurs de vente d'Hachette vendredi. Ce ne sont «que des rumeurs malveillantes qui proviennent de ceux qui ont intérêt à dramatiser la situation du premier groupe de communication français dans l'espoir de s'en partager les dépouilles», indiquait dans un communiqué la firme pré-

sidée par M. Jean-Luc Lagardère.

Plus troublante en revanche dans cette liesse, la dégradation du titre Elf-Aquitaine. Selon de multiples rumeurs, dans le cedre des restructurations industrielles, ce groupe public serait obligé de prandre una participation dans le constructeur informatique Bull. Quant aux sociétés Exor, Saint Louis, Ominco et Geneval (ces deux demières appartenant à la Société générale), elles ont demandé une dérogation à l'obligation de dépôt d'une offre publique d'achat en raison d'une progression de plus de 2 % de leur nombre de droits de vote dens Perrier, passés de 41,19 % à 49,32 %. Selon toute vraisembiance, cette dispense, demendée pour une fois en temps et en heure, pourrait être accordée la 15 janvier, lors de la prochaîne réunion du Conseil des Bourses de

DOMINIQUE GALLOIS

Mines, caoutchouc

	10-1-92	Diff.
Géophysique	464 257 73 145,30 48,40 1,69	- 1,10 + 13 + 10,50 + 19,20 + 1,95 + 0,07

Valeurs diverses

36 46 3 3 75				2-1-92	Dill.
Alcatel-Alsthom CSEE Gesérale des eaux Intertechnique Labinsi Legrand Lyon, des eaux Matra Moulinex Radiotechnique SEB Seat-Avionique Thomson-CSF	10-1-92 571 200 2 189 701 721 3 889 445,50 174 512 165,20 452 1779 202 152,70	Diff. + 5 + 5 + 114 + 43 - 10 + 299 + 9,50 + 31 + 31,20 + 31 + 11,20 + 12 + 100 + 12 + 100 + 12 + 12 + 12 + 12 + 12 + 2,10	Accor Air liquide Arjonari Bic Bis CGIP Club Mdd Essilor Euro Dissey Europe I Eurotunnel Groupe Cité Hachette Havas Marine Wendel Navigation mixte Nord-Est L'Oréal	697 699 1 920 618 331,5 1 027 469 314,50 148,20 878 44,70 454,90 139,80 296 1 265 99,90 769	+ 49 + 23 - 40 + 53,5 + 82 + 4,79 - 4,10 + 3,80 + 3,80 + 17,60 + 10,60 + 31
Scat-Avionique	202	+ 12	Nord-Est	99,90	+ 10,60

93 + 18 93 + 1 489 + 13,90 697 + 40 169 + 4,90 1020 + 20 303 + 20,50 1014 + 114 250 + 8 1344 + 98 1344 + 98 1603 + 83 715 - 11 355,90 + 39,10 638 + 93 485 + 33 790 + 21 303 + 17,50 544 + 68 <u>Alimentation</u>

	10-1-92	L	Diff.
Beghin-Say	593	+	14
Bongraio	2605	+	145
BSN	1 085	+	58
Carrefour	2385	+	35
Casino, G., Per	144.90	+	10.90
Guyenne-Gasc,	1 420	+	54
LVMH	4380	+	193
Olipar	166	4	13
Pernod-Ricard	1 385	+	195
Promodès	2890	+	180
Saint-Louis	1 333	+	133
Source Perrier	1291	+	48
Nestle	33 950	+	100

Bâtiment, travaux publics

	10-1-92	Diff.
Auxil, d'entr	970 557 279	- 31 + 36 - 2
GTM	325 163,10	- 9 + 0,10
J. LefebvreLafarge-Coppée	342	+ 70 + 17,50
Poliet	450	+ 35

Filatures, textiles magasins

l.	10-1-92	Diff.
Agache (Fin.)	834	+ 51
вну	650	+ 15
Damart	2 479	+ 104
DMC	285	+ 15
Gal Lafayette	1 350	+ 29
Nonv. Galeries	440	- 34
Printemps	816	luch.
La Redoute	5 050	+ 510
SCOA	20.45	1 14

	10-1-92	Diff.
Géophysique	464 257 73 145,30 48,40 1,69	- 1,10 + 13 + 10,50 + 19,20 + 1,95 + 0,07

	2-1-92	Date.
Accor Air liquide Arjomari Bic Bis CGIP Ctub Méd Essilor Euro Disney Euro Disney Eurounnel Groupe Cité Hachette Havas Marine Wendel Navigation mixte Nord-Est	697 699 1 920 618 331,5 1 027 469 314,50 148,20 878 44,70 454,90 139,80 296 1 265 99,90	+ 49 + 23 - 80 - 40 + 53,5 + 82 + 62 + 4,70 - 4,10 - 30,20 - 30,20 + 30,50 + 17,60 + 60
	99,90 769 476,70 1 120 217,50 820	+ 10,60 + 31 + 31,20 + 101 + 14,50 + 6

MATIF

Notionnal 10 %. - Cotation en pourcentage du 10 janvier 1992 Nombre de contrats : 151 681 environ.

COURS	ÉCHÉANCES			
	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92	
Premier	-	_	-	
+ baut	109,16	101,08	109,98	
+ bas	108,80	109,80	109,98	
Deraier	108,98	109,88	109,98	
Compensation	102,98	109,92	109,94	

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) Cours du vendredi au jeu 7-1-92 1 240 305 2 022 258 2 072 693 3 310 185 | 5 378 786

INDICES	QUOTI		•	E base 1	28 décer		re 1991)
Françaises . Etrangères .	100,4 101,4	1	101,6	101,3 101,6	101,5	1	104,3 102,7

	INDI	CES CAC (d	hı hundi su ve	adredi)	
	6-1-92	7-1-92	8-1-92	9-1-92	10-1-92
_	(be	se 100, 31 d	écembre 19	81)	_
Général		484,1			494,37
-		se 100, 31 d			
CAC 40	1 787,57	1 778,73	1 785,64	1 833,86	1 837,44

Produits chimiques

	10-1-92	Diff.
Inst. Mérieux	4 600 1 845 I 035 760 985 770 115,90 116,10	inch. + 65 + 85 - 20 + 6 - 1 + 0.10 - 5.50

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES					
Valents	Hanne %	Valeurs	Buiste		
Metaleurop	+ 19.5 + 18.2 + 17 + 16.8 + 16.7 + 14.8 + 13.2 + 12.6 + 12.5 + 11.9 + 11.9 + 11.4	Groupe de la Cité Concept Arjonari Prious. Elé-Aquitaine Aux. Batroprises. Hachette Ball Investis Eurodissey Géophysique Sogerap	- 89 - 7,4 - 7,4 - 1,9 - 3,1 - 3,1 - 2,7 - 2,7 - 2,4		

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT				
TRAITÉS AU RM (")				
	Note de	Val. en		
	titres	cap. (F)		
LVMH	204610	860 943 649		
Société gén	1783685	852 279 032		
Elf-Aquitaine	2 140 326	791 886 915		
Alcatel Alsthom.	1 324 849	733004543		
Source Perrier.	1370274	693 052 338		
Total Cat. B	626 898	680 277 618		
BSN	633 089	671 134 987		
Peugeot S.A	796747	630 719 567		
Eurodisney SCA	2963763	442616719		
Michelin B	3216935	440 319 362		
Eaux (Géa, des).	194 349	410 568 392		
Lyon. Damez	807 437	358 646 740		
Havas	656 120	293 891 405		
L'Oréal	390 767	292 611 928		
(°) Du vendredi 3 janvier 1992 au jendi 9 jenvier 1992 inches.				
MARCHÉ LIBRE DE L'OR				

MARCHE LIB		-
	3-1-92	Cours 10-1-92
Or the follow (seen)		91 250 91 250
Pièce française (20 fr.) • Pièce française (10 fr.)	352	367
Pièce suisse (20 fr.)	351	361 354
o Pièca turbicum (20 f.) . Sousenie	330 A37	336
o Sourenio Elizabeth II	448 355	438 345
Plice de 20 dollars	2005 1006	2 080
- 50 peers	2240	2 270
- 20 maria	450	415
o - Broadin	234	新始

Can pièces d'or no mont outles su'à le sé

NEW-YORK

Deux records et trois pauses

Ralentie dans sa progression par des vagues de prises de bénéfices sélectives, Wall Street a inscrit -0,06 Wall Street a linear deux nouveaux records. Mardi 7 et jeudi 9 janvier, le Dow Jones a

atteint, pour les sixième et septième fois en l'espace de trois semaines, de nouveaux sommets en culminant consécutivement à 3 204,83 et 3 209,53 points. Toutefois, le bilan des cinq séances se solde par une légère baisse de 0,06 %. Les prises de bénéfices qui ont entrecoupé ces records ont été bien absorbées, reflétant le soutien solide dont continue à bénéficier Wall Street selon des analystes. Wall Street, selon des analystes.

Pour M. Peter Canelo, responsa-ble chez County NatWest, le mar-ché semble être à l'abri d'un recul important. « Quand cette reprise a commencé, le marché avait un pla-fond entre 3 080 et 3 100 points. Maintenant, ce piafond est devenu un plancher», a-t-il souligné. « Je pense, a-t-il ajouté, qu'un choc pourrait ramener le marché en despourrait ramener le marché en des-sous de 3 000 points mais pas trop. Je pense qu'on a une bonne chance d'arriver à 3 400 d'ici à la mi-1992. » De son côté, M. Michael Metz, de Oppenheimer and Co., estime que la faiblesse des gains est une indication que la reprise actuelle de Wall Street perd de son élan. D'autres experts attribuen plutôt ce ralentissement, estimé nécessaire, à l'entrée de la grande Bourse new-yorkaise dans une

L'annonce que le chômage a atteint en décembre son niveau le plus haut depuis près de six ans a

ravivé les inquiétudes des investissours sur l'état de santé de l'économie américaine. La reprise de Wall Street, amorcée par la réduction, le 20 décembre, du taux d'escompte américain, reposait principalement sur les espoirs de relance prochaine

de l'activité. La montée du chômage confirme que l'économie américaine demeure en récession ou en quasirécession, et pourrait encourager la Réserve fédérale (Fed) à assouplir une nouvelle fois sa politique de crédit, d'autant que l'inflation reste modérée, comme l'a montré le recul de l'indice des prix de gros américains en décembre, estiment

des analystes. Indice Dow Jones du 10 jan-

vier: 3 199,46 (c	3 201,4	8).	
	Cours 3 janv.	Cours 10 janv.	
Alcoa	64 5/8	63	
ATT	39 5/8 47 1/8	48 1/2	
Chose Man, Bank	17 7/8	19 7/8	
Du Pont de Nemours	46 3/8	46 1/4	
Eastman Kodak	48 1/2	48 1/8	
Erzos	60 1/8	58 3/4	
Ford	30 3/8	30	
General Electric	76 1/4	74 1/2	
General Motors	32 1/2	31 3/4	
Goodyear	55 1/8	55 1/2	
IBM	90 3/8	90 7/8	
TT.	55 3/4 69 1/4	56 1/4 64 3/8	
Mobil Oil	83 5/8	84 1/2	
Schlumberger	63 3/8	59 7/8	
Texaco	61 7/8	57 3/4	
UAL Corp. (ex-Allegis)	145 1/4	148	
Union Carbide	21 1/2	23 1/8	
United Tech.	31 3/6	33 3/4	
Westinghouse	28 1/8	28 1/4	
Xerox Corp	57	58	

TOKYO

Départ raté

La trêve des confiseurs n'aura pas profité à la Bourse de Tokyo. Après avoir terminé l'année sur un bouquet final et approché les

23 000 points au cours de la dernière séance, la place a connu une mauvaise passe cette semaine. Entre le 30 décembre, date de la dernière cotation de 1991, et le vendredi 10 janvier, l'indice Nikkei aura finalement perdu 601,87 points à 22 381,90, soit un recul de 2,62 %. Le marché est resté toutefois étroit avec un volume quotidien de transactions d'environ 203,7 millions

d'actions. Le départ avait pourtant été prometteur : au cours de la seule demi-séance de lundi, le Nikkei avait progressé de 3,36 % par rap-port au 30 décembre. Retour à la prudence le mardi (-0,99 %). Mer-credi, l'indice plongeait de 3,61 %, les investisseurs étant découragés par la hausse des prix des bons du Trésor. Le marché devenait ner-veux dans l'attente des résultats des discussions entre le premier

ministre japonais Kioichi Miya-LONDRES

Morose - 1,04 %

Après l'envoiée de la dernière semaine de décembre (+ 3,5 %), la Bourse de Londres a mai Elle a finalement enregistré une baisse de 1,04 %, déprimée par des inquiétudes sur la reprise économique, la faiblesse de la livre et une série de. révisions à la baisse des estimations de résultats de plusieurs grandes firmes. La crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britanniques ou d'une dévaluation pour maintenir la livre au sein du système monétaire ivre au san ou système moneume européen (SME) ainsi que des rumeurs selon lesquelles M= Margaret Thatcher soutiendrait en privé une dévaluation ont affecté le marché.

Les banques ont nettement reculé, après la révision à la baisse par les analystes de leurs estimations de résultars annuels et donc des possibles

conséquences sur les dividendes. Indices «FT» du 10 janvier: 100 valeurs, 2 477,9 (c.2 504,1): 30 valeurs, 1 874,2 (c.1 901,4): Mines d'or, 160,6 (c.140,1); fonds d'Etat 87,42 (c.87,10).

	Cours 3 pany,	Cours
Bowater BP Charter Courtorids De Boers Glazo GUS ICT Reuters Shell Unilsver	6,79 2,90 4,99 5,14 15,37 8,48 18,63 11,90 10,47 4,96 9,05 1,71	6,85 2,82 5,02 5,00 15,39 9,12 18,38 11,62 10,50 4,74 8,82 1,72

zawa et le président américain George Bush, en visite à Tokyo. Jeudi, on enregistrait de fortes variations et le Nikkei repartait à la bausse (+ 1,75 %). Vendredi, l'indice perdait 3,16 % en raison de ventes d'arbitrage, s'ajoutant à la liquidation de fonds communs

ويهاد ميدان

 $1 \leq \sup_{n \in \mathbb{N}} \log n = \frac{1}{2}$

2000年中

4.5 · Maring Salah

de placement. Pour l'avenir, les observateurs sont pessimistes et estiment que le Nikkei oscillera pendant un certain temps autour des 23 000 points. Le marché sera fermé mercredi pour cause de fête légale, et les observateurs craignent qu'il ne reste calme

lundi et mardi. Indices du 10 janvier : Nikkei, 22 381,90 (c.22 983,77); Topix, 1,660,16 (c.1 715).

-10-2012		
	Cours 30 dec.	Cours 10 janv.
Akai Bridge-tone Canon Fuji Bank Hdnda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy. Sony Corp.	704 1 030 1 410 2 500 1 510 1 450 696 4 100	661 1 110 1 380 2 320 1 390 1 390 692 4 020
Toyota Motors	1 500	1 430

FRANCFORT

Contrasté + 0,7 %

La Bourse de Francfort a connu une semaine contrastée. L'indice instantané DAX a d'abord perdu 1,6 % au total les trois premiers jours, avant de remonter en flèche jeudi et vendredi. Mais le bilan de ces cinq séances est maigre puisqu'il se solde par un gain de 0,7 %. En début de semaine, le marché a été influencé par un climat tendu, exacerbé par les revendications syndicales demandant une hausse de 10 % des salaires et par les craintes d'une remontée des taux d'intérêt. Toutefois, à partir de jeudi, la tension s'est relâchée, à la suite de rumeurs selon lesquelles un accord aurait été trouvé entre partenaires sociaux. Le volume des transactions sur le marché des actions des huit places boursières allemandes a été de 22,86 milliards de DM, contre 10,73 milliards de DM la semaine précédente, qui comptait un jour férié.
Indices du 10 janvier : DAX
1 615,71 (c.1 603,62); Commerzbank 1 840,7 (c.1 840,6).

	Cours 3 janv.	Cours 10 janv.
AEG BASF BASF Commerchaek Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	201 227,39 284,20 253,90 683,50 227 630 251,80 631,50 302,60	203 229,40 288,10 257,60 685 226,80 608 259,80 636 298

40,00

Trees.

* **

2 February

£ 2.

THE W

-

· 一

マママ では 単

 $\mathcal{D}_{\mathbf{q}}^{(n)} = \mathcal{D}_{\mathbf{q}}$

12807

SP SA

بالمجو

4.34

ie. 🛫

ا سؤم ايومي

1.0

÷=**

-

, y ...

公職名4

and the

-

-

144

94 3.

40 .c.

A COL

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Effacement relatif de l'eurofranc

La première décade de janvier a été exceptionnelle. Dans tous les compartiments du marché des capitaux, le niveau de l'intérêt a fortement diminué, poussant les investisseurs à se procurer des titres le plus rapidement possible et incitant les déhiteurs à se présenter investisseurs à se procurer des titres le plus rapidement possible et incitant les débiteurs à se présenter en masse. Le marché des nouveaux titres en francs a profité de cette evolution, mais sans toutefois se mettre autant en évidence que

L'activité primaire, celle des nouvelles émissions, a certes repris,et la première opération de type classique de la nouvelle année en eurofrancs a été lancée, jeudi 9 janvier, pour le compte de la Compagnie bancaire par l'intermé-diaire de Paribas. Le Crédit national est attendu sous peu. Mais aucun emprunteur étranger ne s'est encore sérieusement annoncé. En revanche, en dollars américains et canadiens, en écus, en marks, en franca suisses ou en florins, les grands émetteurs internationaux se sont bousculés.

Pour certains des spécialistes les plus réputés, cette évolution préfi-gare des changements durables. En 1991, le franc comme monnaie d'emprunt avait bénéficié des graves incertitudes qui s'exerçaient au détriment d'autres monnaies. au detriment à autres monaics. Ce n'est plus le cas actuellement. Les problèmes politiques, par exemple, dont souffrait l'écu, semblent maintenant résolus depuis les accords européens conclus à son sujet à Maastricht. Le mark, pour a part, tend à regresser un able sa part, tend à retrouver un rôle important après s'être effacé quel-que peu du fait de l'unification allemande. Et, d'une façon générale, le niveau de l'intérêt à servir sur les transactions en francs français est si élevé qu'il dissuade beaucoup d'émetteurs étrangers de libeller un emprunt dans cette monnaie.

Cette situation a même poussé des débiteurs français de tout pre-mier plan à se tourner vers d'au-tres marchés moins onéreux. Ainsi la SNCF, qui est l'émetteur d'une des opérations marquantes de ces derniers jours, a levé pour 400 mil-

Une émission provençale en Snisse

Une autre transaction a tout particulièrement retenu l'attention : celle que la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a émis, jeudi 9 janvier à Zurich, par l'intermédiaire du Crédit suisse, pour un montant de 75 millions de francs helvétiques, coit avaisses l'Azurius les de quel soit environ l'équivalent de quel-que 300 millions de francs fran-çais. Les emprunts obligataires internationaux des collectivités locales françaises sont très rares. Ceux de ces dernières années se compitent sur les doiest de la main comptent sur les doigts de la main.

En 1987, la région Rhône-Alpes
s'est présentée sur le marché de
l'écu et, l'an passé, un organisme
départemental a lancé un emprunt
en francs suisses bénéficiant de la garantie de la Haute-Savoie.

Il est probable que ces prochains mois les appels directs au marché soient un peu plus fréquents. La tendance est à une certaine émancipation financière mais, du fait des lourdes contraintes administra-tives qui pèsent sur elles, les collectivités locales devraient continuer longtemps encore à se procurer la majeure partie de leurs ressources par le biais de prêts octroyés par des banques (le Monde daté 10-11 novembre 1991).

Il est intéressant de noter que c'est su principal établissement spécialisé en matière de prêts aux collectivités locales que l'emprunt provençal de ce début d'année doit d'avoir vu le jour. Le Crédit local de France, qui en celleboration de France, qui en collaboration avec la banque Indosuez a procédé au montage de l'opération, a choisi la devise dans laquelle elle est libellée et a organisé l'appel d'offre, metiant en concurrence plusieurs banques suisses pour finalement retenir celle qui lui faisait la pro-

position la plus convaincante. Le Crédit local est lui-même un des principaux emprunteurs du monde eur le marché international des capitaux où il prévoit cette année de drainer l'équivalent d'une trentaine de milliards de francs français dans le but de reprêter ces fonds à des collectivités. Il jouit partout du meilleur crédit qui soit, ce qui lui permet d'obtenir des conditions particulièrement avantageuses. C'est la première fois qu'au lieu de lever des capitaux pour les lui reprêter il a guidé les pas d'une region française, lui permettant d'apparaître sous son propre nom. Comme la Provence n'a pas l'emploi des devises étrangères, le Cré-dit local lui a également procuré ce qu'elle voulait en concluant un contrat d'échange. Le résultat est très favorable à la région, à qui finalement l'opération, d'une durée de cinq ans, revient à 9,23 % l'an. Un prêt bancaire en francs hexago-naux aux conditions pratiquées la sermaine practic à Boule les aussis sezuaine passée à Paris lui aurait coûté beaucoup plus cher, la diffé-rence étant de l'ordre de 0,9 % à

L'affaire est donc tout à fait remarquable, et il est probable que la formule sera reprise en d'autres occasions. Mais il convient de se garder d'extrapoler car, pour abou-tir, cette émission a nécessité la conjonction d'éléments qui sont rarement réunis. Il est rare de bénéficier d'un marché aussi bon que celui du franc suisse de ces derniers jours, où les taux de ren-dements tombaient à vue d'œil. Le débiteur va utiliser le produit de son emprunt à financer des travaux de rénovation de bâtiments scolaires qui lui incombent. Il a à sa charge quelque cent soixante-dix lycées. La région entend emprunter encore dans un avenir plus ou moins proche pour environ 1,2 milliard de francs français. Rien n'a été décide au sujet de la manière dont elle se procurera les

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Très vif rebond du dollar

Quelle fin de semaine, sur les mar-Quelle fin de semaine, sur les mar-chés des changes! Un dollar qui réa-morçait un glissement jugé inévitable par la majorité des opérateurs, ven-deurs à découvert (short, «count», comme on dit à Londres, New-York ou Chicago) et qui, en vingi-quatre heures et même bien moins, a bondi de 5 %, de 1,50 DM à 1,58 DM et de 5,14 francs à 5,41 francs, le tout dans une véritable panique: les ven-deurs rachetaient la devise améri-caine à cameis ouverts. Ce processis caine à carnets ouverts. Ce processus était accéléré par les «sonnettes» mises en place sur tous les marchés, à savoir des ordres d'achat, ou de vente, déclenchés automatiquement lorsque le cours d'une devise atteint un cours établi à l'augnes peur limit. un cours établi à l'avance, pour limi-ter les pertes des opérateurs qui ont pris des positions contraires.

Ces «sonnettes» appelées par les Anglo-Saxons stop loss, c'est-à-dire Angio-saxons stop toss, c est-a-dire warrêt des pertes», sont, fréquem-ment, incluses dans les logiciels des ordinateurs de gestion installés par les organismes financiers de tout poil. Leur action amplifie, parfois exagérément, les mouvements et provoque des variations de grande amplitude, comme le firent les fameux « programmes » qui firent chuter Wall Street de 508 points (22 %) le 19 octobre 1987, de très noire mémoire. Un bond de 5 %, c'est heuroup mais est es consiste. c'est beaucoup, mais est-ce convain-cant? C'est bien ce que se deman-daient, en fin de semaine, les opéra-teurs en analysant le phénomène.

Jusqu'à jeudi, le dollar s'inscrivait à nouveau sur sa pente baissière après sa timide reprise de la semaine précédente, retombant à 1,50 deut-schemark, 5,14 francs et 122,80 yens. Certains analystes le voyaient glisser au-dessous de 1,50 DM, pour épouser son plus bas cours historique de 1,4430 DM le 11 février 1991. Puis l'annonce d'un recul de 0,2 % des prix de gros américains en décembre venait le raffermir un peu, éloignant la crainte d'un retour de l'inflation. Jusqu'à jeudi, le dollar s'inscrivait

Ce qui déclencha le retournement, ce fut une rumeur, reprise par le quotidien japonais Nihon Keiza, sui-vant laquelle, lors de la réunion du Groupe des Sept du 25 janvier, les Européens presseraient les Etats-Unis de favoriser une reprise du dollar. Le

reprendre publiquement cette rumeur, pour la démentir, ajoutant même qu'il n'avait pas discuté de la haisse du dollar contre le yen lors de sa rencontre avec le serrétaire améri-cain au Trésor, M. Nicholas Brady. Mais le mouvement était lancé, pro-voquant, comme nous l'avons dit, des rachats précipités de vendeurs à découvert

Vendredi après-midi, après un reflux du billet vert, l'annonce de chiffres (relativement) plus favorachiffres (relativement) plus favora-bles sur l'emploi outre-Atlantique relançait sa hausse. Certes, le taux de chômage est passé, en décembre, de 6.9 % à 7.1 % de la population active, au plus haut depuis les 7.2 % de janvier 1986. Mais 31 000 emplois non agricoles ont été créés après la perte de 265 000 emplois en novembre, alors que les pronostics portaient sur une perte de 70 000 emplois en décem-bre.

Bonne tenne du franc français

Certes, ces créations viennent du secteur public, le secteur industriel en perdant 32 000, mais les analystes trouvent les chiffres « raisonnablement bons ». En tout cas, ils ne devraient pas inciter la Réserve fédérale à abaisser à nouveau son taux d'escompte, tout au moins dans l'immédiat en qui contribue à reffermie médiat, ce qui contribue à raffermir le billet vert, sans toutefois éliminer tous les facteurs négatifs qui le han-

Parmi les facteurs figure, bien entendu, l'écart « historique » de entendu, i ecari « nistorique » de 5,5 % entre les taux courts américains (3,80 %) et allemands (9,30 %) qui, pourtant, n'est pas aussi ravageur que celui en vigueur en février 1991 (1,75 %), lorsque le dollar était tombé au plus bas de 1,44 deutschemark. Entrent en jeu, maintenant, quelques inquiétudes sur l'avenir aproche du marit avec la laprimente. proche du mark, avec la lancinante question russe, le ralentissement de l'économie et le développement de l'inflation outre-Rhin, qui peuvent faire douter du mark dans les prochains mois.

Les marchés des changes sont

nouvelle idée, pourvu qu'elle provoque des variations de cours : rien n'est pire que l'inaction... Au sein du système monétaire

européen, passablement secoué par les mouvements giratoires des marchés, le franc français s'est comporté de façon sereine, résistant parfaito-ment à la reprise initiale du mark, ne bénéficiant pas, en revanche, de la lourde rechute de la devise allemande : ce serait trop demander après une période de vive tension ces dernières semaines, au détriment de la monnaie française. D'un vendred la monnaie trançaise. D'un vendredi à l'autre, donc, le cours du mark à Paris s'est maintenu sux environs de 3,4130 francs, avec, toutefois, la possibilité de le voir retomber prochainement. à 3,14 francs, les mérites intrinsèques du franc réapparaissant au lendemain d'une pénible fin d'an-

En revanche, la livre sterling continue d'être secouée, notamment par les déclarations de Mac Margaret Thatcher au Guardian, selon les-quelles la devise anglaise serait sur-évaluée et devrait faire l'objet d'un réajustement. Les analystes d'indo-suez relèvent que la dernière hausse des taux courts allemands n'aurait pu intervenir à un moment aussi défavorable pour le Royaume-Uni (absence de reprise économique et proximité des élections), ce qui l'a empêché de suivre ses partenaires européens dans le resserrement de leur politique monétaire. Du coup, la livre est devenue encore plus vulnérable, s'établissant bien au-dessous du plancher implicite de la bande de fluctuation étroite de 2,25 % (6 % autorisés actuellement). Ces analystes s'attendent donc à de fortes pressions sur la devise britannique, faisant remarquer, au passage, qu'en cas de victoire électorale du Parti travailliste ce dernier a, par avance, confirmé son engagement sur l'ap-partenance au SME, mais n'a rien dit sur les parités...

F, R.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le diamant en demi-teinte

de diamant de la Central Selling stocks ne sont pas excessivement en faveur du diamant, à raison de Organisation (CSO), filiale du élevés sur les principaux marchés de 150 millions de dollars en 1992. reculé de seulement 6 %. La CSO, qui commercialise 80 % des pierres brutes non taillées, a ainsi enregistré un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de dollars, soit 240 millions de dollars de moins qu'en 1990. Après avoir été stationnaires au premier semestre, les principaux marchés de consommation ont fléchi au second semestre dans les secteurs brut et taillé. Il semble que la baisse de la demande ait continué pendant la récente période de Noël, comparée à la même période de 1990.

Contrairement aux anticipations des spécialistes, la fin de la guerre du Golfe n'a pas provoqué de reprise de la consommation pour la joaillerie ou l'industrie, y compris en Israel où l'activité diamantaire s'était fortement réduite. En raison d'une pénurie de devises, les clients indiens de la CSO ont en outre éprouvé de graves difficultés pour régler leurs achats. La consommation japonaise s'est nettement contractée, après plusieurs années consécutives d'euphorie pour les bijoux. Le maintien de taux d'intérêt élevés a aussi pesé sur la demande.

Malgré ces difficultés de circons-

PRODUITS	COURS DU 10-1
Cuivre h. g. (Loudes)	1 203 (+ 23)
Trais mois	Livres/tonne
Alastinium (Losdrei)	1 107 (- 23)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Loubes)	7 380 (+ 155)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Paris)	271 (- 8,2)
Mars	Dollars/tonne
Caff (Londres)	1 005 (+ 40)
Mars	Livres/toone
Cacao (Ner-York)	I 205 (- 24)
Marx	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	482 (+ 3)
Mass	Cents/bossesus
Mals (Chicago)	252 (+ 4)
Mars	Cents/boisseau
Seja (Chizgo)	174,3 (+ 4,7)
Mars	Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la

de la conjoncture sur ces marchés devrait entraîner une progression de la demande de brut », explique la CSO dans un communiqué diffusé le 6 janvier. Et de s'autocongratuler sur son « rôle-clé de stabilisation et de soutien des marchès pour les producteurs comme pour les consommateurs en cas de crise éco-

Une garantie contre les fluctuations des prix

Force est de constater que le quasi-monopole exercé depuis au moins un demi-siècle par la De Beers sur le diamant a été une garantie très forte contre les fluctuations désordonnées et excessives des prix. Par sa politique de stockage, de contrôle très strict de l'offre, de politique commerciale sélective (les pierres sont montrées régulièrement à Londres à des clients triés sur le volet pour leur réputation de sérieux), le conglo mérat sud-africain, fondé en 1888 par Cecil Rhodes, a réusai là où les accords internationaux de régulation des matières premières ont La relative stabilité des prix du

diamant brut tient aussi à la force de persuasion - et sans doute de contrainte - dont a fait preuve la De Beers envers les principaux producteurs de gemmes. L'éclate-ment de l'URSS n'a pas remis en cause l'accord quinquennal de 5 milliards de dollars qui la lie avec la firme russe Rosalmazzoloto pour la commercialisation des pierres de l'ex-Union soviétique. La De Beers a, de surcroît, conclu de nouveaux contrats de cinq ans avec l'Australie, l'Angola et le Botswana. De manière officieuse, il semble qu'elle prenne en charge la vente de pierres chinoises. Au total, dix-sept pays miniers (1) ont réservé à la firme sud-africaine l'exclusivité sur leurs diamants. A deux reprises au moins, le Zaire a voulu s'affranchir de cette tutelle et commercialiser lui-même sa production, Mais ses pierres ont subitement été boycottées et Kinshasa a du rentrer dans le rang.

Avec l'assurance qui la caractérise, la De Beers envisage, malgré du Sud. - (AFP.)

Malgré la morosité de l'écono- tance, les professionnels du dia- l'actuelle morosité des marchés, de mie mondiale en 1991, les ventes mant resteut sereins : « Comme les poursuivre un effort de promotion

> On ne retrouve guère pareille sérénité sur les marchés des métaux précieux. Pendant la semaine écoulée, les cours du platine à New-York ont atteint leur niveau le plus has au cours de ces sept demières années (333 dollars l'once), déprimés par les mauvaises prévisions concernant la croissance américaine et les ventes d'automobiles, A Londres, les prix se sont aussi nettement repliés, et l'annonce de la fin de la grève des nineurs sur le site sud-africain de Bakokeng (exploité par la firme Impala) n'a pas amélioré la tendance. Les experts estimaient que le mouvement de baisse, étendu à l'or et à l'argent, avait été provoqué par les investisseurs japonais. Ces derniers ont liquidé de fortes positions en Europe et à New-York, témoignant ainsi de leur pessimisme sur l'évolution de l'économie mondiale.

ÉRIC FOTTORINO

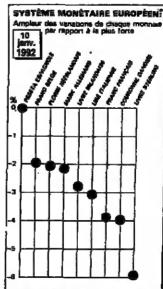
(1) Afrique du Sud, Botswana, Russie, Zafre, Angols, Brésii, Namibie, Ghana, Australie, Venezuela, Sierra Leone, Cen-trafrique, Libéria, Côte-d'Ivoire, Tanza-

O La CEE va lever ses sanctions contre l'Afrique du Sud. - La CEE va mettre un terme, le 3 février, à son embargo sur les importations d'acier, de fer et d'or en provenance d'Afrique du Sud, après la levée de la réserve danoise sur cette question, a annoncé, vendredi 10 janvier à Bruxelles, le ministre portugais des affaires étrangères, M. Joao de Deus Pinheiro. Les Douze avaient décidé en avril de mettre un terme à cet embargo mis en place en 1986 pour forcer le régime sud-africain à renoncer à 13 politique d'apartheid. Le Parlement danois avait cependant bloqué cette décision, et la commission des affaires étrangères de l'Assemblée danoise a accepté cette semaine seulement de lever son veto. La CEE avait déjà supprimé. en décembre 1990, son embargo sur les investissements en Afrique

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 JANVIER AU 10 JANVIER 1992 (La liene inférieure donne ceux de la semaine précèdente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc striege	D.mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York_	1,8020		18,6150	71,2758	63,5324	3,0864	56,4174	0,0841
All OLK	1,2540	-	19,0005	72,9927	64,8506	3,1496	57,6036	0,0859
Paris	9,6803	5,3720	-	382,8937	341,2960	16,5902	303,0747	4,5180
THE MARKET	9,7576	5,2630	-	394,1605	341,3099	16,5763	303,1682	4,5214
Zurich	2,5282	1,4030	26,1169		89,L359	4,3302	79,1537	1,1799
29/fcti	2,5399	L3700	26,0387	-	68,8456	43149	78,9178	L.1769
Franciert	2,8363	1,5740	29,3000	112181	-	4,8580	88,8011	1,3238
(minimus ***	2,8588	1,5420	29,2988	112,5547	-	4,8566	88,8248	1,3247
Brucelles	58,3848	32,40	6,0312	23,0933	20,5844	-	18,2792	2,7249
otmisius	58,8645	34,75	6,8326	23,1751	20,5901	-	18,2891	2,7276
-	3,1940	1,7725	329,9516	1,2633	112,6113	5,4706	-	L,4907
Amsterdam 3,2	3,2185	1,7360	329,5496	1,2671	112,5810	5,4677	-	1,4914
Milan	2142,578	1189	221,3328	847,4697	755,4002	36,6975	670,8039	-
	2158,056	1164	221,1666	849,6350	754,8638	36,6614	670,5069	-
Tokyo	228,4936	126,80	23,6838	90,3777	88,5590	3,9135	71,5373	2,1066
	231,5646	124.90	23,7317	91,1678	80,9987	3,9338	71,9470	9,1973

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 10 janvier 1992 4,2365 F contre 4,2137 F le vendredi 3 janvier 1992.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'euphorie

semaine de l'année, les marchés financiers continuent à baigner dans terme chutent et les cours du MATIF s'envolent, retrouvant, à plus de 109, leurs plus hauts niveaux depuis les 110,44 du mois d'août 1989. L'OAT à dix ans ne rapportait plus que 8,44 % sur le marché secondaire en fin de semaine, contre 8,56 % huit jours auparavant, l'échéance mars du MATTF s'inscrivant, à la veille du week-end, à 108,80, après 109,20, contre 108,15 le vendredi 3 janvier. On a vu, à nouveau, les non-rési-dents acheter des titres longs fran-çais pour profiter de rendements considérés comme encore très rémunérateurs, ce qui renforce le franc. Les opérateurs métropolitains préférant les échéances plus courtes, certains gestionnaires de sicav de trésorerie continuent de se tourner vers le papier plus long, pour une pas rater le train», parce qu'ils esti-ment cette fois que le mouvement est plus accroché qu'au premier tri-

Au terme de cette deuxième

mestre 1991. Les raisons de cet optimisme? Elles sont multiples. Tout d'abord, le marché estime que la baisse des taux longs est inéluctable, compte tenu du ralentissement général des économies, que ce soit aux Etats-Unis, au Japon, ou même en Allemagne où le rendement du Bund 10 ans a glissé au-dessous de 8 %. Ensuite, commence à se développer un sentiment suivant lequel l'horizon serait moins sombre que prévu de l'autre côté du Rhin, où les négociations salariales pourraient

déboucher sur des augmentations moins fortes ou'on ne le redoutait. en raison du ralentissement de l'économie. Déjà, les fonctionnaires moderent leurs revendications, leur syndicat, le DBB, estimant qu'un taux compris «cnire 5 % et 10 %» pourrait être considéré comme acceptable lors des négociations débutant le 7 février, alors qu'il réclamait 10,5 % auparavant. A Londres, les analystes de Salomon Brothers voient les augmentations de salaires plafonner à 6 % contre 7 % en 1991.

Vives critiques

Ensuite, les opérateurs font état de vives critiques qui pleuvent sur la Bundesbank, accusée d'avoir trop relevé ses taux directeurs. Ainsi, le ministre des finances, M. Théo Waigel, aurait déclaré, à huis clos, que la Banque centrale aurait dû tenir compte de la situation économique internationale, c'est-à-dire des partenaires de la CEE. Quant au professeur Hans Karl Schneider, un des membres du très respecté « comité des cinq sages », il estime que le niveau historiquement élevé des taux courts en Allemagne ne semble pas vraiment «adapté» à la conjoncture : les commandes à l'industric mécanique s'effondrent et le chomage s'accroît. De tout cela, la Bundesbank n'a cure : vendredi soir. M. Hans Tietmever a affirmé qu'il n'y aurait pas de détente de la politique monétaire allemande « dans un proche avenir » (NDLR : tout au moins tant que les négocia-

tions salariales en RFA ne seront pas terminées, vers avril-mai).

Sur le marché obligataire, très bien disposé, comme le montrent les performances du MATIF, les émissions se placent très facilement, après le très vif succès de l'adjudication mensuelle du Trésor la semaine dernière. Finansder, qui développement régional, a levé, avec la plus grande facilité, 1,5 mil-liard de francs, sous la houlette du Crédit lyonnais et de Paribas, au taux nominal de 8,60 % (8,81 % réel). Ces taux étaient pourtant considérés comme «tirés» =1 les conditions encore plus, au point que certaines banques ont refusé de diriger l'émission, mais Finansder bénéficie encore de la garantie inconditionnelle de l'Etat, denrée devenue rarissime. Assez curieusement, pas mal de souscripteurs restent allergiques à la signature Finansder pour une question d'«épiderme».

De son côté, la Banque La Hénin a très correctement placé 650 millions de francs de titres subordonnés remboursables (TSR, de quasifonds propres) en deux tranches, l'une à 12 ans à 9,15 %, sous la direction de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA), et l'autre (400 millions de francs) à 9,04 % et 10 ans, avec indosuez. Enfin, le groupement des Provinces de France a émis pour 500 millions de francs des papiers à 9 % nominal (9,20 % réel), bien absorbés, surrout avec la garantie de la CNCA, chef

FRANÇOIS RENARD

مناه والمراجع والمراجع

Le président Bush est vivement critiqué pour les maigres résultats de son voyage au Japon

Le taux de chômage a atteint 7,1 % de la population active en décembre aux Etats-Unis au fieu de 6,9 % le mois précédent, soit le pourcentage le plus élevé depuis cinq ans et demi. Près de neuf millions d'Américains sont maintenant sans emploi. Ce chiffre que M. Bush a qualifié d'e insatisfalsant » a été publié au moment où le président américain, de retour d'un voyage de douze jours en Australie et en Asia, doit faire face à de nouvelles critiques suscitées par sa politique économique, récusée à présent par plus des deux tiers des personnes interrogées dans les sondages.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le président Bush est sans doute un fin diplomate mais, à en juger par les réactions de ses concitoyens, de la plupart des médias et des milieux d'affaires, au séjour qu'il vient d'effectuer au Japon en triels américains, ses talents de voyageur de commerce restent à ontrer. Apparemment remis du malaise qui, la veille, l'avait contraint à quitter le dîner donné par le premier ministre nippon, M. George Bush, à peine descendu d'avion sur la base d'Andrews, près de Washington, s'est félicité le 10 janvier du résultat de ce voyage qui, selon lui, « a été un succès ». Ne rous y trompez pas, a-t-il sou-ligné. Les progrès accomplis au cours de cette semaine se traduiront par des progrès en matière d'em-plois et de croissance économique en Amérique. Les résultats seront

Tel ne semble pas être l'avis des personnes interrogées par le New York Times et qui, pour 53 % d'entre elles, estiment qu'il s'agissait là d'un voyage « essentiellement pour se montrer ». Sans véritable utilité. l'entourage même du président, puisque, aux côtés de quelques PDG préchant la patience, tel le président de TRW, les patrons des trois grands groupes automobiles américains (General Motors, Ford, Chrysler) s'empressaient de dénon-cer l'accord conclu à Tokyo par M. Bush quelques heures plus tôt. Au motif qu'il ne répondait pas à leur exigence première : obtenir une réduction drastique d'un déficit commercial en constante aug-

de dollars en 1991 et cumule 400 milliards de déficit en dix ansi et dont les trois quarts sont constitués par le seul poste des exporta-tions de voitures nippones vers les Etats-Unis, où le Japon détient le tiers du marché. Situation catastro phique pour les trois agéants» de Detroit dont les ventes ont encore chuté de près de 12 % l'année dernière et qui ont subi des pertes de 6 milliards de dollars (32 milliards de francs) en douze mois, les plus importantes dans l'histoire de l'au-

> Menaces de représailles

tomobile américaine.

Indifférent aux promesses japo-naises qui, outre deux ou trois autres volets (1), consistent essen-tiellement à vendre 20 000 voitures américaines de plus au Japon cha-que année (pour atteindre un total ie 55 000 par an) et à acheter (aux 19 milliards de dollars par an de pièces détachées américaines, d'ici 1 1994 (contre 10 milliards en 1990), M. Lee facocca, le bouillant patron de Chrysler, le constructeur le plus mal en point des trois (et en passe d'être rattrapé par Honda) a quitté Tokyo avant la fin des cérémonies pour prononcer à l'Econo-mic Club de Detroit un discours guerrier qui lui a valu une longue ovation - debout - des 2 500 spé-cialistes du secteur, réunis à l'occasion du North American International Auto Show. " Nous devons utiliser nos propres armes, a-t-il indiqué. Cela signifie exiger une solution maintenant et envisager des représailles maintenant si nous n'obtenons pas cette solution. Dénonçant le danger de voir les Etats-Unis se transformer en colonie du Japon, M. Iacocca a estimé qu'il fallait utiliser les leviers dont disposent les Etats-Unis car, « sans pression, le Japon ne bougera pas

A l'issue de cette envolée, le pré sident de Chrysler a toutefois indiqué que fui-même et se gues de General Motors (M. Robert Stempel) et de Ford (M. Harold Poling) étaient convenus de continuer aux Etats-Unis en février les « discussions » amorcées à Tokyo avec les patrons des cinq principaux constructeurs japonais. La réunion devrait rassembler des industriels et des politiques et être organisée en deux temps, d'abord à Washington, ensuite à Detroit, la capitale de l'automobile améri-

mentation (il a atteint 41 milliards caine, aujourd'hui déclarée ville

Visitant les chaînes de montage de Detroit au moment où la querelle américano-nippone battait son plein, M. Richard Gephardt, le leader (démocrate) de la Chambre des représentants, a lui aussi regretté les maigres résultats obtenus à Tokyo, estimant que « la récession aux Etats-Unis est en partie impu-table au Japon». Se défendant de toute tentation protectionniste, M. Gephardt s'est cependant dit prêt à « forcer le Japon à acheter americain ou, sinon, à l'empêcher de vendre ici», ajoutant qu'il avait élaboré un projet de loi en ce sens visant, à l'aide de « restrictions volontaires», à réduire de 20 % en cinq ans le déficit commercial américain vis-à-vis du Japon.

«Ce sont là des propos que l'on entend souvent à Detroit, dans le Michigan. Mais si vous descendez dans le Tennessee, les habitants de cet Etat sont très contents de la présence japonaise, qui leur assure investissements et emplois », relève M. Delos Smith, l'un des princi-paux économistes du Conference Board de New-York. « On ne peut pas dire aux gens « Achetez améri-cain!» en leur mettant un pistolet sur la tempe quand on sait que les voitures japonaises sont souvent moins chères et de meilleure qualité, souligne-t-il. Ce voyage aura été une confrontation inutile pour laquelle le président Bush s'est entouré de représentants d'indus-tries traditionnelles ou en perte de vitesse au lieu de choisir des représentants d'industries modernes et performantes. Il ne faut pas s'éton-ner qu'il ait fait un flop.»

SERGE MARTI

mobile, de l'électronique et de l'outillage, importeront en 1993 environ !0 mil-liards de dollars de plus qu'en 1990.

Contrairement à d'autres pays de la Communauté

La France reste réservée à l'idée de reconnaître la Croatie

Les douze pays de la Commurauté devraient s'entendre, mercredi 15 janvier, pour reconnaître immédiatement la République de Slovénie et, vraisemblablement, pour différer leur réponse à la demande de reconnaissance qui leur a été adressée par les Républiques de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine. La demande de la Croatie semblait en revanche les diviser encore vendredi 10 janvier, à l'issue de la réunion des douze ministres des affaires étrangères à Bruxelles

La reconnaissance des Républiques yougoslaves qui en ont fait la demande à la Communauté se lera déclaré vendredi à Bruxelles M. Roland Dumas. « Sur les qua-ire » Républiques qui ont sollicité cette reconnaissance v on pourra déjà en reconnaître quelqu'une : peut-être pour les aurres le fera-t-on de façon diffèrée dans le temps », a-t-il ajouté. De son côté le ministre luxembourgeois, M. Jacques grave problème, on peut présumes que les Douze reconnaîtront la Slo vénie et la Croatien, tandis que que le secrétaire d'Etat britannique Douglas Hogg indiquait qu' « un Etat ou plus» serait reconnu et que, pour les autres, cela se ferait «à un rythme plus lent». Bref, la reconnaissance de la Croatie fait encore problème, à la France notamment, si l'on en juge par ces quelques déclarations, à peine dis-

Les douze doivent avoir entre les mains, avant le 15 janvier, le rap-port demandé à la commission de juristes que préside M. Badinter. Cette commission, qui rassemble cinq présidents de Cours constitu-tionnelles européennes et qui était était censée juger si les Républi-ques candidates répondent aux critères définis par les Douze le 16 décembre (en matière de droits des minorités notamment) pour pouvoir prétendre à la reconnaissance en tant qu'Etats indépendants. Son rapport devrait être communiqué à lord Carrington et à la présidence de la Communauté pendant le week-end, chacun des pays membres étant ensuite supposé se prononcer en connaissance de cause.

> « Cohésion à ouze»

A Paris, on s'en tenait strictement vendredi à cette procédure, dont la France a sté l'initiatrice, et on affirmait ne pas vouloir préju-ger des conclusions de la commission Badinter. Les diverses déclarations faites ces derniers jours indiquent cependant que, sans attendre ce rapport de juristes, plu-sieurs des pays membres avaient déjà leur position : la France est toujours réticente à l'idée de reconnaître dès la semaine prod'autres, dont l'Italie, ont la ferme intention au contraire d'engager sans plus attendre cette reconnaissance, en même temps que celle de la Slovénie. L'Allemagne pour sa part, se désolidarisant de fait de la démarche communautaire adoptée le 16 décembre, a déjà pris à la veille de Noël la décision de

Dans l'entourage de M. Mitterrand on faisait valoir, vendredi, le souci de la France de sauver an moins la « cohésion à onze ». a Nous allons reparler aux Italiens. A une exception près [celle de l'Al-lemagne], tout le monde jusqu'à

Le changement au PS

M. Rocard

met en avant

la «bonne foi»

de M. Fabius

M. Michel Rocard a déclaré,

vendredi 10 janvier sur TF1, au

sujet de l'élection de M. Laurent

Fabius à la tête du Parti socialiste

et de sa propre désignation comme « candidat virtuel » à l'élection pré-

sidentielle, que « la méchanceté

appelle la méchanceté», mais que e la bonne foi appelle la bonne foi appelle la bonne foi ».

« Il y a une très grande disférence, a

expliqué l'ancien premier ministre, entre la conquête d'un grand parti, dans un combat fratricide, par un

homme [...] avec toutes les respon-

sabilités dans les mêmes mains [...], et l'arrivée unanimement saluée

d'un homme, le même, à la tête du

parti, dans un accord général et

avec des responsabilités partagées,

une structure qui fait que les

grandes décisions sont prises par

« Je n'aime pas le ring, a-t-il ajouté, je déteste les batailles. Nous avons pu régler un certain nombre d'anciennes batailles. » Refusant de

développer la question de l'échéance présidentielle,

M. Rocard a souligné que, a pour l'instant, l'essentiel, c'est de traiter

les problèmes de la France ». « Ce qui Intéresse les Français, a-t-il dit, c'est le chômage, la sécurité, les rapports avec les immigrés. Pour traiter ces problèmes difficiles, il

faut que la machine politique

des décisions qui font que la

machine politique doit mieux mar-cher. Je gage qu'un PS mieux ras-

semblé, autour d'une orientation

plus claire, va aider, y compris

M= le premier ministre, à faire

mieux passer ses décisions.»

cohésion », disait-on. La France n'est pas parvenue à contenir audelà de Noël ses divergences de fond avec l'Allemagne à propos de la Yougoslavie. Il n'est pas certain qu'elle parvienne cette fois à contenir derrière une argumentation juridique celles qui l'opposent encore à d'autres pays membres.

Les observateurs militaires de l'ONU attendns le 14 janvier en Crostie. - La mission de cinquante observateurs militaires de l'ONU, qui doivent participer à la surveilvie, sera dirigée par le colonel australien John Wilson, a annoncé vendredi 10 janvier un porteparole des Nations unies. Les officiers de liaison, qui disposeront de leurs propres moyens de communication, arriveront sur le terrain mardi 14 janvier. Le colonei John Wilson est un expert en opérations de maintien de la paix et il a été chef d'état-major adjoint de l'Orga-nisation de l'ONU pour la surveillance de la trêve au Proche-Orient. - (Reuter.)

a La destruction de l'héli la CEE. - La destruction en vol. mardi 7 janvier, d'un hélicoptère de la CEE par l'armée de l'air yougosiave, qui a provoqué la mont de cinq observateurs, est due à des erreurs de l'armée yougoslave, des observateurs européens et « un mallié à la «situation extrêmement difficile rémant dans l'espace cériens, a indiqué, vendredi il janvier, un communiqué du ministère yougo-dave de la défense. L'armée de l'air fédérale, qui avait reçu le plan de vol des observateurs de la CEE « n'a pas averti à temps » les autorités militaires locales. « Pour cette raison, et à cause d'autres fautes, il y a eu erreur dans l'identification des apparells, de leurs intentions et des actions à entreprendre à leur égard». Selon le rapport du ministère, les observateurs de la CEE avait décidé d'effectuer le vol de Kaposvar (Hongrie) à Zagreb, «sans avoir repu l'au-torisation des autorités fédérales qui contrôlent le trafic aérien, n'avertissant pas les arganes de contrôle à Belgrade, mais seulement ceux de Zagreb». - (AFP.)

 La CEE lève ses sanctions contre le Monténégro. - Les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé, vendredi 10 janvier à Bruxelles, de lever leurs sanctions économiques contre le Monténégro pour remercier cette République yougoslave de sa « contribution » aux efforts de paix de la CEE, Seule la Serbie est désormais encore l'objet des sanctions essentiellement commerciales édictées le 8 novembre 1991 par les Douze contre les Républiques yougoslaves ne participant pas activement au processus de paix engagé sous les auspices de la Communauté. - (AFP.)

 Skopje déclare « laconstitution-nel » le référendum de la misorité albassise. — Le gouvernement de la République de Macédoine a quali-fié d' « inconstitutionnel » le référendum sur l'autonomie politique et territoriale que les Albanais de souche de cette République devaient organiser, samedi 11 et dimanche 12 janvier. Les Albanais de souche représentent près de 20 % des quelque 4,5 millions d'habitants de cette République. Le gouvernement de Skpoje demande aux «citoyens de Macédoine, sans considération d'appartenance religieuse ou nationale», de défendre a démocratie, « seul atout de la Macédoine pour son appartenance à une Europe unie de citoyens et peu-ples libres ». — (AFP.)

Dómission du représentant macédonien à la présidence fédérale. Le représentant de la Macédoine à la présidence fédérale you-goslave, M. Vasil Tupurkovski, a officiellement démissionné, vendredi 10 janvier, a annoncé l'agence Tanjug. M. Tupurkovski ne participait plus aux travaux de la présidence yougoslave depuis le mois d'octobre 1991. – (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde ÉCONOMIQUES

SOMMAIRE

Les Rencontres nationales pour Les Douze acceptent de participer à la conférence de Washington sur l'aide aux pays de l'ex-URSS..... 3

Les Etats de la CEI s'engagent à respecter le traité sur les armes La situation politique en Géorgie

L'enquête internationale sur les attentats contra les avions de la PanAm et d'UTA .. Algérie : avant le deuxième tour des élections législatives 5

POLITIQUE

La demande de levée d'immunité L'opposition et l'idée d'un parti unique : M. Pasqua reçoit le soutien de M. Léotard Les écologistes s'interrogent sur Livres politiques par André Lau-rens : «La modernité dans le rétro-

SOCIÉTÉ

Le stockage de déchets redioactifs près de Limoges Le raid-marathon Paris-Syrte-Le

La centième nuit de sit-in des infirmières devant le ministère de la La France et l'Allemagne lancent en coopération deux nouveaux

HEURES LOCALES

Les sapeurs-pompiers quittent les villages; un entretien avec le ministre de l'intérieur · Nord-Pas-

de-Calais : la transmutation . Fin de siècle à Michelin-Ville 7 à 10 CULTURE

Stephan Eicher à l'Olympia...... 13 La polémique autour de la pièce da Bernard-Marie Koltès: Roberto Zucco sera jouée à Paris. Répliques à Roger Planchon : la déclaration de la Mairie de Paris, les lettres du directeur du Théâtre de la Ville et du maire de Chambéry.. 13 Le Salon du meuble

ÉCONOMIE

Les petits commerçants du disque ne sont pas systématiquement opposés à l'ouverture de leur Poussée de fièvre entre Virgin et la

La réorganisation de l'électronique française : M. Alain Prestat devient PDG de Thomson Consumer Elec-

Revue des valeurs Crédits, changes et grands mar-

Services

Carnet... 12 Météorologie Mots croisés Télévision.

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté Samedi 11 janvier 1992 a été tiré à 486 173 exemplaires.

L'offensive rebelle n'a pas eu l'ampleur annoncée officiellement

TCHAD

vent, avec l'appui de l'armée de l'air française, les opérations de ratissage dans la région du lac Tchad, théâtre, la semaine dernière, d'une offensive rebelle. Des journalistes occidentaux autorisés à se rendre sur les lieux jeudi 9 et vendredi 10 janvier ont vu des avions de combat français Jaguar survoler régulièrement la région.

Jugeant l'armée régulière incapa-Jugeant l'armée régulière incapa-ble d'arrêter les rebelles, le prési-dent Idriss Déby a envoyé sur place une unité de la garde prési-dentielle, composée de membres de l'ethnie zagawa, qui l'a aidé à pren-dre le pouvoir en décembre 1990. Ces éléments n'ont livré que des combats sporadiques. combats sporadiques,

A Liwa, aucune trace d'affrontements n'a pu être montrée par les autorités. Dans le désert entourant la ville, on ne trouve que quelques véhicules Toyota calcinés. Les militaires interrogés à l'insu de leur hiérarchie ne font état d'aucun accrochage violent et encore moins

source diplomatique, on estime que le nombre de rebelles s'élevait aentre trois cents et six cents qu maximum», et non à trois mille comme l'ont annoncé les autorités. Dans les milieux diplomatiques on estime également que le président Déby est sorti « très affaibli » de ces événements et que « seule l'intervention française a permis de le maintenir au pouvoir ».

Le correspondant tchadien de. Radio-France internationale. M. Sosthène Gargoune, a été inculpé jeudi de « diffusion d'informations à caractère militaire non encore publiées par les autorités » et encourt une peine de un à cinq ans de prison, a indiqué une source officielle. Enfin, l'ambassade de France a démenti que le maire de N'Djameos, M. Loi Mahamat, se soit réfugié auprès d'elle, comme l'avait annoncé l'opposition (le Monde du 11 janvier). - (AFP, Reuter.)

Inculpé dans des affaires de fausses factures

M. René Trager est remis en détention

M. René Trager, l'industriel nantais mêlé à des affaires de fausses factures, a été une nouvelle fois placé en détention provisoire, vendredi 10 janvier à Angers, par le juge d'instruction chargé du dossier, M. Ivan Auriel,

Remis en liberté le 17 décembre dernier, M. Trager a enfreint les règles du contrôle judiciaire auquel il était soumis depuis sa sortie de prison: alors qu'il lui était interdit de sortir de sa maison à Sainte-Luce-sur-Loire (Loire-Atlantique), près de Nantes, sinon pour aller pointer quotidiennement auprès de a police nantaise, M. Trager a été surpris, vendredi matin, en train de sortir des cartons de documents des locaux de l'une de ses sociétés présentation au juge Auriel, M. Trager a été conduit dans la soirée à la maison d'arrêt d'Angers.

M. Trager est inculpé dans deux dossiers : le premier, instruit à Rennes, a conduit à son inculpa-tion pour escroquerie et abus de biens sociaux à la suite de faillites jugées douteuses. Le second, instruit à Angers, concerne le financement contesté d'une maison de retraite à Rezé, en Loire-Atlanti-

Inculpé dans cette affaire d'abas de confiance, M. Trager est accusé d'avoir indûment encaissé une somme de 2,1 millions de francs lors d'une transaction entre un promoteur du Mans, M. Serge de Sinéty, et la Société d'économie mixte de Rezé (SEM), dirigée par le maire de la ville, député socialiste de Loire-Atlantique, M. Jacques Floch. M. Trager, incarcéré le: 13 mars 1991, avait été remis en liberté par le juge Auriel à la veille des fêtes de Noël, le 17 décembre dernier.

n TENNIS: Gay Forget battu à Sydney. - Tenant du titre, le Français Guy Forget a été battu, samedi 11 janvier, par l'Espegnol Emilio Sanchez (6-3, 6-4) en finale du tournoi de tennis de Sydney (Aus-

LA CLOSERIE DES LILAS

fête le **NOUVEL AN RUSSE**

le 13 JANVIER Au piano : René PAU. Au violon: Jean TOUPENCE.

171, bd du Montparnasse, 6º Tél.: 43-26-70-50